

سكوا من الاصل

LES INVESTISSEURS SE RÉPORTENT SUR LE MARK  
Le dollar retombe à 8,31 F  
LIRE PAGE 30

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »  
Pages 15 à 22  
Conversation entre Jean-Luc Godard et Maurice Pialat

## Grave revers pour l'armée libanaise

### Le dilemme de M. Reagan

Comment se dégager honorairement du gâchis libanais tout en continuant à soutenir militairement le président Amine Gemayel, sans donner pour autant l'impression de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays en quête de son unité et son indépendance ? La question que se pose le président Reagan restera vraisemblablement sans réponse, à moins que le chef de la Maison Blanche ne sacrifie certains objectifs ambitieux qu'il s'était fixés.

Il a déjà renoncé - sur l'incitation notamment de la diplomatie française - à l'un d'eux en acceptant d'associer l'URSS, indirectement il est vrai, au règlement du conflit. Cependant, Moscou n'est pas disposé à lui faciliter la tâche, puisqu'il menace d'opposer, au Conseil de sécurité, son veto au projet de résolution prévoyant le remplacement de la force multinationale par des « casques bleus » de l'ONU. Le Kremlin pose plusieurs conditions à son concours, dont deux au moins paraissent inacceptables à M. Reagan : la VI<sup>e</sup> flotte devrait s'éloigner des côtes libanaises suffisamment pour que celles-ci soient hors de portée des canons américains ; les États-Unis, tout autant que les trois autres membres de la force multinationale, devront prendre un engagement solennel de ne plus intervenir militairement au Liban.

On comprend la contradiction que doit assumer M. Reagan. Il devrait logiquement accéder à ces demandes, puisqu'il s'inscrit à la proposition française de confier à l'ONU la tâche de maintenir la paix à Beyrouth dans la perspective d'une réconciliation nationale au Liban. Mais, ce faisant, il prendrait le risque de sacrifier par la même occasion l'avenir du président Amine Gemayel, déjà « très compromis », selon les termes du président Mitterrand.

Depuis mardi soir, la situation du chef de l'Etat paraît plus précaire. Son armée - ou ce qu'il en reste - a dû, malgré le soutien de la marine américaine, battre en retraite devant les milices druzes, qui ont occupé un carrefour stratégique à une dizaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth.

Le sort de M. Amine Gemayel n'est pas pour autant scellé, comme l'indiquent, entre autres, le long entretien qu'il a eu hier mardi avec l'un de ses adversaires les plus résolus, l'ancien président Soliman Frangieh. Ce dernier avait été chargé par le Front de salut national, dont il est l'un des trois chefs, avec M.M. Jumblatt et Rachid Karamé, d'explorer les possibilités d'un compromis. La voie que propose l'opposition et la Syrie n'est pas inacceptable à M. Gemayel. Celui-ci, qui avait refusé de la ratifier, est tout disposé à dénoncer l'accord israélo-libanais, à condition qu'une nouvelle conférence de réconciliation nationale - un Genève II - soit convoquée à brève échéance. Il est soutenu non seulement par l'Arabie Saoudite, qui a offert discrètement l'accueil à la conférence à Ryad, mais aussi par l'Égypte et la Jordanie, des pays qui ne cessent d'inciter les États-Unis à plus de réalisme.

Jusqu'ici, M. Reagan se refuse d'envisager l'abrogation de l'accord du 17 mai, ce qui constituerait, à ses yeux, un « terrible précédent ». Il se doit aussi de ménager Israël et la communauté juive américaine. Cependant, à force de vouloir concilier des préoccupations électorales internes et les impératifs de la pacification du Liban, il s'enferme dans un problème qui relève de la quadrature du cercle.

Les milices druzes, avec un important appui syrien balaient les positions des troupes régulières dans la montagne  
M. Gemayel va annoncer des « décisions historiques »

De notre correspondant

Beyrouth. - Les nouveaux revers subis par l'armée libanaise le mardi 14 février en montagne ont rendu encore plus précaire la position du président Amine Gemayel, qui, à la veille d'annoncer des « décisions historiques », est allé dans le Liban du Nord chercher quelque appui auprès de l'ancien président Soliman Frangieh, vieil ennemi du parti phalangiste des Gemayel, dont les milices ont assassiné son fils. L'ancien chef de l'Etat n'en oublie pas pour autant son appartenance communautaire maronite et paraît attaché à la sauvegarde du principe de l'inviolabilité du mandat présidentiel.

Alors que le front de la montagne était calme et stabilisé depuis le 25 septembre dernier, une brusque et vigoureuse offensive des forces antigouvernementales, dont le fer de lance est le PSP (druze), a balayé en moins de vingt heures les positions de l'armée libanaise, sur une ligne d'une dizaine de kilomètres de large et d'une quinzaine de kilomètres de profondeur, dans la région de Chahar-al-Gharbi, conquise lors de la première bataille de la montagne par les Forces libanaises (chrétiennes) et rétrogradée alors par celles-ci à l'armée. Pour expliquer cette volte-face, désastreuse pour l'Etat ou ce qui en reste, l'armée invoque l'importance des moyens mis en œuvre, notamment l'appui massif de blindés syriens venus de la Bekaa via le col Badar (1), le brouillage des communications radio de la 4<sup>e</sup> brigade opérant dans le secteur, la défection d'une partie des soldats postés sur la route côtière du sud, qui, selon un communiqué militaire, ont retourné leurs armes contre leurs camarades à Khaldeh, facilitant l'occupation du carrefour routier par les miliciens chiites d'Amal et du village par les druzes du PSP.

S'y ajoute une autre raison : le manque de vigueur de l'intervention américaine - 11 obus de 5 pouces une première fois et 42 obus par la suite ont été tirés à partir du bâtiment Claude-Rickett, ce qui était sans commune mesure avec le formidable barrage d'artillerie (550 obus, dont 200 de 1,2 tonne) dressé par le

## EDF au secours des Charbonnages ?

Pour rétablir ses comptes, CdF demande qu'Electricité de France lui garantisse un niveau élevé d'achats et accueille une partie de son personnel en excédent

Il aura fallu plus de six mois pour le dossier charbon, qui d'atermoiements et reculs successifs a traversé la vie politique et sociale française depuis l'été, entre enfin dans une phase décisive. Plus de six mois pour que le gouvernement, convaincu dès le printemps qu'il fallait, face à l'échec de la relance annoncée en 1981, changer diamétralement de politique, se décide enfin à ouvrir une négociation directe avec les principaux intéressés : les syndicats.

C'est donc peu dire que les données du débat, qui s'ouvrira enfin le 16 février lors de la rencontre prévue entre M. Mauroy et les syndicats de mineurs, sont largement connues. Il y a pourtant peu de chances que la négociation aboutisse à des résultats concrets avant le 17 février, date de la prochaine réunion du conseil d'administration de CdF, permettant à cette instance d'adopter enfin comme prévu un programme de production - et d'emploi - pour 1984. « Nous sommes dans une négociation, nous ne voulons pas nous y enfermer dix jours près », assure-t-on dans l'entourage du premier ministre. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement, dit-on en substance à CdF, où l'hypothèse d'un report à la fin mars des décisions tant attendues n'est pas écartée.

C'est que la détermination syndicale, confortée par la victoire arrachée lors du conflit de Carmaux l'an passé, et le refus des élus régionaux de s'engager aux côtés des pouvoirs publics n'ont en rien changé au fil des mois, alors que le gouvernement, en dépit d'objectifs affichés avec fermeté, est toujours déchiré entre la nécessité économique de limiter les pertes de CdF (sans autre voie que de réduire massivement les effectifs) et le souci politique de ménager les nombreux élus socialistes et communistes des bassins charbonniers.

Le dossier, fort simple au départ, est en outre compliqué par la négociation engagée parallèlement entre Charbonnage de France et Electricité de France. Les difficultés de CdF ne se limitent, certes, à un problème de sureffectifs. Certes, les conditions géologiques sont telles, dans certains bassins (Nord-Pas-de-Calais, Centre) qu'elles empêchent toute mécanisation et condamnent CdF à fermer les puits les plus déficitaires. Mais l'aggravation inéluctable, depuis trois ans, de son déficit est également liée aux conditions de commercialisation désastreuses de ses produits : la baisse relative des cours mondiaux du charbon et la perte progressive des débouchés du charbon vapeur, concurrencé par l'énergie nucléaire, et du coke, en relation avec l'évolution de la sidérurgie.

Les résultats de l'année 1983 le montrent bien. Contrairement à l'année précédente, où l'embauche de plusieurs milliers de mineurs, jointe à la diminution de la durée du travail, avait provoqué une baisse catastrophique de la productivité, les rendements se sont améliorés (de 2,1 %). La production - 18,5 millions de tonnes - s'est en effet maintenue tandis que les effectifs fondaient (de 2 613 personnes). Pourtant, en dépit d'une subvention publique accrue (de 5,9 à 6,43 milliards de francs), le déficit de l'établissement (hors chimie) a été multiplié par 6,5, passant de 115 à 750 millions de francs, d'où un endettement alourdi de 2,3 milliards de francs supplémentaires, qui atteint désormais 14,5 milliards de francs, soit plus que le chiffre d'affaires des bassins (12,5 milliards de francs).

Les raisons ? Une diminution de 8 % des ventes, notamment celles à EDF et à la sidérurgie. Et une hausse des prix de vente (+ 2,8 %), insuffisante au regard de celle des coûts (+ 6,8 %).

Les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie réclament le « départ des Français »  
LIRE PAGE 30

(1) Selon l'envoyé spécial du *Gardien* de Londres à Damas, des « centaines » de camions militaires conduits par des combattants druzes ont quitté récemment les dépôts d'armes situés dans les environs de la capitale syrienne pour la montagne libanaise. Ces camions transporteraient notamment des tonnes d'obus de 120 mm et de 130 mm destinés aux milices chiites et druzes.

Le sort de M. Amine Gemayel n'est pas pour autant scellé, comme l'indiquent, entre autres, le long entretien qu'il a eu hier mardi avec l'un de ses adversaires les plus résolus, l'ancien président Soliman Frangieh. Ce dernier avait été chargé par le Front de salut national, dont il est l'un des trois chefs, avec M.M. Jumblatt et Rachid Karamé, d'explorer les possibilités d'un compromis. La voie que propose l'opposition et la Syrie n'est pas inacceptable à M. Gemayel. Celui-ci, qui avait refusé de la ratifier, est tout disposé à dénoncer l'accord israélo-libanais, à condition qu'une nouvelle conférence de réconciliation nationale - un Genève II - soit convoquée à brève échéance. Il est soutenu non seulement par l'Arabie Saoudite, qui a offert discrètement l'accueil à la conférence à Ryad, mais aussi par l'Égypte et la Jordanie, des pays qui ne cessent d'inciter les États-Unis à plus de réalisme.

**AU JOUR LE JOUR**

### Thérapie

Lors des obsèques d'Andropov, mardi matin, on a remarqué que M. Tchernenko avait toussé à plusieurs reprises. On a constaté qu'il avait buté sur plusieurs passages de son discours de l'annonce d'une maladie s'est aussitôt répandue. L'après-midi, ses visiteurs l'ont trouvé en pleine forme.

Le même jour, à Wall Street, la Bourse a connu un moment d'effollement lorsque le bruit a couru que M. Reagan avait eu une crise cardiaque. Vérification faite, il se portait comme un charme.

Si les deux Super-Grands souffrent bien d'une maladie, elle ne tient pas à l'état de santé des septuagénaires qui les gouvernent. Il s'agit plutôt d'une hégémonie rigide, maladie transmissible qui donne la fièvre mondiale. Contre son virus, on ne connaît pas de thérapeutique efficace.

BRUNO FRAPPAT.

## Le Nigéria aux arrêts de rigueur

### I. - Un coup d'Etat préventif

De notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI

Lagos. - Dans le grand hall de l'aéroport Murtala-Mohammed, il glisse lentement au milieu de la foule. Richement vêtu à la façon des chefs tribaux du Nord, il ne semble pas remarquer les regards qui convergent vers sa personne. Tout en lui, une hésitation, un relâchement du pas et observent la scène, une heure de respect dans les yeux.

Dans ce pays naturellement indiscipliné, l'armée, depuis le coup d'Etat du 31 décembre, représente le pouvoir, la force, mais elle n'est pas tous les pouvoirs. Les chefs tribaux, incarnation du pouvoir traditionnel de la société africaine, restent puissants, en dépit de l'extrême - mais trompeuse - occidentalisation du pays. La hiérarchie musulmane s'appuie sur un enchevêtrement subtil de relations, d'influences, de rapports de forces dont l'armée ne peut s'affranchir, parce qu'elle en est intrinsèquement entouré seulement d'une demi-douzaine de soldats. On chercherait en vain, dans la capitale nigérienne, la matérialisation du coup d'Etat. L'armée a pris le pouvoir, mais elle le détient sans ostentation. De toute façon, Lagos, cette mégapole infernale, n'appartient à personne. Sur les autoroutes suspendues qui forment une toile d'araignée au-dessus de la ville, le flot des véhicules s'écoule à un rythme alterné : les courses furieuses font place, sans transition, à d'interminables *go slow*, sans que l'on puisse attribuer une quelconque responsabilité aux *check-point* militaires placés çà et là. Coup d'Etat militaire ou pas, jour et nuit, des soldats montent la garde dans la cour, affalés dans des fauteuils prélevés dans les bureaux désertés. Le siège du parti présidentiel, le NPN (National party of Nigeria), est un symbole : ce pouvoir-là est tombé. En apparence au moins. Les partis politiques, bien qu'interdits, ont encore leur clientèle, leurs réseaux et leurs groupes de pression.

Plus loin, aux abords du palais présidentiel, un véhicule blindé AML-Panhard est en position,

## Le lycée rend-il idiot ?

Son succès fut, en lui-même, un événement révélateur de la crise de l'insertion scolaire. C'est la signification de cet événement que Maurice Maschino analyse dans un nouveau livre - *Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?* - qui semble rencontrer auprès du public la même faveur que le précédent. Il a pu notamment constater le décalage entre la passion qu'avait soulevée son témoignage au vitriol dans la presse et l'opinion, et l'indifférence courtoise qui l'avait accueilli au sein même de l'éducation nationale. Ce n'est pas un libelle, si explosif soit-il, qui pourrait émuvoir cette vieille dame qui en a vu d'autres.

Le professeur en colère a craché son venin. Le bon peuple en a été un moment remué. Puis tout continua comme avant. Pour la bonne raison, nous explique Maschino, que rien ne peut changer : si les élèves sont idiots, c'est que le lycée les abrute. Et si le lycée les abrute, c'est que la société a tout intérêt à avoir des citoyens « crétinisés », prêts à gobier, sans poser de questions, tout ce qu'on leur fera ingurgiter.

Le lycée tel qu'il fonctionne est la meilleure formation, nous dit Maschino, à notre société-supermarché, vendeuse de gadgets et d'idées toutes faites. C.Q.F.D.

D'ailleurs l'absurdité du système arrange tout le monde : les enseignants, les élèves, les parents et les administrateurs qui peuvent continuer à rêler en toute quiétude, avec la double satisfaction de déjouer leur agressivité et de ne pas avoir à se remettre en question.

Ce nihilisme maussade, cette désillusion générale, qu'exprime Maschino avec une sorte de masochisme teigneux, reflète à merveille le sentiment d'impuissance et de dévalorisation que ressentent tous ceux qui ont à faire à l'école.

Tout cela n'est pas bien nouveau. Les lamentations sur la « baisse du niveau », la faillite des lycées, l'avachissement des élèves, la détérioration du corps professoral, sont aussi vieilles que l'enseignement lui-même. Ce sont les leitmotivs inusables d'une opinion toujours prête à embellir l'ancien temps et à régler ses comptes avec les générations montantes. Comme il le fait fort justement remarquer, Maschino aurait pu écrire son livre il y a cinquante ans, car c'est toujours pareil. On n'en finit pas de relever dans la littérature pédagogique les « cris d'alarme » contre la dégradation de l'enseignement.

A ceci près, toutefois, que les années 80 sont confrontées à une situation inédite : les lycées subis-

sent maintenant de plein fouet les conséquences de la démocratisation de l'enseignement secondaire et de la réforme Haby, qui a supprimé la répartition des élèves en filières hiérarchisées dans le premier cycle. Ainsi, le second cycle voit affluer un flot d'élèves ayant des compétences et des motivations très hétérogènes, et ce n'est sans doute pas un hasard si c'est un professeur de philosophie enseignant dans des sections non scientifiques, qui, en bout de chaîne, ressent cette transformation avec le plus de difficultés. Le public auquel il s'adresse n'a vraiment plus rien à voir avec celui des « philo » d'antan.

Ainsi se trouve posé de façon pathétique un problème que l'éducation nationale n'a jamais voulu regarder vraiment en face : comment adapter à une population scolaire très ouverte un enseignement conçu pour de petits effectifs fortement sélectionnés, scolairement et socialement ? La révolution provoquée par l'élargissement du recrutement des élèves est telle que tout le système ancien - vie scolaire, programmes, méthodes pédagogiques - a volé en éclats.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 12.)

(1) Maspero.  
(2) Le Seuil.  
(3) Hachette.

idées

L'ombre de Guy Mollet

par Michel PINTON (\*)

Liban

Les combats ont repris à Beyrouth. Michel Pinton trace un parallèle entre la position de la France au Tchad et au Liban, tandis que Jean Dubois examine la situation dans ce pays à travers Clausewitz. Robert Feghali rappelle le sens de la résistance des chrétiens libanais, dont une mère de famille exprime la peur. Enfin, Wafaa Gebrayel et Marwan Hoss prennent position en faveur de la laïcité.

LA France a plus de soldats au combat, en ce moment, qu'elle n'en a jamais eu depuis la guerre d'Algérie, achevée il y a plus de vingt ans. Ce fait éveille deux sentiments contradictoires : d'une part, une inquiétude diffuse face à ces expéditions lointaines - au Tchad et au Liban - où l'opinion ne perçoit pas clairement les missions de nos troupes et les enjeux pour notre pays; d'autre part, une certaine fierté de voir notre puissance peser dans les grandes affaires de notre temps en volant au secours de populations amies de la France. Ce dernier sentiment a commandé des prises de position de presque tous les responsables politiques. Il est respectable en lui-même, mais une bonne politique étrangère ne se fonde pas sur de bons sentiments. Encore faut-il qu'elle tienne compte des réalités. Il se trouve que nos deux expéditions armées ont le monde arabe pour décor : dans un cas, au Liban, nous sommes mêlés à la grande et confuse querelle qui oppose les chrétiens d'Orient, les sunnites appuyés par l'Arabie Saoudite et l'Égypte, les chiites soutenus par la Syrie et l'Iran, sans compter les ennemis, les Israéliens. Dans l'autre cas, au Tchad, nous nous heurtons à l'activisme de la Libye. On peut considérer ces deux conflits, dans lesquels notre gouvernement a jugé utile d'intervenir, comme des affaires trop éloignées l'une de l'autre pour avoir un lien entre elles. En un sens, une telle analyse est vraie. M. Habré n'a aucun trait commun avec M. Gemayel, et le désert tchadien ne ressemble en rien à la montagne libanaise. Mais un examen plus approfondi montre des ressemblances troublantes. Dans les deux cas, il s'agit de pays qui sont à la limite du monde arabe. Dans les deux cas, un Etat faible et

désorganisé ne parvient pas à imposer son autorité à des féroces turbulents. Il finit par devenir un proie que ces féroces s'arrachent tour à tour. Les Etats voisins se mêlent à leur querelle, appuient, selon leur intérêt, l'une ou l'autre faction et n'hésitent même pas à s'emparer d'une partie de territoire convoité. Le gouvernement officiel demande de l'aide. Son appel parvient jusqu'à la France. Après quelques hésitations, notre gouvernement socialiste se laisse forcer la main et envoie des troupes dans le but général de « rétablir la paix ». Ces forces de paix commencent par être bien accueillies par une population lasse de désordres et de meurtres. Le gouvernement français leur fixe une mission aussi vague que limitée, qui consiste, en gros, à séparer les frères ennemis. Puis la France attend. Elle attend quoi? Que des instances internationales assurent un compromis; que les factions adverses se réconcilient. Cette énorme naïveté de la politique française qui s'appuie sur des institutions impuissantes ou manipulées par d'autres ne lui porte pas chance. N'ayant pas la force d'imposer par lui-même quelque réconciliation que ce soit, notre gouvernement aboutit à enliser nos troupes dans une attente sans fin. Querelles interarabes. Cependant la situation de fait couvre nos troupes ne convient pas à certaines factions. Elles manifestent leur impatience. Elles menacent plus tôt ou tard d'être déterminées par la force. Au Tchad, où nous sommes

sur nos gardes, nous avons seulement perdu un officier et deux avions. L'insouciance coupable de notre hiérarchie militaire et politique nous a par contre valu la mort de quatre-vingt-quatre soldats au Liban. Toujours immobiles, nous nous cramponnons à une mission de paix de plus en plus irréaliste. Par aveuglement, naïveté et immobilisme, nous devenons partie prenante des querelles interarabes. Par définition, ce ne sont pas celles de la France. Si encore la participation française à ces querelles se faisait au nom d'une grande politique arabe digne de nos traditions, mon jugement serait beaucoup plus nuancé. Il pourrait même être approuvé, mais qu'y puis-je si cette grande politique n'apparaît ni dans les discours ni dans les actes de MM. Mitterrand, Mauroy et Chirac? En fait, on voit mal désormais ce que la France peut faire d'important au Liban, sinon d'empêcher, de bon ou de mauvais gré, la politique de l'Amérique, assumer à ses côtés ses erreurs, partager ses difficultés. Et au Tchad, quelle politique poursuivons-nous? Empêcher Khadafi d'entrer à Ndjamena? Soit! Mais à partir de quel moment où les interventions de notre présence militaire commenceront à peser plus lourd que ses avantages, ou sera en droit de se demander si d'autres stratégies ne seraient pas plus payantes. Je crains fort que ces expéditions mal montées militairement et politiquement ne finissent par dresser contre nous la quasi-unanimité du sentiment arabe. Par une ironie cruelle, les expéditions du Tchad et du Liban en viendraient alors à rappeler ce qui fut, il y a quelque trente ans, le symbole même de l'expédition colonialiste ratée : celle de Sué, Suez, Soudan, Soudan, Pierre Mauroy, qu'elle fut l'œuvre d'un socialiste : Guy Mollet.

Clausewitz au Levant

par JEAN DUBOIS (\*)

LA crainte d'un enlèvement honteux des Occidentaux, gouvernements et opinions publiques confondus, dès que la défense de leurs intérêts leur paraît appeler une intervention lointaine qui soit autre chose qu'une opération foudroyante et au résultat absolu, comme la campagne du géant américain contre la Grenade. Au fond, on voit un phénomène nouveau et un scandale logique, celui du fort tenu en échec par le faible, et, pour expliquer les chaînes de ces nouveaux Gulliver, on avance pieusement diverses explications : l'insidieuse intervention du communisme soviétique, et surtout la décadence et la corruption de nos mœurs, l'amollissement, qui nous empêchent d'opposer à la force du mal celle de la civilisation et de la vertu. Déjà une idée qui n'est pas nouvelle... In quo vivimus tempore, Cassius! Quant à l'idée d'enlèvement, on la rencontre déjà chez Clausewitz (1), qui explique comment, en 1757-1758, Frédéric le Grand, en position de faiblesse, gela la guerre de Sept Ans en attendant des jours meilleurs. Au Liban, l'objectif politique de la France et de ses alliés est le maintien d'un Etat uni et souverain. Avant de s'interroger sur l'adéquation de la stratégie mise en œuvre, il faut se demander si un tel objectif est réaliste, faute de quoi toute stratégie sera vouée à l'incohérence. Qu'on pardonne de penser en ces termes nos références chez Clausewitz, mais comment ne pas être tenté de faire un rapprochement avec ce qu'il écrivait à propos du troisième partage de la Pologne! Après avoir soutenu qu'un Etat menacé de disparition peut toujours espérer être secouru par ceux qui ont intérêt à son maintien, il expliquait ainsi l'effondrement polonais : la Pologne,

bien avant sa chute, avait, à cause de ses divisions, cessé de jouer un rôle politique autonome; elle était devenue « une voie publique sur laquelle les armées étrangères se heurtent sans cesse ». Face à une telle situation, les Etats qui, telles la France et la Suède, avaient le plus intérêt à son maintien durent renoncer à protéger ce qui n'était guère plus qu'une « strappe sans défense ». Il ne faut pas, pour autant, conclure trop vite que le Liban n'est qu'un « Etat tartare », au sens que donnait Clausewitz à ces mots, et qu'il faut se résoudre à l'abandonner. Récemment, un dirigeant est sorti du système des clans avec l'étiquette d'un homme d'Etat et l'envergure d'un chef de guerre : c'était Bachir Gemayel, celui qui voulait dissoudre les milices chrétiennes, les fonder dans une puissante armée nationale et rendre à son pays l'unité et l'indépendance. A Damas, on ne s'y était pas trompé, et il a été éliminé. Aujourd'hui, si le président Amine Gemayel se révèle incapable de remonter le chaos libanais ou si l'armée se dissout ou l'abandonne définitivement, l'objectif politique de l'intervention occidentale apparaîtra comme une chimère, et, quels que soient les moyens employés, toute stratégie sera, par voie de conséquence, vouée à l'échec. Il ne restera plus qu'à envisager la solution plus ou moins clairement ébauchée par le gouvernement Begin, c'est-à-dire le partage, avec un petit Liban chrétien lié à l'Occident et un protectorat syrien sur la partie musulmane.

\* Docteur en droit.

(1) L'œuvre principale de Carl von Clausewitz (1780-1831) est De la guerre.

LETTRES AU Monde

POUR LA LAÏCITÉ La voix d'un musulman... Un pays ne ment pas sa souveraineté. Il la défend, se retranche derrière une Constitution solide, qui lui permette de le faire, et des droits

internationaux. Or nous assistons actuellement à un vaste bradage, humiliant, destructeur et peut-être irréversible du Liban. La solution du conflit libanais passe par la modification de l'actuelle Constitution. Le premier paragraphe de cette Constitution modifiée doit être la déconfessionnalisation de tous les rouages de l'Etat, l'élection d'un

président de la République au suffrage universel et un gouvernement laïque, ayant pour seul souci de travailler à la reconstruction du pays, notamment aux postes administratifs des hommes et des femmes en fonction de leur seule compétence et non plus de leur appartenance à telle ou telle confession. MARWAN HOSS.

Astérix et Sakharov par ROBERT FEGHALI (\*) OUI, nous sommes une minorité. Une toute petite minorité, à peine un ou deux millions, dans un océan qui admet de moins en moins la différence. Malheur au dissident! Il a le choix entre la mort ou, par chance, l'infériorité du dhimmi.

Un fils de Saint Louis chez les Arabes 1880 : Ce que Karl Marx appelle « une révolution sociale et agraire » de la paysannerie maronite se solda par le massacre d'une partie de celle-ci à l'appel de ses sultans druzes appuyés par Constantinople et Londres. Napoléon III envoya son armée au Liban, y ouvrant cent ans de paix. 1881 : Le comte de Chambord, Henri V pour les légitimistes français, « fils de Saint-Louis » en tout cas, accomplit son voyage en Orient. 1983 : Centenaire de la disparition de ce roi manqué et découverte inattendue, par Arnaud Chaffanjon (auteur de 25 ouvrages sur Racine, Mme de Sévigné, La Fayette, les dynasties européennes, etc.), chez une descendante de Louise de France et Perme, sœur d'Henri V, du Journal en Orient inédit de celui-ci. 1983 encore : les druzes, soutenus par les Syriens et les Soviétiques, massacrent ou chassent du Chouf la population chrétienne qui y était majoritaire. L'histoire se répète avec une funèbre monotonie : les millénaires s'efforcent par-delà les siècles. Chateaubriand aimait ce genre de rapprochement. Il était également henriquiniste et il connaissait l'itinéraire de Paris à Jérusalem via l'Égypte. Peut-être

Neuf ans de peur Une mère de famille qui souhaite conserver l'anonymat nous a adressé ce témoignage. Je voudrais vous parler de... la peur. Peur de chaque minute; vous êtes en train de recenser dans votre tête où est chaque membre de votre famille... Le petit sur le balcon sud, le grand en bas... et puis ça y est, « ça » recommence. Le premier obus de la nouvelle série vous entraîne sur un toboggan bien rodé : rassembler les gosses, fermer les volets, ouvrir les fenêtres qui ont encore des vitres, fermer la bouteille de gaz, rassembler un peu de nourriture, d'eau et puis se terrer dans la pièce la mieux abritée, le corridor... Et celui qui n'est pas rentré : où est-il ? a-t-il pu « passer » ? Tout cela en tenant les gosses bien serrés à chaque coup... bien serrés ; à chaque sifflement, vous soufflez, ça peut... parce que, lorsqu'on l'entend venir, « il » n'est pas pour vous. A l'intensité du choc, on calcule quel immeuble a été touché. Le nôtre tremble, un carreau dégringole, des bouts de métal ricochent sur

... et celle d'une chrétienne Au milieu de la débâcle, et alors que l'intégrisme islamiste, déjà roi à Tripoli du Liban et à Baalbek, où il a réduit les non-musulmans au rang de citoyens minuscule, une idée, paradoxalement, est dans l'air : la laïcisation. A la bonne heure ! Nous sommes nombreux, modernistes libanais de toutes origines, à la réclamer de longue date. Mais, pour nous chrétiens, à une seule condition : qu'elle soit totale. Pas de postes officiels réservés, pas de recensement confessionnel, pas de marque religieuse sur les papiers d'identité ! Mais aussi plus de statut personnel religieux : la même loi civile égalitaire pour tous en matière matrimoniale, adoptive, successorale, judiciaire, etc. Car, si l'Etat seul est laïque, il suffira un jour d'une majorité parlementaire ou d'une décision gouvernementale - comme ce fut le cas en Egypte sous Sadate ou dans le Soudan actuel - pour que la loi islamique soit appliquée aussi aux chrétiens avec toutes les discriminations qu'elle comporte, pour eux, notamment dans le délicat domaine de la justice. WAFAA GEBRAYEL.

et celle d'une chrétienne Au milieu de la débâcle, et alors que l'intégrisme islamiste, déjà roi à Tripoli du Liban et à Baalbek, où il a réduit les non-musulmans au rang de citoyens minuscule, une idée, paradoxalement, est dans l'air : la laïcisation. A la bonne heure ! Nous sommes nombreux, modernistes libanais de toutes origines, à la réclamer de longue date. Mais, pour nous chrétiens, à une seule condition : qu'elle soit totale. Pas de postes officiels réservés, pas de recensement confessionnel, pas de marque religieuse sur les papiers d'identité ! Mais aussi plus de statut personnel religieux : la même loi civile égalitaire pour tous en matière matrimoniale, adoptive, successorale, judiciaire, etc. Car, si l'Etat seul est laïque, il suffira un jour d'une majorité parlementaire ou d'une décision gouvernementale - comme ce fut le cas en Egypte sous Sadate ou dans le Soudan actuel - pour que la loi islamique soit appliquée aussi aux chrétiens avec toutes les discriminations qu'elle comporte, pour eux, notamment dans le délicat domaine de la justice. WAFAA GEBRAYEL.

et celle d'une chrétienne Au milieu de la débâcle, et alors que l'intégrisme islamiste, déjà roi à Tripoli du Liban et à Baalbek, où il a réduit les non-musulmans au rang de citoyens minuscule, une idée, paradoxalement, est dans l'air : la laïcisation. A la bonne heure ! Nous sommes nombreux, modernistes libanais de toutes origines, à la réclamer de longue date. Mais, pour nous chrétiens, à une seule condition : qu'elle soit totale. Pas de postes officiels réservés, pas de recensement confessionnel, pas de marque religieuse sur les papiers d'identité ! Mais aussi plus de statut personnel religieux : la même loi civile égalitaire pour tous en matière matrimoniale, adoptive, successorale, judiciaire, etc. Car, si l'Etat seul est laïque, il suffira un jour d'une majorité parlementaire ou d'une décision gouvernementale - comme ce fut le cas en Egypte sous Sadate ou dans le Soudan actuel - pour que la loi islamique soit appliquée aussi aux chrétiens avec toutes les discriminations qu'elle comporte, pour eux, notamment dans le délicat domaine de la justice. WAFAA GEBRAYEL.



Les livres importants sont aux éditions de Centurion. La grande biographie. Ignace de Loyola Le fondateur des jésuites par CANDIDO de DALMASES. Enfin un pédagogue heureux! Antoine de la Garanderie Le dialogue pédagogique avec l'élève. Après « Les profils pédagogiques », et « Pour une pédagogie des moyens d'apprendre ». Un petit livre concret. Pour donner à chaque élève toutes ses chances de réussite. Photo M. Batail/F.C.

مكتبة الأصيل

55 من الأصل

Le Monde

# étranger

## L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

### UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DU MOUVEMENT CHIITE AMAL

#### Nous n'en sommes pas à mettre en cause le pacte national mais on ne peut sortir de l'impasse sans changer de président nous déclare M. Nabih Berri

De nos envoyés spéciaux

« Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à déclencher la bataille de Beyrouth-Ouest ?  
- La raison immédiate a été la volonté du pouvoir de remplacer la sixième brigade de l'armée en place à Beyrouth-Ouest par celle qui avait ravagé la banlieue sud trois jours plus tôt. Quant, le lundi 6 février, vers 10 h 20, des chars se sont avancés pour entrer dans Beyrouth-Ouest, nous avons donné l'ordre de bataille. Ceci n'est cependant que l'élément déclenchant d'un conflit beaucoup plus profond dont la banlieue sud est le révélateur.

« Pourquoi la banlieue sud ?  
- Dans cette banlieue aux portes de Beyrouth vit 25 % de la population libanaise (sept cent mille personnes environ). Cette zone est certes à grande majorité chiite, mais y habitent aussi un nombre non négligeable de chrétiens, à Haret-Hreik notamment - ils y sont encore - ainsi que des sunnites et des druzes. Tous ces gens n'ont qu'un point commun : ce sont des pauvres et des désertés. La banlieue sud-est, dit d'autre part, un carrefour qui commande les routes de la Bekaa du sud et de l'aéroport. Au lendemain de son élection, nous avons invité le président Amine Gemayel à faire de la banlieue sud un modèle de gouvernement équitable. J'ai tout essayé. J'ai rencontré trois fois le président Gemayel et une dizaine de fois ses conseillers. En vain. L'armée « phalangiste » par le pouvoir, traité cette population pauvre comme le régime sud-africain traite ses Noirs.

« Les forces libanaises (milices chrétiennes) sont venues à l'intérieur de la banlieue, elles ont même rouvert des bureaux à Borj Barajneh et à Haret-Hreik notamment, qui agissaient sous couvert de l'armée. J'ai essayé alors, par des moyens pacifiques, de mettre en garde le pouvoir contre une telle implantation. Il fallait éviter avant tout que ne se reproduise le drame de Nabaa, autre quartier chiite méprisé dont les habitants furent chassés par les phalangistes en 1976. J'ai organisé des meetings, tenu des conférences de presse, alerté l'opinion. Sans plus de résultat.

« Un crime historique  
- Quand, le jeudi 2 février, l'armée libanaise a été prise par nos miliciens ce que je veux admettre pour éviter des discussions byzantines je m'attendais que l'armée contre-attaque pour reprendre cette position et je l'acceptais. Il n'en a rien été. Au lieu de combattre, l'armée a fait bombarder durant dix-huit heures par soixante chars les quartiers populeux de la banlieue sud. Cent soixante-dix mille habitants ont dû quitter leur foyer. C'est un crime historique.

« Même après ce bombardement sauvage je n'ai pas demandé la démission du président. M'adressant au peuple libanais j'ai indiqué

Beyrouth. - Approchant la cinquantaine, le regard doux et l'amabilité naturelle, M. Nabih Berri est aujourd'hui l'homme-clé à Beyrouth : celui qui, après avoir inspiré, rassuré.

Il nous reçoit dans la cuisine de ce qui fut son domicile et qui, aujourd'hui, sert de permanence au mouvement Amal et manifeste une bonne volonté souriante malgré une évidente fatigue. Cet avocat tranquille, projeté par la montée en puissance de sa communauté au premier plan de la scène libanaise, si eschivoïde et si dangereuse, est le fils d'un émigré chiite, alsé sans être riche, Hajj Mustapha, qui a (relativement) fait fortune en Sierra-Leone. Parlant un français hésitant et un anglais meilleur sans être parfait, il éprouve le besoin de revenir à l'arabe quand il veut nuancer sa pensée.

Celle-ci est fondée sur une primauté, jusqu'à présent incontestée : celle de la notion d'Etat. Contrairement à d'autres leaders libanais mis en évidence par la guerre, dont les plus en vue sont Béchir Gemayel et les Jomblatt père et fils, qui ont exercé ou exercent une autorité absolue sur leurs partisans, M. Berri a constamment besoin d'user de persuasion pour mener ses collaborateurs et ses troupes. Ce qui, selon ses proches, constitue à la fois sa force et sa faiblesse, tout en le rendant très humain dans ses rapports avec les miliciens et la population. « Nabih reflète l'état d'esprit de la communauté chiite et sa modération celle, en fait, de ses intérêts, qui sont profondément liés à l'Etat, contrairement à ceux des maronites et des druzes, ou du moins au comportement de ces deux communautés », souligne un de ses conseillers avant que nous lui posions la première question.

que nos frères maronites devraient avoir un comportement responsable pour conserver le poste de président et j'ai attendu le message à la radio de M. Gemayel. Mais celui-ci n'a pas eu un mot de regret ni même cherché à dégarer des responsabilités. J'en ai déduit qu'un tel président était inacceptable. Pour respecter malgré tout la légalité j'ai voulu passer par le Parlement en proposant la réduction du mandat de M. Gemayel de six à deux ans. A défaut de Haute Cour, je voulais obliger les députés qui l'ont élu à se prononcer sur sa responsabilité dans ce crime. N'étant ni député moi-même, ni influent au Parlement, je sais que j'y dispose de moins d'atouts que le président Gemayel, mais je voulais que cette affaire passe devant une sorte de tribunal de l'histoire et je ne disposais pas d'autre instance.

« Pourquoi la bataille a-t-elle été aussi violente ? Pensez-vous qu'une invasion de la banlieue sud était en préparation ?  
- On ne peut pas envahir la banlieue sud. Il s'agissait de terroriser ses habitants pour les amener à fuir et, ainsi, réduire le poids socio-politique de cette population qui gêne le pouvoir. Elle est contre le confessionnalisme, contre le féodalisme qui la représente au Parlement, contre l'accord libano-israélien du 17 mai 1983, décidée à libérer le Liban en partant du sud.

« Le président Gemayel refusant de démissionner quelle issue politique voyez-vous à la crise ?  
- Nous ne voulons pas renverser le président Gemayel, mais nous estimons qu'il doit démissionner. Pour rester dans les formes constitutionnelles, nous avons recouru à la procédure parlementaire. Après tout, les maronites n'ont qu'à choisir un autre président maronite. Nous ne demandons pas qu'il soit chiite, nous n'en

sommes pas à remettre en cause le pacte national de 1943. Amine Gemayel se comporte encore en membre du parti phalangiste et oublie qu'il est le président de tous les Libanais.

« L'imam Khomeiny est une autorité religieuse  
- C'est donc l'impasse ?  
- Oui, nous sommes dans une impasse. Et il n'est pas possible d'en sortir sans changer de président. Nous avions présenté à la conférence de Genève des propositions dont tous les points sont négociables sauf deux : l'abrogation de l'accord libano-israélien et l'identité arabe du Liban. Nous refusons que le Liban soit, comme le prétendent certains phalangistes ou membres du Front libanais, un pays chrétien. Mais nous ne voulons pas nos pas plus que ce soit un pays musulman.

« Quelle est la nature de vos liens avec l'imam Khomeiny ?  
- En Occident, on ne comprend pas que Khomeiny soit pour nous un homme vénérable et une grande autorité religieuse, sans pour autant que nous ayons d'allégeance politique à son égard, ni à l'égard de l'Iran. C'est un peu le même rapport qu'entre un pays catholique et le pape.

« Quels sont donc vos rapports avec M. Moussaoui, qui dirige les extrémistes chiites à Baalbek ?  
- Nuls. Moussaoui a été suspendu d'Amal au moment de l'invasion israélienne pour avoir enlevé un évêque chrétien. Nous n'avons plus depuis lors de rapports avec lui.

« De combien de combattants dispose Amal et quelles sont ses ressources ?  
- Je n'ai pas un combattant et, en même temps, j'en ai un million (1). L'adhésion populaire au sein de notre communauté est, en effet, telle que nous trouvons sur place les combattants qu'il nous faut pour chaque bataille. Nous n'avons pas besoin de déplacer des troupes. Notre organisation est subdivisée en trois secteurs : Beyrouth y compris la banlieue, le Sud, la Bekaa. Le nombre de nos combattants est un secret militaire (2).

« Pour le reste, le peuple est notre source financière : chacun donne ce qu'il veut, sans obligation. Les bailleurs de fonds habituels de la guerre du Liban (la Libye, l'Irak, l'Arabie Saoudite) nous font défaut, c'est de notoriété publique.

« Nous apprécions la nouvelle orientation de la politique française  
- Un grand nombre de Libanais, en particulier des chrétiens, attachés beaucoup d'importance à votre modération, à votre personne. Ne craignez-vous pas cependant d'être dépassé par des éléments plus radicaux ?  
- Ma personne est secondaire. Amal est une doctrine, une ligne politique, nous l'appliquons. L'imam Moussa Sadr nous a enseigné la fraternité des communautés et nous sommes décidés à

sévir contre tous les auteurs d'exactions, de débordements et de troubles. Nous ne nous cachons pas derrière les excuses habituelles des « abus » et des « excès ». Nous avons ordonné de tirer à vue sur tous les éléments qui ne se conformeraient pas aux instructions et un de nos combattants a dû être exécuté parce qu'il refusait d'obéir à une patrouille en la menaçant d'une grenade.

« M. Mitterrand vient de rendre hommage à votre sens des responsabilités. Que pensez-vous, plus généralement, de la politique française au Liban ?  
- La dernière déclaration du président Mitterrand marque une nouvelle orientation de la politique de la France au Liban. Nous considérons cette attitude nouvelle avec soulagement et espoir et nous l'apprécions. Les relations franco-libanaises, que ce soit au niveau des pouvoirs officiels ou au niveau des deux peuples, sont d'une nature privilégiée. Nous avons toujours souhaité que la France joue un rôle indépendant et agisse en pionnier dans la crise libanaise.

« Pour aider un pays, il faut aider son peuple, les désertés, la masse, bref la majorité. Les relations entre Etats doivent aboutir à résoudre les problèmes et non pas à les compliquer. Le problème libanais approche aujourd'hui de sa solution finale ; il faut en accélérer le processus.

« Que pensez-vous de la force multinationale ?  
- La force multinationale est dépassée par les événements. Il faut essayer maintenant de la remplacer par des « casques bleus » de l'ONU.

« Accepteriez-vous dans ce cas le maintien des soldats français ?  
- Pourquoi pas ? Il ne s'agit pas tellement de changer la nationalité des hommes qui composent la force multinationale que de changer l'esprit de sa mission. Comme militaires, les soldats français se sont conduits d'une manière impeccable, si l'on excepte le raid sur Baalbek. Le problème de la force multinationale est un problème politique. Le recours à une force de l'ONU diminue le jeu des intérêts personnels des nations.

« Proposez recueillis par FRANÇOISE CHIPPAUX et LUCIEN GEORGE.

(1) La communauté chiite du Liban compte un peu moins de un million de personnes.

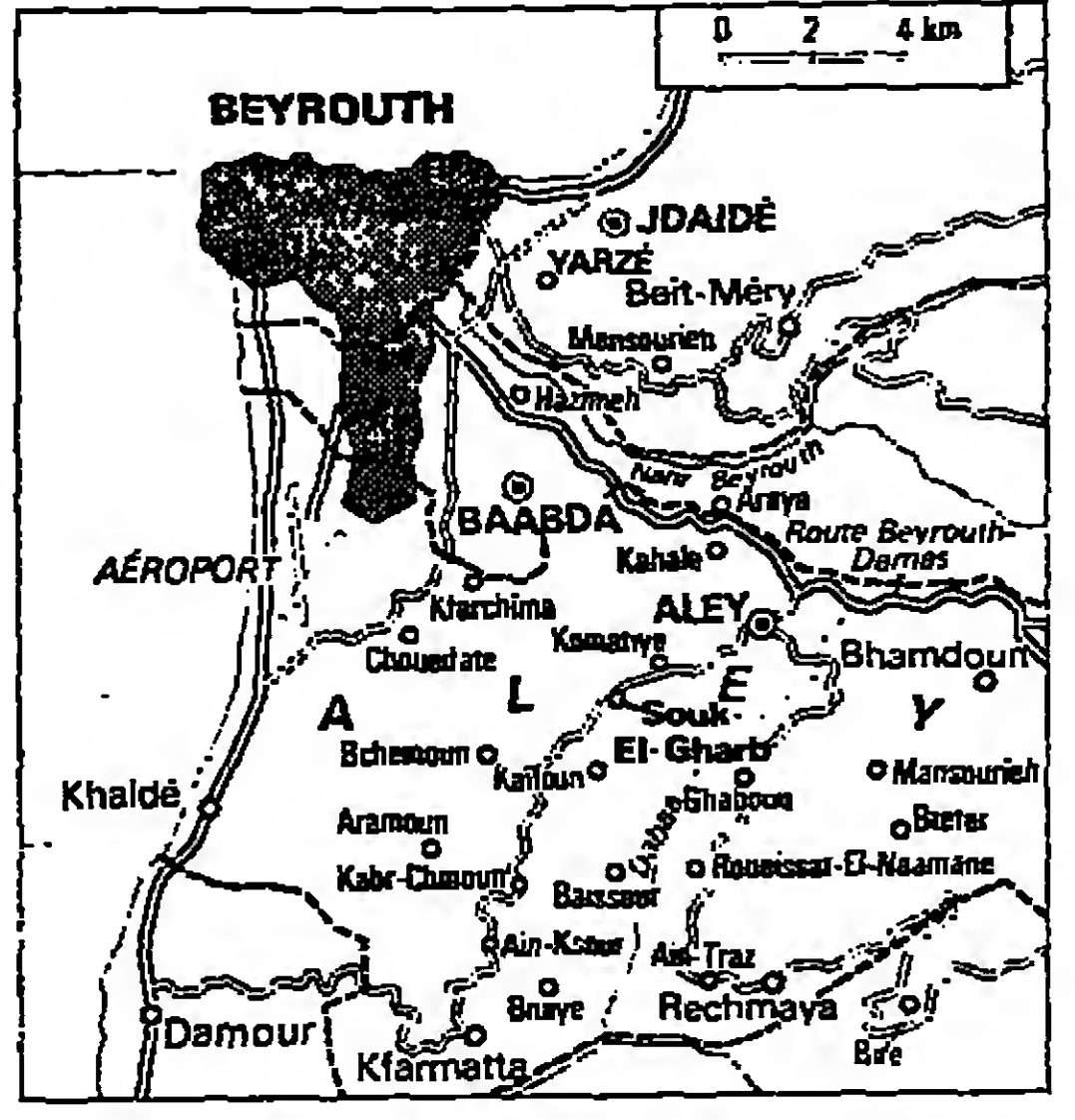
(2) Pour Beyrouth, on l'évalue à sept mille à huit mille hommes environ.

### Les milices druzes ont balayé les positions de l'armée régulière dans la montagne

(Suite de la première page.)

Dans un effort désespéré pour ne pas lâcher pied, l'armée a fait doner ses vieux avions Hawker-Hunter basés à Jbeil, dans le pays chrétien, sur une section d'autoroute transformée en aérodrome de fortune.

M. Pierre Gemayel, M. Camille Chamoun, le président de la Chambre, personnalité chiite hostile à Amal, M. Kamel el Assad, et, par téléphone, le chef du gouvernement démocratique, M. Chafic Wazzan, ainsi que le dirigeant sunnite Saïeb Sallam.



Au cours de leur offensive de mardi, les miliciens du PSP ont occupé le carrefour stratégique de Kabr-Chnoum, ainsi que les localités de Bayat et Ain-Ksour, situées dans la région de Chahar-Gharbi. Sur le bord de mer, les forces antigouvernementales ont pris ce mercredi le carrefour de Khalid, qui commande l'entrée de la banlieue sud de la capitale libanaise. L'armée libanaise a pris position à quelques kilomètres au sud de Khalid, près de la localité de Naabé.

Le PSP affirme avoir abattu l'un des deux appareils qui sont intervenus à trois reprises, ce que dément un communiqué militaire.

L'armée tient encore Souk-el-Gharb, qui demeure une position-clé, même si elle a perdu de son importance après les défaites des dernières vingt-quatre heures.

Le dos au mur, le président Gemayel tente une ouverture par l'intermédiaire de M. Frangié, et il s'est déplacé lundi en hélicoptère jusqu'au Liban du Nord, en territoire sous contrôle syrien, pour le rencontrer. Durant leurs entretiens, qui ont duré quatre heures, les deux hommes ont été informés des nouveaux revers subis par l'armée en montagne.

M. Frangié se serait montré compréhensif mais demeurerait intraitable sur le fond : abrogation de l'accord libano-israélien, neutralisation de l'armée, épuraton de l'appareil de l'Etat des éléments phalangistes.

Sauf à se soumettre entièrement aux exigences syriennes, on voit difficilement comment M. Gemayel pourra se sortir d'affaire. Le chef de l'Etat a également consulté son père.

La radio phalangiste annonce sur un ton dramatique, depuis mardi soir, que le président Gemayel est « à la veille de décisions historiques (...) dépassant le cadre de l'accord du 17 mai 1983 et se rapportant au destin du Liban ». On attend à Beyrouth ces décisions avec l'intérêt inquiet que l'on peut imaginer, mais sans illusions.

L. G.

« Manifestation à Paris. - A l'appel de plusieurs associations, dont l'Alliance libanaise et l'Internationale de la résistance, une manifestation aura lieu, jeudi 16 février à 11 heures, place du Trocadéro à Paris, en vue d'affirmer le soutien des Libanais aux institutions légales et de protester contre les complots visant à l'annexionnement du Liban et contre les bombardements des Syriens et de leurs alliés dans nos régions civiles libanaises ».

De son côté, la délégation du Front du salut national à Paris appelle à un rassemblement, vendredi à 16 heures, devant l'ambassade des Etats-Unis pour « protester contre les bombardements américains de la montagne du Chouf ».

### UN APPEL DE MÉDECINS ET INFIRMIERS AYANT TRAVAILLÉ AU LIBAN

Nous avons reçu l'appel suivant :  
« Les médecins et infirmiers volontaires soussignés ont travaillé au Liban au sein de toutes les communautés depuis 1970.

« Ils ont assisté les blessés sans considération de leur appartenance religieuse et politique, et protesté contre tous les massacres : de celui de Tell-el-Zaatar à celui de Damour, de celui de Sabra et Chatila à ceux du Chouf et de Tripoli.

« Avertis par ce passé, ils mettent en garde les Français - représentés par des soldats qui, demeurant sur place, sont l'honneur de la démocratie - et l'opinion mondiate du dernier des dangers : le massacre possible des chrétiens ou de toute autre communauté.

« Le Liban fut pendant des décennies un espace de tolérance et de liberté, même imparfaites. Nous perdons beaucoup en le perdant.

« Protéger là-bas, accueillir ici, et ne pas accepter l'innacceptable.

« Un ultime crime ne saurait effacer les massacres précédents. Notre indifférence serait imparadonnaible : elle présage de nos renoncements et de nos défaites.

« Docteurs Aeberhard, Bouillot, Branchard, Castro, Deloche, Fyot, Kouchner, Laburie, Lorblanchet, Malkin, Maubert, Oksenhendler, Perrier, Peterman, Pradier, Récamier, Samama, Stree, Yvonne Grelut-Boviel, Ghislaine Thelin, J. Lebas.

« Les signatures de soutien à cet appel sont recueillies à Médecins du monde, 17, rue du Fer-à-Moulin, 75005 Paris (tél. 557-01-72).

Joseph A. SCHUMPETER

Histoire de l'analyse économique

préface de Raymond Bare

« C'est une encyclopédie sur le développement de l'économie, d'Aristote à Keynes : la sorte de prouesse dont seul un grand penseur peut venir à bout. »  
Jean-François Revel / Le Point

« Un outil de travail indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'économie. »  
Pierre Rosanvallon / Libération

« Reste qu'en ces temps de crise, cet ouvrage est bien de ceux qui rendent confiance dans la capacité des hommes de comprendre ce qu'ils sont dans l'économie. »  
Pierre Dais / Le Quotidien de Paris

Bibliothèque des Sciences humaines

GALLIMARD

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 658572 F  
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	ABONNEMENTS			
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 8,00 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 85 dr. ; Hongrie, 85 P. ; Inde, 1.800 L. ; Liban, 175 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 25 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; République F. de Chine, 200 F. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 182 dt.				
Édité par la S.A.R.L. Le Monde				
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)				
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration				
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037				

ritz au Levant  
L'Unité chez les Arabes





# EUROPE

URSS

## APRÈS LEUR ENTRETIEN AVEC M. TCHERNENKO

### Les dirigeants occidentaux se montrent légèrement optimistes sur l'amélioration de la situation internationale

Le ballet diplomatique auquel ont donné lieu mardi 14 février, les obsèques de Iouri Andropov a apporté des indications intéressantes sur l'état d'esprit dans lequel M. Tchernenko aborde les questions internationales, un domaine nouveau pour lui. La plupart des dirigeants occidentaux qui ont rencontré le nouveau secrétaire général ont été de bonne humeur et ont encouragé le nouveau secrétaire général à poursuivre avec prudence une possible amélioration des relations Est-Ouest.

Mme Thatcher, jadis réputée pour son anti-soviétisme, a été paradoxalement le plus loin dans l'optimisme. Le premier ministre britannique, dont c'était le premier voyage officiel à Moscou (1), était visiblement impressionné par le cérémonial officiel communiste. Elle a été reçue un peu plus longtemps que la demi-heure impartie à chaque dirigeant des grands pays occidentaux. Elle a indiqué ensuite que M. Tchernenko avait approuvé ses vues sur la nécessité de créer une meilleure entente entre l'Est et l'Ouest. Elle a néanmoins estimé qu'il était trop tôt encore pour parler d'un sommet entre MM. Reagan et Tchernenko.

Les mêmes vues - quoique un ton au-dessous - ont été exprimées par M. George Bush. Le vice-président américain a attribué à M. Tchernenko le désir d'une approche plus constructive des relations entre Moscou et Washington. Il a ajouté que M. Tchernenko et lui-même avaient reconnu la gravité des divergences entre les deux pays, mais que l'esprit de la rencontre avait été excellent.

« dénué de toute polémique ». M. Bush a remis au secrétaire général un message du président Reagan, dans lequel est exprimée « la volonté du président de progresser dans tous les domaines de nos relations et notre disposition à engager des discussions concrètes et productives dans chacun d'eux ».

Le chancelier Kohl a pour sa part décrit comme « très dense » son entretien avec le secrétaire général, en indiquant toutefois qu'un nouveau dirigeant ne signifiait pas nécessairement une nouvelle politique (voir par ailleurs).

#### Les relations avec Paris

M. Pierre Mauroy, qui, lors des obsèques de Brejnev, n'avait été reçu que par M. Tikhonov, président du conseil, alors que M. Marchais rencontrait Iouri Andropov, a eu droit cette fois à un entretien avec M. Tchernenko. Le premier ministre était accompagné de MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, et Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il a jugé « modéré » le ton de M. Tchernenko à propos des rapports Est-Ouest et y a décelé une « légère ouverture ».

Il a surtout insisté sur la volonté du secrétaire général d'améliorer les relations, notamment économiques, avec la France. M. Cheysson a précisé que sur un « dossier difficile », celui du Liban, « les analyses se rapprochent ». Paris attend que Moscou n'oppose pas son

veto au déploiement de « casques bleus » à Beyrouth pour remplacer les contingents de la force multinationale.

M. Tchernenko a également reçu le président italien, M. Sandro Pertini. Selon l'agence Tass, il a souligné avec lui le problème du déploiement des euromissiles de l'OTAN qui « complique sérieusement la situation ». Mais Moscou ne considère pas cette situation comme « irréversible ». C'est la seule fois que l'agence Tass évoque ce sujet dans ses brefs comptes rendus des entretiens de mardi.

La rencontre avec M<sup>me</sup> Gandhi a eu lieu dans un « climat chaleureux et amical ». M. Tchernenko a accepté une invitation à se rendre en Inde. Il devait accorder une audience, ce mercredi, à M. Trudeau, premier ministre canadien, qui souhaite exposer son projet de conférence au sommet des cinq puissances nucléaires. En revanche, on ne savait toujours pas mercredi en fin de matinée, quand le vice-premier ministre chinois, M. Li, le plus haut responsable de Pékin à se rendre en URSS depuis une vingtaine d'années, serait reçu par le secrétaire général.

La télévision soviétique a cependant inclus la délégation chinoise parmi celles des « pays amis » dans sa présentation des hommages rendus au défunt et la Pravda de ce mercredi cite M. Wuang Li : « Les relations entre nos deux pays se sont améliorées au cours

#### De notre correspondant

de plusieurs consultations et nous souhaitons leur normalisation », a déclaré le vice-premier ministre chinois.

L'afflux des dirigeants étrangers a été l'occasion de nombreuses rencontres bilatérales. C'est ainsi que M. Mauroy a reçu M. Daniel Ortega, membre de la Junte nicaraguayenne, qui lui a fait part de ses craintes d'une « agression » américaine contre son pays. Le vice-président Bush, de son côté, s'est entretenu de la situation en Afghanistan avec le président pakistanais Zia. Les obsèques ont permis d'autre part une réunion au sommet « informelle » de tous les dirigeants des pays membres du pacte de Varsovie. Selon l'agence Tass, ces « entretiens détaillés », dont l'agence officielle ne révèle pas l'ordre du jour, ont eu lieu dans une atmosphère « cordiale et fraternelle ». Un certain nombre de dirigeants occidentaux ont donné

leur première impression sur la personnalité du nouveau numéro un soviétique. M. Mauroy, qui l'avait reçu à Matignon en février 1982, lorsque M. Tchernenko était venu assister au congrès du PCF, estime que l'homme a du caractère. Le chancelier Kohl le trouve « ouvert et sensible à l'humour ». M. Bush remarque qu'il a conduit l'entretien avec lui « sans notes », et qu'il paraissait « investi de toute l'autorité nécessaire ». Cette remarque vise peut-être la présence aux côtés de M. Tchernenko de l'immuable ministre des affaires étrangères, M. Gromyko, qui a assisté à tous les entretiens accordés aux dirigeants étrangers par le nouveau secrétaire général.

Cependant, un haut responsable soviétique a affirmé péremptoirement à un ami de longue date, membre d'une des délégations occidentales venu pour les obsèques de Iouri Andropov : « Bien sûr,

M. Michail Gorbatchev est le meilleur membre du bureau politique à la droite du nouveau secrétaire général sur la photographie publiée, mardi 14 février, par la Pravda. Si elle s'avérait fautive, elle signifierait que le nouveau secrétaire général a passé une sorte de marché avec un homme qui passait pour être soutenu par Iouri Andropov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) En 1979, M<sup>me</sup> Thatcher avait fait une brève escale à Moscou, en se rendant à Tokyo au sommet des pays industrialisés.

### « Depuis la campagne d'Andropov la corruption est devenue une vérité officielle » nous déclarent deux juristes soviétiques en exil

Dina Kaminskaya et Constantin Simis sont deux juristes réputés de Moscou, qu'ils ont été obligés de quitter, en 1977, à la suite d'interminables brimades policières et de menaces. Dina Kaminskaya était avocate ; elle a commencé sa carrière sous Staline et s'est spécialisée dans les affaires criminelles avant d'accepter, non sans hésitations, de plaider dans des affaires politiques. Son premier « client » politique a été Vladimir Boukovski. Elle a aussi défendu des dissidents comme Martchenko, Larissa Daniel, Galanskov, Alexandre Guinzbourg, avant de se voir interdire de prêter par le KGB. Elle a raconté ses expériences dans un passionnant ouvrage publié l'an dernier chez Laffont et qui constitue aussi une excel-

lente étude sur le fonctionnement quotidien de la justice soviétique : *Avocate en URSS*. Constantin Simis, le mari de Dina Kaminskaya, a lui aussi été avocat, mais a surtout travaillé à l'Institut de législation de Moscou. Il est l'auteur d'une étude exhaustive sur les ravages de la corruption en URSS, publiée également chez Laffont, en 1983, sous le titre *La Société corrompue*, et dont le premier manuscrit avait été saisi par le KGB au cours d'une perquisition. Tous deux vivent aujourd'hui à Washington. Il nous a paru intéressant de leur demander, au cours de leur passage à Paris, leur réaction à l'élection de M. Tchernenko et leur opinion sur l'évolution de la justice soviétique.

« Quelles ont été vos réactions à l'annonce de l'élection de M. Tchernenko ?  
- On ne sait rien de lui. Il y a dix ans personne n'en avait entendu parler. Jusqu'à hier, il était numéro deux et vous savez ce que l'on dit chez nous : « Il n'y a pas de numéro deux. Il n'y a qu'un numéro un et tous les autres sont les derniers ». C'est un être sans visage, sans personnalité. Il a une éducation très rudimentaire mais rien ne prouve que ce soit pire pour la vie intellectuelle de l'URSS.  
- Vous attendiez-vous à sa désignation ?  
- Dans les derniers jours, oui. Justement parce qu'il est vieux et sans personnalité. Or chez nous, dès le niveau le plus bas, le système sélectionne les individus les plus déçus, les plus serviles, les moins talentueux.  
- Etait-ce le cas d'Andropov ?  
- Contrairement à Brejnev qui était l'incarnation parfaite du « paratocrate », Andropov était plus résolu mais plus cruel. Sa campagne contre la corruption avait été rendue nécessaire par la stagnation économique. Elle avait aussi pour but de donner quelque satisfaction au peuple, de détourner son mécontentement du système et de le canaliser vers les « dirigeants malhonnêtes ». Il ignorait la Constitution, les lois, les droits de l'homme et ne respectait pas la dignité humaine. Cette campagne ne visait pas à réformer le système mais à lui donner un minimum d'efficacité.  
- La corruption a-t-elle une fonction dans le système soviétique ?  
- Il y a deux genres de corruption, celle des gouvernements et celle des gouvernés. Le peuple soviétique est corrompu et corrompu mais la corruption joue aussi un rôle positif. Le système économique ne pourrait pas fonctionner sans elle, et l'économie officielle sans le marché noir. De plus, les Soviétiques l'utilisent pour améliorer leur niveau de vie et

se procurer les produits qu'ils ne trouvent pas dans les circuits officiels. Aussi toute la société est-elle pourrie jusqu'à la tête, et depuis la campagne Andropov, c'est une vérité officielle.  
- Comment, dans ces conditions, peut-il y avoir une justice ?  
- Elle existe. Même au temps où la justice était ouvertement corrompue, car en versant des pots-de-vin aux juges d'instruction, aux magistrats, aux procureurs, on avait la possibilité d'obtenir un verdict équitable. En bref, on achetait un jugement conforme à la loi. Et cela, jusqu'à la fin des années 60. Même pendant ces années, la plupart des gens jugés le méritaient. Je ne parle pas des procès politiques. L'impression que, en URSS, il n'y a pas de justice, que tous les accusés sont injustement poursuivis est fautive. Mais il est vrai que la législation donne souvent lieu à des erreurs judiciaires.

#### « Les juges sont dépendants du parti »

- Peut-on parler de justice pour les prisonniers politiques ?  
- Officiellement il n'y a pas de justice politique. En URSS on ne poursuit pas pour délit d'opinion, à condition que cette opinion ne soit pas exprimée. Mais les paroles et les écrits sont considérés comme des actes. Une fois exprimée, il ne s'agit plus d'une opinion, mais d'un acte répréhensible. Deux articles du code pénal permettent d'importer quel procès politique, l'article 70 qui réprime les « activités antisoviétiques » et l'article 190 qui vise la diffamation du régime.  
- Maintenant que vous connaissez bien les systèmes judiciaires occidentaux, quels sont les pièges de la pratique soviétique de la justice ?  
- Dans les lois elles-mêmes, les intérêts des accusés sont moins bien

#### M. KOHL SEMBLE RASSURÉ PAR SES ENTRETIENS A MOSCOU

(Correspondance.)

Bonn. - Sans être d'un optimiste débordant, le chancelier Kohl est resté mardi 13 février de Moscou plutôt rassuré. Il y a rencontré le nouveau secrétaire général du parti communiste soviétique, M. Constantin Tchernenko, et le numéro un allemand, M. Erich Honecker. « Le ton n'était pas aux accusations, a déclaré le chancelier à propos de son entretien d'une demi-heure au Kremlin, mais plutôt à la recherche d'une compréhension ». M. Helmut Kohl, qui avait été le seul chef d'Etat occidental à rencontrer Iouri Andropov, en juillet dernier, a renouvelé à M. Tchernenko l'invitation déjà faite à son prédécesseur de se rendre à Bonn. Il s'est également fait l'avocat d'une rencontre au sommet entre le numéro un soviétique et M. Ronald Reagan.

L'impression plutôt encourageante que retire le chancelier de son séjour moscovite semble surtout due aux conversations qu'il a eues, lundi soir, avec le chef de l'Etat allemand, M. Honecker. Les deux hommes se voyaient pour la première fois. La visite que le chef du PC est-allemand devait faire en Allemagne fédérale l'année dernière avait, en effet, été reportée. De cette rencontre, M. Helmut Kohl a retenu « un optimisme mesuré en ce qui concerne la possibilité de parvenir à un désarmement réel ».

M. Honecker lui-même aurait tenu des propos rassurants, dit-on à Bonn. « Nous sommes persuadés, aurait-il notamment déclaré, que l'on parviendra à dissiper les nuages noirs du danger de guerre qui planent aujourd'hui sur le monde et inquiètent les peuples ». Le chef du parti et de l'Etat est-allemand se serait prononcé pour des relations « raisonnables » entre les deux Allemagnes. Après la volée de bois vert infligée à la RFA par Berlin-Est, qui accusait le Parlement ouest-allemand d'avoir adopté le 9 février une déclaration « revancharde » sur les relations inter-allemandes, M. Honecker a toutefois mis son interlocuteur en garde contre la tentation de brûler les étapes et lui a rappelé fermement que de bonnes relations ne pouvaient être fondées que sur la reconnaissance de l'existence de deux Etats allemands séparés.

HENRI DE BRESSON.

« L'URSS et l'Afghanistan... Il semblerait que les Soviétiques hésitent entre les négociations indirectes sous l'égide de l'ONU (entre Islamabad, Kaboul et Téhéran, auxquelles ne participeraient ni l'URSS ni la résistance afghane) et un durcissement de leur politique en Afghanistan », a déclaré M. Gérard Israël, député français au Parlement européen, rendant compte, le lundi 13 février devant la presse à Paris, de la récente visite d'une délégation européenne qu'il conduisait au Pakistan et des entretiens qu'il a eus à cette occasion avec des responsables de la résistance afghane. Il a également exprimé son inquiétude devant une situation qui « risque de mettre en danger la paix » et déclaré que les Européens devaient soutenir le Pakistan dans sa recherche d'une solution négociée au conflit afghan.

# ASIE

## Inde De graves incidents ont entraîné la mort de onze personnes au Pendjab

Le couvre-feu a été décrété à Amritsar, la ville sainte sikh, et dans d'autres localités du Pendjab, à la suite de violences, mardi 14 février, entre extrémistes sikhs et hindous qui ont entraîné la mort d'au moins onze personnes et fait une soixantaine de blessés. Les affrontements ont commencé lorsque des groupes de militants hindous, réclamant la libération de l'un de leurs responsables arrêté lors d'une manifestation antigrève générale. Ces graves incidents font peser une incertitude sur les autonomistes sikhs, qui ont repris le même jour à la Nouvelle-Delhi.

De notre correspondant

A la suite d'une nouvelle initiative du premier ministre, M<sup>me</sup> Gandhi, les discussions tripartites sur la crise du Pendjab entre les dirigeants sikhs, le gouvernement indien et l'opposition parlementaire ont repris le 14 février à New-Delhi.

En Inde comme ailleurs, une hirondelle ne fait pas le printemps. Pourtant, la réponse positive des dirigeants modérés du mouvement d'agitation sikh, l'Akali Dal, à la nouvelle initiative de M<sup>me</sup> Gandhi a de quoi réchauffer les cœurs des membres du gouvernement. Depuis un an exactement, après l'échec de la première rencontre tripartite, c'est l'impasse au Pendjab, une situation qui n'a cessé de se dégrader pour culminer vers l'automne 1983 en une succession de grèves et d'émeutes souvent violentes.

La situation politique en Inde a bien changé en un an : lorsqu'en janvier 1983 les chefs de l'Akali Dal ont choisi de surseoir à tout accord avec le gouvernement central (bien que chacun ait admis à l'époque que des progrès considérables avaient été enregistrés), le Congrès (Indira) était en position de faiblesse, assailli de toutes parts au lendemain de deux cinglantes défaites électorales dans les Etats du Karnataka et d'Andhra Pradesh.

En pratique, au Pendjab comme ailleurs à travers le pays, le Congrès (I) a mis à profit une année difficile pour laisser se dégrader l'équilibre fragile des rapports de forces dans le camp de ses adversaires. En pratiquant une politique de la main tendue mais en refusant de s'engager au-delà d'une simple reconnaissance de principe du « cas spécial des sikhs », le gouvernement de M<sup>me</sup> Gandhi a réussi à isoler les éléments durs de l'agitation sikh, représentés notamment par les « fondamentalistes » du Sant Jarnail Singh Bhindranwale et les extrémistes « indépendantistes », comme Balbir Singh Sandhu, le soi-disant secrétaire général du Conseil national du Khalistan.

Contre toute attente, la grève générale au Pendjab, le 8 février dernier - une initiative des sikhs modérés - a été bien suivie, mais pacifique dans l'ensemble. Il est vrai que, dès le moment où le gouvernement central avait décidé de suspendre de lui-même toutes les liaisons ferroviaires et routières avec le Pendjab et de fermer écoles et collèges pour la journée, la paralysie de l'Etat était pratiquement assurée.

La réussite du mouvement a néanmoins en comme conséquence immédiate de renforcer la position des éléments sikhs modérés, aujourd'hui représentés par un regroupement d'anciens rivaux comme le chef du « clergé » sikh, le Sant Harchand Singh Longowal, et de comme administrateurs importants des institutions législatives et financières de la communauté sikh, MM. Gurcharan Singh Tohra et Prakash Badal.

#### Corde raide

La réussite du mouvement a néanmoins en comme conséquence immédiate de renforcer la position des éléments sikhs modérés, aujourd'hui représentés par un regroupement d'anciens rivaux comme le chef du « clergé » sikh, le Sant Harchand Singh Longowal, et de comme administrateurs importants des institutions législatives et financières de la communauté sikh, MM. Gurcharan Singh Tohra et Prakash Badal.

Depuis quelques jours, le gouvernement de M<sup>me</sup> Gandhi possède ce qui lui a longtemps fait défaut : des interlocuteurs sikhs qu'il juge capables de raison. Selon l'opinion, le problème sikh ne serait qu'un problème de chiffres et de partage sur les eaux d'irrigation ; mais aussi, quant au statut de la ville de Chandigarh, à présent capitale commune pour les deux Etats du Pendjab et de l'Haryana.

Le problème des sikhs est bien plus profond, et résulte du refus du gouvernement central de reconnaître leur existence en tant que communauté culturelle et religieuse distincte. Depuis l'indépendance, les sikhs ont en effet été « assimilés », aux termes de la constitution, à la communauté hindoue. C'est cet amalgame, en particulier, qui suscite leur colère.

Sur ce point précis, rien de nouveau n'a été proposé et, à New-Delhi, on feint de croire que la menace proférée par l'Akali Dal d'immoler le 27 février prochain une copie de l'article 25 de la Constitution (relatif aux droits des minorités) n'est que bluff, tant il est vrai qu'un tel geste symbolique serait condamné par l'opposition tout entière. Cette fois les deux camps, Akali Dal modéré et gouvernement, sont sur une corde raide. La faction militante extrémiste du mouvement n'attend qu'une erreur ou qu'un échec pour reprendre ses coups de main.

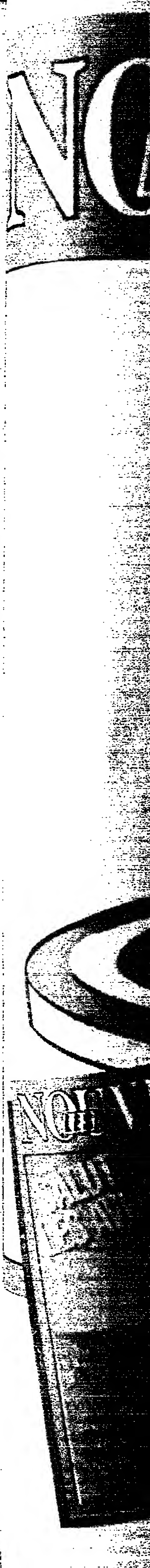
## La bureaucratie au Vietnam

Parler du Vietnam sans complexe ni tabou, en dehors de tout esprit de croisade.

Georges Bonetarel, Bui Xuan Huan, Chu Tin, Randal Henry, Lê Duc Tin, Michael Myers, Nam Cao, Nguyen Duc Minh, Nguyen Khac Vien, Tran Van Tra

### VIETNAM-ASIE-DÉBAT-1

L'Harmattan, 7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 PARIS

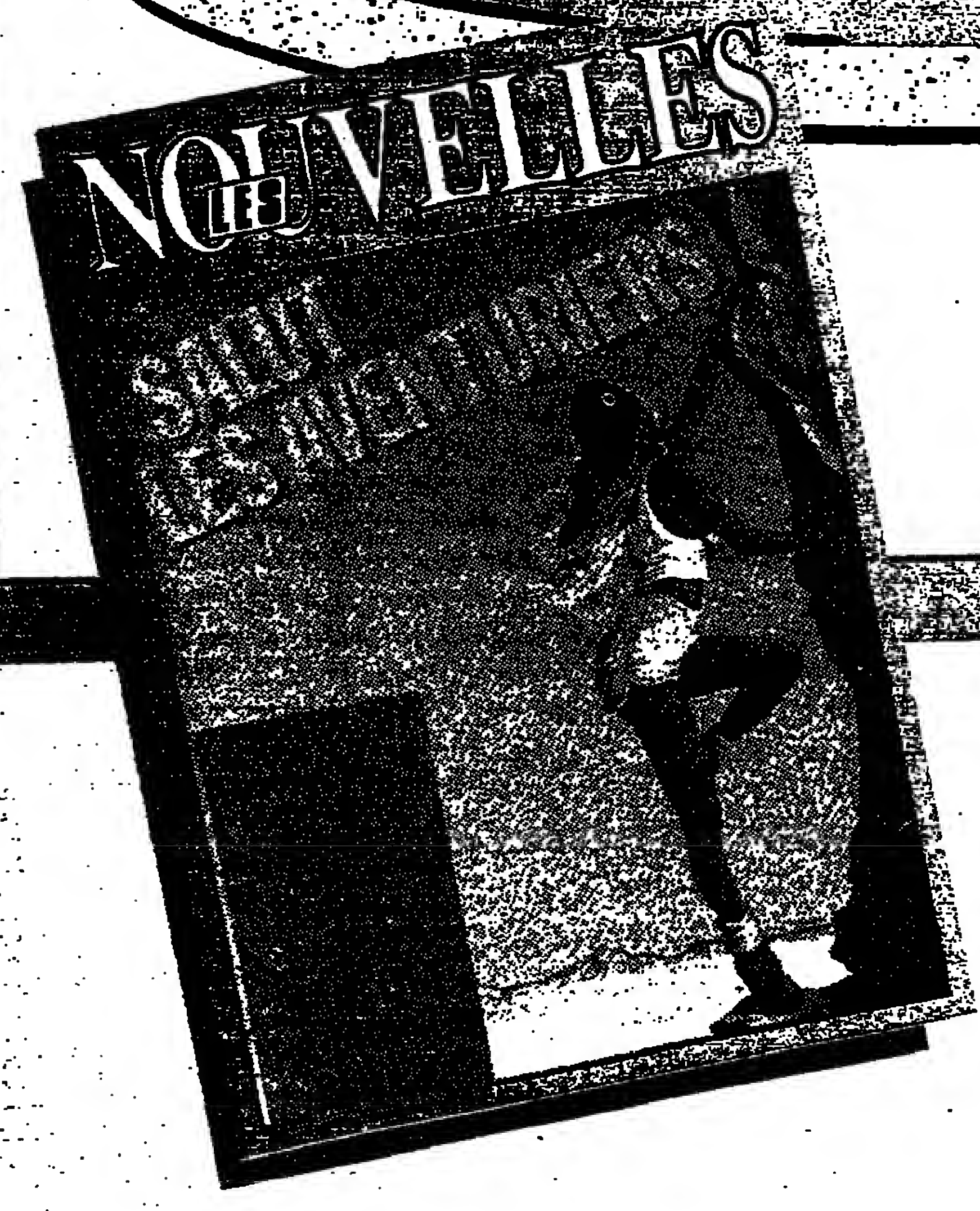


1979.11.001.50

سكوا من الأمل

# NOUVELLES ELLES

L'HEBDO QUI  
FAIT BOUGER  
LES NOUVELLES.



**CHAQUE JEUDI.**

ptimistes

ont entraîné la mort  
au Pendjab

Le 16 février 1984, le journal Le Monde a publié une page spéciale sur les événements au Pendjab. Le titre principal de cette page est 'ont entraîné la mort au Pendjab'. Le contenu de la page est une analyse détaillée de la situation politique et sociale dans la région du Pendjab, en Inde, à l'époque.

Le 16 février 1984

Le 16 février 1984, le journal Le Monde a publié une page spéciale sur les événements au Pendjab. Le titre principal de cette page est 'ont entraîné la mort au Pendjab'. Le contenu de la page est une analyse détaillée de la situation politique et sociale dans la région du Pendjab, en Inde, à l'époque.

M. MITTERRAND A CLUNY

« On perd ou on gagne ensemble »

Cluny. - Il y a les morts et les vivants. Berty Albrecht et Jacques Guérin d'abord. Cluny leur a donné le nom de deux de ses rues que M. François Mitterrand a inaugurées mardi 14 février. La première, cachée à Cluny par M. et Mme Gouze, les parents de Danièle Mitterrand, arrêtés par le Gestapo à Mâcon, est morte décapitée à la hache ou pendue - on ne sait pas bien, - à la fin du mois de mai ou au début du mois de juin 1943. La seconde, maire de la commune en 1944, est mort en déportation.

De notre envoyé spécial

terrand, chez M. et Mme Gouze. A l'époque, MM. Dechartre et Bettencourt ont travaillé dans le même réseau que M. Mitterrand, au mouvement national des prisonniers de guerre et déportés.

MM. Jean Munier et Patrice Pelat ont été prisonniers avec M. Mitterrand. « Il a été le premier évadé de notre commando », dit M. Munier. Ce jour-là, il y avait 30 centimètres de neige. Et 700 kilomètres à faire à pied. Je lui ai dit : « Pourquoi pars-tu maintenant ? ». Il m'a répondu : « Parce que les Allemands ne penseraient jamais que l'on puisse s'évader » par un temps pareil.

Ils se sont retrouvés dans la Résistance. Un jour, toujours dans un train M. Pelat a rencontré « une belle fille ». C'était Christine Gouze. Et voilà comment M. Mitterrand s'est rendu chez les Gouze, parents de Danièle Mitterrand. Et voilà comment Jean Munier a épousé Ginette, première secrétaire de Mitterrand au mouvement national des prisonniers. Secrétaire « porteuse de valises », valises d'armes et de documents. « C'est un frère pour moi », dit-elle. Ils forment une sorte de famille, tous plus ou moins témoins des mariages, parents des enfants des autres. Il y avait aussi MM. Charles Moulin, écrivain, et Pierre Merli, sénateur (gauche démocratique) des Alpes-Maritimes. Manquaient le général Pierre de Bénouville, député (app. RPR) de Paris, en voyage aux Etats-Unis, le colonel Passy (M. André Dewavrin), tous deux compagnons de la Libération, M. Georges Bauchamp, membre du Conseil économique et social, signataires comme les autres,

d'une déclaration dans laquelle ils dénonçaient, la veille, la « campagne inqualifiable » dirigée contre le passé du président de la République.

Mais il y avait tout Cluny. Le chef de l'Etat a évoqué sa première rencontre avec Berty Albrecht - « Elle symbolise aujourd'hui l'un des instants où notre histoire s'est faite, où notre histoire a recommencé d'être » - et avec M. Henri Fréney, lui aussi hébergé à Cluny dans la famille Gouze, qui l'avait aidé à organiser le Mouvement de libération nationale. Il a trouvé dans cette cérémonie « un motif d'espérer », puisqu'ils étaient rassemblés des hommes et des femmes « profondément attachés à leur patrie, et sans le crier sur les toits, sans vanité, sans gloire, car ils sont faits comme cela ». Des femmes et des hommes « qui protestent, qui se fâchent, mais qui, à l'heure du devoir, sont là ». « A partir de là, et-là dit, que de difficultés s'effacent ! Qu'il est bon de servir que nous appartenions à la même communauté, au même peuple ! » Il faut savoir, a ajouté le chef de l'Etat, « que l'on perd ou que l'on gagne ensemble ». Certes, « l'effort d'aujourd'hui est d'un autre ordre » que celui de la guerre, mais « l'effort est toujours là, si nécessaire ». Et d'abord l'effort « sur nous-même pour mieux comprendre ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous déchire ».

M. Mitterrand a fort peu parlé de sa guerre. « Donnage qu'il soit aussi discret », dit M. Jean Munier. C'est que - pudeur sans doute - M. Mitterrand n'a pas, dit-il, « le réflexe ancien combattant ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. LE PEN

Le MRAP demande le droit de répondre au président du Front national

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a demandé, mardi 14 février, à la direction d'Antenne 2 le droit de répondre aux déclarations faites la veille par le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, au cours de l'émission « L'heure de vérité ».

« M. Le Pen, déclare le mouvement, a propagé pendant plus d'une heure les thèmes de sa propagande démagogique et les provocations à la haine contre les immigrés sans que lui soit opposé un droit de réponse. Ce temps d'antenne sans précédent est largement supérieur au temps de parole auquel les organisations anti-racistes réunies ont eu droit pendant ces cinq dernières années. Sans même en cause le droit à l'expression, le MRAP demande qu'il ne soit pas fait deux poids et deux mesures au détriment de ceux qui défendent la démocratie et la cohabitation des communautés vivant en France ».

M. LABBÉ (RPR) : nous devons travailler en commun

A l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, président du groupe RPR, a déclaré, mardi 14 février, à l'issue de la réunion de son groupe : « M. Le Pen existe, c'est une réalité politique d'aujourd'hui. Nous devons compter avec une formation politique qui existe, travailler en commun, se concerter et ne pas dire : je ne vous connais pas ». M. Labbé a estimé que le président du Front national « est plus proche dans ses relations personnelles du poujadisme, dont il a été l'un des représentants, que d'un fascisme qui n'a pas beaucoup de chances de revoir le jour en France. Nous disons qu'il faudra compter et coexister avec lui parce que cela correspond à une réalité. Mais coexistence ne signifie pas alliance ».

M. Labbé a encore déclaré : « La gauche, par ses excès, son incapacité et son irresponsabilité, a fait du phénomène Le Pen un événement qui grossit. S'il obtient des voix aux élections européennes, il le devra aux crispations provoquées par la gauche et à la publicité qui lui a été faite par la majorité ».

M. CHARZAT (PS) : inepte et dangereux

M. Michel Charzat, député socialiste de Paris, a estimé, pour sa part : « Prétendre que cet ancien député poujadiste est la nouveauté politique de l'année 1984, c'est oublier qu'il navigue depuis plus de trente

ans dans les eaux troubles de l'extrême droite.

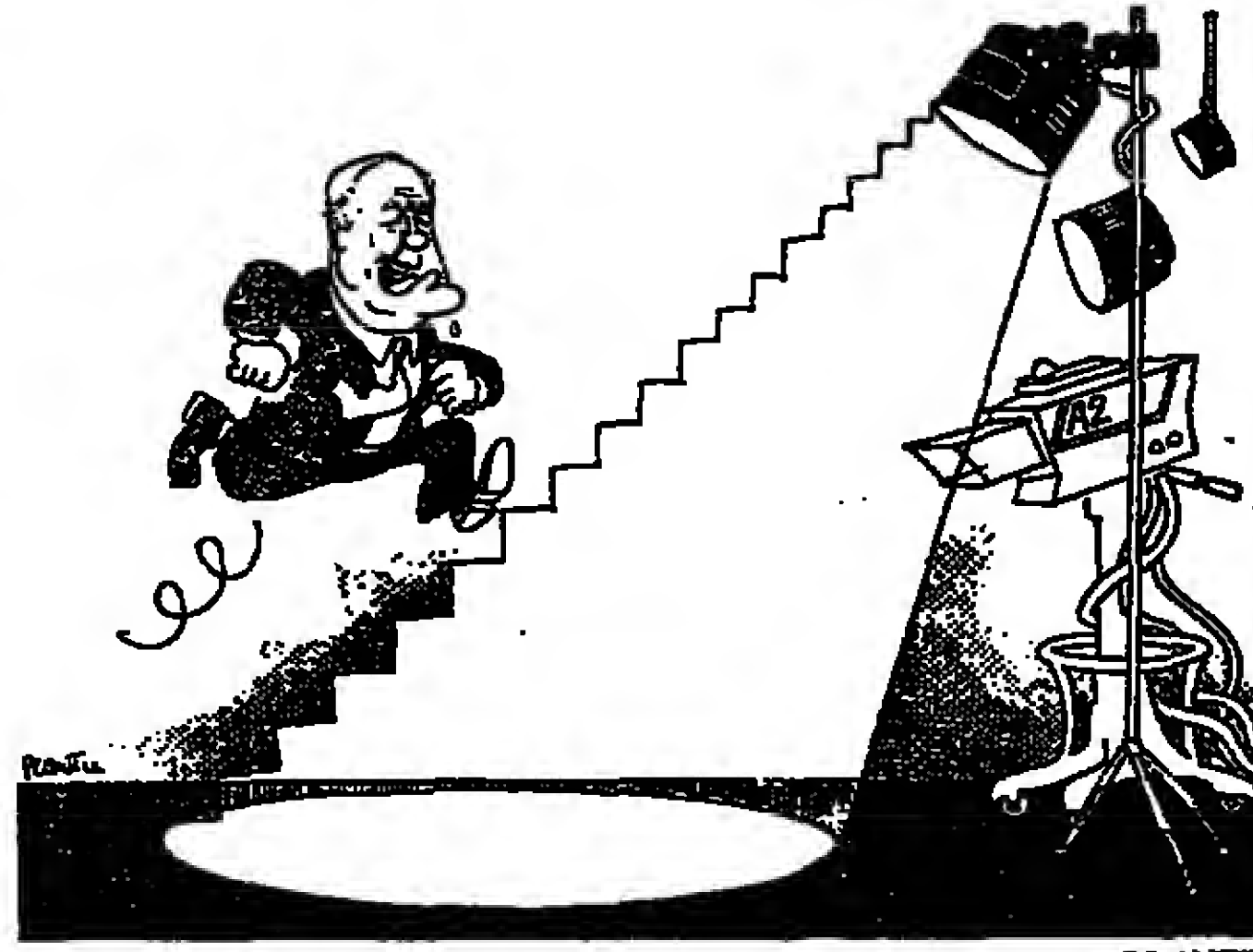
Le Pen est adepte des propos simplistes, à la limite de l'outrance. Son programme tient en quelques mots : « La France aux Français ». Voilà qui met du baume au cœur aux nostalgiques du pétainisme. Mais ce mot d'ordre est non seulement inepte mais aussi dangereux. Inepte car, ne tenant nullement compte des réalités économiques et sociales, il escamote le rôle joué par les communautés étrangères dans l'expansion de notre pays ; dangereux, car il débouche à terme sur le racisme avec toutes ses manifestations les plus odieuses.

Il est inéquitable de voir que de nombreux militants du RPR ou de l'UDF rejoignent le Front national, parfois de façon isolée, le plus souvent en groupe ».

« L'HUMANITÉ » : les apprentis sorciers

Commentant les réactions suscitées par les propos de M. Le Pen, Gérard Le Paull écrit, dans l'« Humanité » du mercredi 15 février, que « cette heure de banalisation de l'idéologie fascisante » devrait « faire réfléchir les apprentis sorciers qui, par calcul politicien ou recherche du sensationnel, tendent complaisamment leurs micros et ouvrent leurs colonnes à l'extrême droite dans le but d'en faire un courroux somme toute respectable de la vie politique française ».

Le quotidien du PCF ajoute, d'autre part, à propos de la réaction du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale : « Malgré sa sa radicalisation dans l'opposition,



PLANTU.

c'est la première fois que le parti de Chirac se prononce aussi clairement pour travailler la main dans la main avec une extrême droite qui lui a, il est vrai, toujours fourni des transfuges en mal de carrière politique ».

L'audience de M. Le Pen - 17,4 % de taux d'écoute : tel est le résultat de la mesure de l'audience dans les foyers, effectuée, chaque soir, pour la télévision par Audimat. Le même soir, 37,8 % des foyers ont regardé la Siène du Mississippi, et 23,5 % Gueule d'amour (1 % représente cent quatre-vingt-cinq mille foyers). Ce résultat place M. Le Pen derrière M. Chirac, qui, lors de son dernier passage à « L'heure de vérité », avait obtenu 17,7 %, et devant M. Veil (15,7 %). Le président de la République avait totalisé 23 % d'écoute le 17 novembre dernier.

Advertisement for SONY camera 7 and Trinitron TV. Includes text: 'NOUVEAU caméra 7 Magasin SONY', 'Téléviseur SONY KV2252F - 56 cm', 'PROFEEL TUBE TRINITRON 30 canaux programmables', 'Son biphonique 2 x 12 W', 'MONITEUR PH. & SECAM 7900 F', '7, rue La Fayette, 75009 PARIS', 'Tél. : 290-25-12 / Tél. : 634-94-45'.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'Assemblée des communautés adopte le projet de traité instituant une « Union européenne »

Même si leurs militants doivent se faire tirer l'oreille, le RPR et l'UDF présenteront une liste commune aux élections européennes du 17 juin, déclare M. Simone Veil. La chose est entendue et l'UDF se plait à dire aujourd'hui que cet accord a été rendu possible dans la mesure où le parti de M. Jacques Chirac a rallié ses thèses. Ce « ralliement » a cependant ses limites. Elles sont apparues mardi 14 février à Strasbourg, lors du débat et du vote à l'Assemblée des Communautés européennes du projet de traité instituant l'Union européenne.

Ce projet, dont le rapporteur général, M. Altiero Spinielli (com., Italie) a souligné qu'il

veut ouvrir une « porte qui rend possible le passage de la coopération (entre les États membres) à l'action commune », prévoit notamment l'attribution à l'Assemblée de Strasbourg d'un véritable pouvoir législatif et budgétaire et la réduction de la dépendance de la commission de Bruxelles par rapport au conseil des ministres. Tandis que les démocrates-chrétiens et les libéraux français votent pour, les gaullistes - à l'exception de M. Gérard Israël (1) - choisissent de ne pas participer au vote, leur président, M. Christian de La Malène, jugeant ce projet « inadaptable, irréaliste dans ses orientations (...) et inopportune face aux difficultés actuelles ».

De notre envoyée spéciale

actuel d'usurpation » veut instituer entre les États membres de la Communauté une Union européenne. Une telle union, explique M. Spinielli, permettrait de « réaliser des politiques d'envergure qui ont besoin pour se prolonger dans le temps de se fonder sur de larges consentements et de briser certaines rigidités nationales ».

Le projet prévoit notamment que l'actuelle assemblée de Strasbourg disposerait d'un pouvoir législatif et budgétaire et donnerait « l'investiture à la Commission [de Bruxelles] en approuvant son programme politique », ce qui réduirait la dépendance de cette commission par rapport au conseil des ministres, qui devient « conseil de l'Union ». Au sein du conseil, l'utilisation du droit de veto ne serait conservée que pendant dix ans, et il devrait à chaque fois qu'il est utilisé être justifié par la mise en cause d'un « intérêt national vital ». Enfin, il reviendrait au Conseil européen de nommer le président de la Commission des Communautés et d'adresser des « messages aux institutions » dans le cadre de cette Union européenne. Le projet définit aussi les domaines qui relèveraient de la seule compétence de l'Union, domaines dans lesquels les États membres devraient accepter un abandon partiel de leur souveraineté.

Mme Simone Veil, qui, avec l'ensemble du groupe libéral, a voté l'adoption du projet de traité, a

Strasbourg. - C'est peu de temps après l'élection de l'Assemblée de Strasbourg au suffrage universel que M. Altiero Spinielli, jugeant que la Communauté européenne se trouvait dans une impasse, commença à réfléchir avec quelques-uns de ses collègues parlementaires regroupés en un « club du crocodile » (le Monde du 6 janvier 1981) à une réforme des institutions de la Communauté. En juillet 1981, une commission institutionnelle fut chargée à Strasbourg de préparer un schéma de réformes propres à réaliser une « Union européenne ». Deux ans plus tard, en septembre 1983, un avant-projet était adopté par 201 voix contre 37 et 72 abstentions. Après avoir subi quelques modifications suscitées de lui rallier les suffrages de ceux qui réclamaient un plus grand « réalisme », et craignant un trop grand abandon des souverainetés nationales, ce texte devait être soumis à nouveau à l'Assemblée.

Adopté mardi à une très large majorité - 229 voix pour, 31 contre et 42 abstentions (1), - ce projet de traité, qui se fonde sur l'évidente nécessité d'aller au-delà du degré

(1) Ont voté pour : les chrétiens-démocrates, les libéraux, les socialistes allemands, les socialistes et communistes italiens. Ont voté contre : les communistes français, les socialistes danois, les travaillistes britanniques. Se sont abstenus : les socialistes français, les conservateurs se sont répartis dans chacune de ces catégories.

Le MRG adopte son pré-programme

Le MRG vient d'adopter un premier document de synthèse sur l'Europe. Il a été présenté mardi 14 février par le porte-parole du MRG, M. Thierry Jeantet, membre du secrétariat national. Ce dernier, ainsi que M. Jean-François Hory, député de Mayotte, a, d'autre part, rejoint la délégation permanente de Convergences démocratiques, qui, à l'initiative de MM. Edgar Faure et Maurice Faure, se propose de constituer une liste pour les européennes.

Les radicaux de gauche, qui doivent se prononcer définitivement le 4 mars sur leur stratégie pour les élections européennes, ont mis au point un pré-programme qui s'organise autour de cinq chapitres. Le premier - « L'Europe du premier civisme » - énumère des propositions concrètes, notamment une éducation civique européenne, la création d'une chaîne de télévision inter-européenne, un statut européen des associations, une carte d'identité européenne ou encore la définition d'un espace européen des droits de l'homme.

Le second chapitre - « L'Europe des projets et du réalisme », - traitant de l'économie, prévoit une poli-

tique concertée de réduction du temps de travail avec compensation par une diminution corrélatrice des salaires, la suppression des contrôles douaniers à l'intérieur de la Communauté, la mise en place de statuts européens pour les entreprises, les coopératives et les mutuelles, des politiques communes dans les domaines de l'industrie, de la recherche ou encore de l'énergie et des transports. Enfin, le MRG souhaite donner une nouvelle dimension à l'ECU, qui doit devenir « une monnaie utilisée par les particuliers ».

Favorable à une défense commune, le MRG souhaite que les institutions évoluent vers un véritable exécutif européen et une extension des compétences européennes, avec création de ministères ou de départements d'action européens et une forte augmentation du budget.

Enfin, dans un cinquième chapitre, le MRG se prononce pour l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, qui assure le projet, « sera d'autant mieux réalisé qu'une Europe politique forte-ment unie existera ».

Advertisement for VANNI MULINARIS. Text: 'INNOCENT OUBLIÉ DEPUIS 2 ANS dans sa prison italienne', 'VANNI MULINARIS est entré aujourd'hui dans son 14<sup>e</sup> jour de grève de la faim.', 'Aidez-nous à le soutenir, et participez à notre effort', 'FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME', '27, Rue Jean-Dolent, 75014 PARIS', 'Tél. : 331-94-95 - CCP 7676 Z'.

domé dans son intervention les éléments d'une synthèse entre les plus farouches partisans d'une union européenne et ceux qui, comme M. Christian de La Malène, se déclarent d'accord avec les objectifs, mais s'opposent à la procédure retenue, parce que « ce ne sont pas les mécanismes institutionnels qui peuvent suppléer la volonté politique ». L'ancienne présidente de l'Assemblée de la Communauté européenne remarque en effet que « les réformes institutionnelles ne sont pas la solution miracle ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

En bref

Les candidats du Parti démocrate français aux élections européennes. - Le bureau du Parti démocrate français (PDF), que préside M. Guy Gennesseaux, conseiller de Paris, a établi la liste de ses six candidats qu'il souhaite voir figurer sur la liste européenne d'union de l'opposition que conduira Mme Simone Veil (1). Au cours d'une entretiens avec cette dernière, M. Gennesseaux a suggéré que, après la dernière place sur la liste qui est réservée à M. Bernard Pons (RPR), l'ordre des représentants des diverses autres formations associées à l'UDF et au RPR soit tiré au sort.

Le président du PDF, qui se félicite des relations « tout à fait confiantes » qu'il a noués avec M. Chirac et avec le RPR suggère que la liste d'opposition prenne pour titre « Union nouvelle pour une Europe de progrès » et demande que des discussions s'ouvrent pour l'élaboration d'un « programme commun européen de l'opposition ».

(1) Il s'agit de MM. Gennesseaux, Michel Grossmann, vice-président, Michel Chausson, Jean-François Coblence, Rainer Wunenburger, secrétaire national, et Michel Honea, président de la Fédération de Seine-et-Marne.

M. Lalonde et la création d'un « pôle nouveau ». - Membre de la délégation permanente de Convergences démocratiques, qui, à l'initiative des « deux Faure » entend constituer une liste pour les élections européennes, M. Brice Lalonde estime, dans le *Matin de Paris* daté du 15 février, qu'« il est plus important de participer - aux affrontements réels entre libéraux auto-gestionnaires et étatistes nationalistes - que de s'éparpiller dans le cloaque gauche-droite ou de se marginaliser dans un parti « vert » d'allemande ». Hostile à ce que le MRG ou un autre groupe revendique la paternité d'une future liste, l'ancien candidat à la présidence de la République entend non pas « tomber à gauche, mais participer à la création d'un pôle nouveau ». Il considère que MM. Edgar Faure et Maurice Faure ne peuvent « symboliser ce courant, sauf s'ils symbolisent la prise de conscience de la classe politique ».

Une liste trotskiste aux élections européennes. - M. Pierre Lambert, membre du comité central du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste), a annoncé, mardi 14 février, au cours d'une conférence de presse, que sa formation présentera une liste aux élections européennes de juin prochain, si la « majorité PS-PCF » ne rrompt pas avec sa « politique de subordination aux intérêts capitalistes ».

RECTIFICATIF. - Dans l'article consacré au comité exécutif du Parti radical (le Monde du 14 février) le nom de M. Corentin Calvez, membre sortant de l'Assemblée des Communautés européennes a été omis dans la liste des candidats à la candidature aux élections européennes. M. Calvez figurait en quatrième position sur la liste retenue. M. Yves Galland est, lui aussi, membre de l'Assemblée de Strasbourg.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



1550 من الأصل

# société

## LA LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE EN FRANCE

### Le gouvernement envisage d'interdire la vente du trichloréthylène aux mineurs

M. Joseph Francheschì, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, devait annoncer, au cours du conseil des ministres du 15 février, plusieurs mesures concernant la lutte contre la toxicomanie et dresser un bilan de la répression contre la drogue en 1983. Le secrétaire d'Etat envisage d'interdire la vente aux

mineurs du trichloréthylène, un solvant qu'on trouve en droguerie.

Au cours d'une conférence de presse le 16 février, M. Franck Ferré, ministre des affaires publiques d'autres mesures et fera le point de l'action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.

M. Francheschì rend hommage aux actions de l'Office central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants (OCTRIS) et de la brigade des stupéfiants de la préfecture de police de Paris. Il estime que la lutte contre la toxicomanie a été rendue plus efficace grâce de l'augmentation des effectifs de police chargés de cette mission.

Il y a eu en France, en 1983, 190 suicides mortelles (164 en

1982). Si l'on considère que ces données sont indicatives de la montée de la toxicomanie en France, il faut cependant en souligner le caractère relatif et les comparer aux statistiques de la RFA (472 suicides en 1983, contre 383 en 1982).

Pour ce qui est du trafic, on a assisté, l'année dernière, à une modification des filières. Les trafiquants asiatiques, bien implantés à Paris dans les années précédentes, se sont fait plus discrets. L'OCTRIS, que

dirige le commissaire Jacques Franquet, a arrêté, en moins de deux ans, deux cents seize Asiatiques et saisi 170 kilos de drogues dures qu'ils détenaient. D'autre part, d'importants résultats ont été obtenus dans la lutte contre le trafic de la cocaïne.

Pour la première fois cette année, les saisis de cocaïne ont dépassé le nombre des saisis d'héroïne (230 kilos de cocaïne et 177 kilos d'héroïne). En revanche, le marché de l'héroïne en provenance des pays asiatiques semble mieux structuré que par le passé. Une dizaine de grossistes installés à Paris - dont plusieurs Tunisiens - importent de la drogue en provenance d'Asie du Sud-Est. Cette drogue est expédiée par bateaux dans les grands ports de Belgique et des Pays-Bas, et entreposée à Amsterdam par des correspondants asiatiques, en liaison avec les gros trafiquants de Hongkong.

Paris compte plusieurs lieux actifs de revente par des intermédiaires commandités par les grossistes. Il s'agit principalement des quartiers du faubourg Montmartre, de la place de la République et de la gare de Lyon, où se trouve l'îlot Châlon. L'opération de police menée contre les squats de ce quartier - la veille de la communication du secrétaire d'Etat au conseil des ministres - a permis la saisie d'une dizaine de kilos de haschich et de 1,5 kilogramme de granulés en provenance du Sud-Est asiatique.

L'endroit était repéré depuis quelques mois par les policiers - des opérations d'ampleur plus modeste ont été récemment menées contre l'îlot Châlon. On peut douter, cependant, que l'opération du 14 février permette de remonter une filière et même jusqu'à l'un des grossistes parisiens, dont un seul aurait écoulé en un an 70 kilos de drogues. On peut estimer que plusieurs centaines de kilos d'héroïne ont donc été revendus en 1983 à Paris.

CHRISTIAN COLOMBANI

### L'inquiétude des milieux médicaux

L'augmentation de la consommation de drogue en France a amené l'Académie de médecine à consacrer une séance aux toxicomanes. Le professeur Pierre Lépine (Paris) a fourni sur ce sujet les derniers chiffres disponibles. Le point le plus préoccupant, a-t-il souligné, est la croissance fulgurante de la consommation de drogues « dures » (de type héroïne), en provenance du Sud-Est asiatique, dont le prix relatif, depuis dix ans, a fortement décliné.

En 1983, les douanes françaises ont saisi 22,3 tonnes de cannabis, 264,2 tonnes d'héroïne et cocaïne et 10 097 doses de LSD, ce qui représente une augmentation de 40 % par rapport à 1982. Plus de deux tiers de ces saisies ont été effectuées aux aéroports d'Orly et de Roissy. 2 800 trafiquants professionnels ont été interpellés, soit trois fois plus qu'en 1982.

Ces trafiquants, a ajouté le professeur Lépine, utilisent aujourd'hui non seulement les procédés classiques (valises à double fond, ourses d'art éridées, doublures de vêtements),

mais encore la dissimulation dans leur organisme, ce qui a déjà provoqué des morts par rupture accidentelle des sachets de drogue dans le corps des trafiquants.

Les hospitalisations pour toxicomanie, quant à elles, ont décuplé en douze ans. Dans plus de 80 % des cas, les toxicomanes sont âgés de quinze à vingt-cinq ans, mais l'âge d'entrée dans la toxicomanie est de plus en plus précoce. Dans près de la moitié des cas, le produit de départ a été le cannabis, fréquemment associé à l'alcool. Le recours aux solvants (colles, résines) est de plus en plus fréquent, comme en témoigne la gravité des accidents qu'ils provoquent (asphyxies, défaillances cardiaques).

Il s'agit, au total, a conclu le professeur Lépine, d'une « marée montante des toxicomanes », contre laquelle « la répression, telle qu'elle existe aujourd'hui, est fondamentalement insuffisante ». Il est « essentiel que l'ensemble du corps médical français prenne conscience de ce problème ».

### Plus de six cents interpellations à Paris au cours d'une vaste opération de police

Six cent vingt personnes, dont cinquante-huit femmes, en grande majorité de nationalité malienne, mauritanienne et sénégalaise, ont été interpellées, mardi 14 février dans l'après-midi, au cours d'une opération de police de grande envergure dirigée contre l'îlot Châlon, un quartier insalubre situé en bordure de la gare Paris-Lyon, dans le douzième arrondissement de la capitale.

Un demi-millier de gendarmes mobiles, CRS, gardiens de la paix et inspecteurs de la brigade des stupéfiants, accompagnés de chiens dressés pour la recherche de la drogue, ont investi le quartier vers 14 h 30, après que tout le périmètre eut été étroitement bouclé. Les policiers devaient procéder sur place à

un contrôle systématique des identités, accompagné de fouilles corporelles, conduisant ensuite les personnes en situation irrégulière - la plupart d'entre elles étaient démunies de papiers - dans la cour d'une usine désaffectée de l'avenue Daumesnil. De là, des cars de la préfecture de police les ont conduites au centre de formation des gardiens de la paix de Vincennes, où se sont poursuivis les contrôles.

Selon la préfecture de police, cette opération s'est soldée par la découverte d'un kilo d'héroïne et de quelques deux cents plaques de haschich lors des perquisitions opérées dans dix-sept immeubles. D'autre part, trente-trois personnes ont été

remises à la disposition de la police judiciaire pour infraction à la législation sur les étrangers, vingt et une pour trafic de stupéfiants et plusieurs autres pour recel de matériels divers, travail clandestin, détention d'armes blanches, etc. Des magasins et des logements ont été sévèrement perquisitionnés mais, en dépit de la manière « musclée » dont les choses ont été menées, aux dires des témoins, aucun incident n'a été signalé.

### Le dernier grand squat de Paris

Voué à la démolition depuis des années, l'îlot Châlon a la forme d'un parallélogramme d'une superficie de 9 hectares, bordé par le boulevard Diderot, l'avenue Daumesnil et les rues de Chalon et de Rambouillet. Six passages étroits le découpent en blocs d'immeubles tous vétustes, dont un grand nombre sont partiellement en ruine. La présence d'une population misérable d'immigrés dans ce ghetto sordide, dépourvu de toute installation sanitaire digne de ce nom, n'est pas récente : dès le début du siècle, des ouvriers maçons italiens s'y installaient, à peine débarqués à la gare toute proche.

Après eux, des Chinois s'y établirent, qui allaient céder la place au lendemain de la seconde guerre mondiale à des Maghrébins, puis à des Africains (Sénégalais, Maliens, Ivoiriens, Mauritanien, Guinéens et Nigériens). On estime à environ trois mille cinq cents, dont 65 % de sujets africains, le nombre de personnes vivant dans ce quartier (Le Monde daté 19-20 juillet 1983).

La mairie de Paris, après avoir souvent promis la démolition pure et simple de cette « cour des miracles », a finalement opté pour une solution de réhabilitation-rénovation, c'est-à-dire un cantonnement intensif qui n'épargnerait la pioche qu'à de rares bâtiments.

Les premiers travaux devraient être prochainement entrepris. L'opération policière du 14 février n'est peut-être pas sans rapport avec l'immensité de l'ouverture du chantier.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

VU

SUR TF 1

### « A vos gourbis ! »

Les vieux pros le savent : les sujets braves les mieux rodés peuvent se transformer en gâchis. A vous le chatou monstre si vous patinez. A vous le silence médusé - bien rare - si vous brillez. C'est dire qu'avant son « édition spéciale » consacré, au cadavre Anne Sinclair jouait les trompe-la-mort sur TF 1, vingt-quatre heures après le tour de piste de Jean-Marie Le Pen sur les petits écrans de la chaîne concurrente.

Ce ne fut ni le chatou ni le silence, mais, après une mise en route un peu quinquise, de l'intéressé. Un intérêt agité, énévité, tardif, apaisé, soutenu, critique. Le tout dans le désordre, au gré des affirmations et des analyses, des reportages (comme celui, très réussi, sur la Cité des 4000 à La Courneuve) et des témoignages (comme ceux des animateurs de Radio-Bour, ancien des immigrés de la deuxième génération, et des auditeurs de Radio-Méditerranée, pluraliste et marseillaise).

Dans cette « Edition spéciale » en forme de « mosaïque », il fallait trier, picorer, repousser. Il fal-

lait écouter et regarder. En somme, il fallait tout supporter pour pouvoir comprendre, tout entendre pour juger.

Les uns n'auront pas apprécié, pour ne pas dire plus, le ton et les airs « jeune technocrate de la politique » de M. Jean-Pierre Stéphan, nouvel adjoint au maire de Dreux, invitant les immigrés mécontents de leurs côtés en béton à « retourner dans leurs gourbis ». Les autres se seront choqués de la véhémence et des revendications (le droit de vote, par exemple) exprimées par la présidente de Radio-Bour.

Point de vagues, cependant, sur le plateau. Anne Sinclair veillait au grain. Trop sans doute. Car on avait l'impression - bien nette - qu'elle ne s'était entourée que de gens de son avis (le professeur Albert Jacquart, généticien, le philosophe Jacques Tanguy, Mme Françoise Gaspard, députée PS d'Eure-et-Loir), contenant les autres dans des interventions en duplex. Une précaution irritante.

LAURENT GRELSAMER.

## La maison des BIBLIOTHEQUES

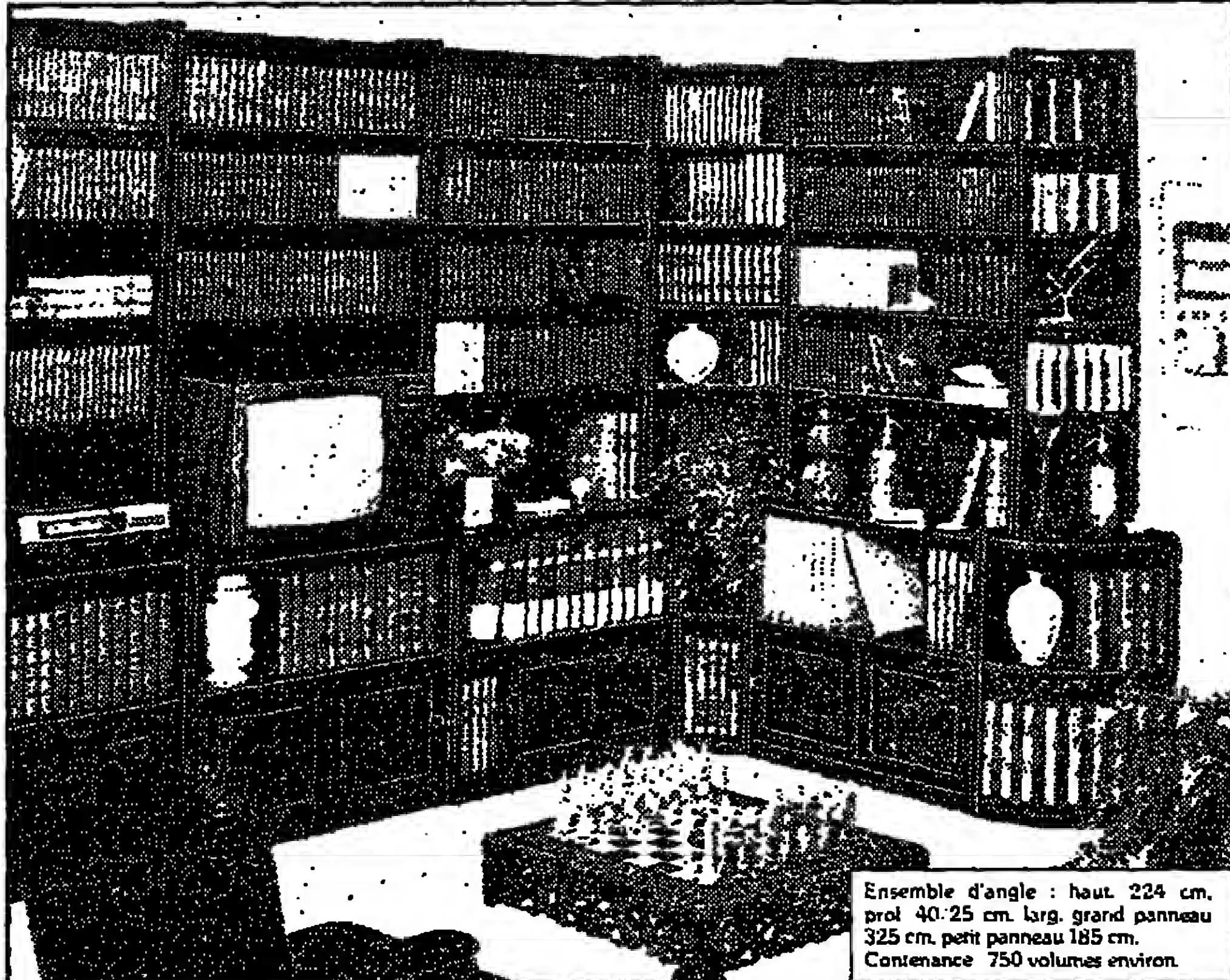
PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME



Ensemble d'angle - haut. 238 cm. prof. 35 cm. long. grand côté 370 cm. long. petit côté 214 cm. Contenance : 700 volumes environ

### LIGNE OR : 24 modèles

Le spécialiste européen pour le rangement des livres de tous formats, La Maison des Bibliothèques propose une nouvelle ligne exclusive, extrêmement sobre et fonctionnelle. La "Ligne OR" vient ainsi compléter le très large éventail de La Maison des Bibliothèques (Standard, Rustiques, Contemporains, Ligne Noire, etc.). Ces prestigieux modèles permettent de constituer, par simple superposition et juxtaposition, la bibliothèque idéale quelle que soit la place dont on dispose. Véritable architecture de montants et de traverses OR habillées de panneaux et d'étagères Noires ou laque, la "Ligne OR" apporte une solution rationnelle et très décorative au rangement de tous vos ouvrages, aussi bien professionnels que de collection ou d'agrément.



Ensemble d'angle : haut. 224 cm. prof. 40,25 cm. long. grand panneau 325 cm. petit panneau 185 cm. Contenance : 750 volumes environ.

### LIGNE NOIRE : 12 modèles VITRÉS

L'une des plus récentes créations exclusives de LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES réalisée à partir d'un nouveau matériau permettant un usage dans la masse, identique à celui du bois massif. Tous les modèles de la LIGNE NOIRE (JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES par simple pose sans aucune fixation) permettent de constituer des enssembles bibliothèques très élégants. De nombreux accessoires (1/4 de ronds, meubles d'angle, abajours-sécherettes, étagères T.V., etc.) offrent de multiples possibilités de décoration intérieure comme d'aménagement de cabinets de travail. Maintenant disponible en 6 teintes : Noir - Brun sajou - Beige - Vert brouze - Gris - Blanc.

## La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME

Paris : 61, rue Froidevaux, 14°

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert-Rochereau - Galté - Edgar Quinet. Autobus : 28, 38, 58, 66.

### MAGASINS RÉGIONAUX

ouverts du mardi au samedi inclus

<b>BORDEAUX</b> 10, rue Bouffard, tél. (56) 44.38.42	<b>LIJÉ</b> 88, rue Esquermoise, tél. (20) 55.89.39	<b>MARSEILLE</b> 109, rue Paradis (métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54	<b>NANTES</b> 18, rue Gambetta (près rue Coulleries), tél. (40) 74.58.38	<b>ROUEN</b> 42, rue des Charrettes, tél. (35) 71.95.22
<b>CLERMONT-FERRAND</b> 22, r. St. Côme, tél. (33) 93.97.06	<b>LIJMOGES</b> 57, rue Jules-Noriac, tél. (55) 78.15.42	<b>MONTEPELLIER</b> 8, rue Serane (rue Ger), tél. (67) 58.19.32	<b>NICE</b> 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), tél. (93) 93.14.89	<b>STRASBOURG</b> 11, rue des Bouchers, tél. (83) 56.73.78
<b>DIJON</b> 100, rue Monge, tél. (50) 45.02.45	<b>LYON</b> 9, r. de la République, (métro Hôtel-de-Ville- Louis-Pradet), tél. (7) 628.38.51	<b>NANCY</b> 8, rue Saint-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), tél. (8) 332.84.84	<b>TOULOUSE</b> 1, r. des Trois-Ramades (près St-Sernin), tél. (61) 22.92.40	<b>TOURS</b> 5, rue H-Barbasse (près St-Hilaire), tél. (47) 61.03.28
<b>GRENOBLE</b> 58, rue St-Laurent, tél. (78) 42.55.75				

### 11 LIGNES, PLUS DE 400 MODÈLES VITRÉS OU NON À DES PRIX IMBATTABLES

CATALOGUES GRATUITS (avec tarifs)

en envoyant ce bon à :  
 LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75600 PARIS CEDEX 14  
 (1) 320.73.33  
 Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
 Bât. \_\_\_\_\_ Escalier \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

# SOCIÉTÉ

## Faits divers

### Une jeune femme, à Fresnes

Catherine était presque heureuse en prison. A Fresnes, le malheur n'entraînait plus. L'amie détenue coiffait ses cheveux blonds. Elle avait repris son teint frais et perdu sa voix de petite fille. Elle aurait seulement aimé bercer Stéphane et caresser Frédérique, mais le malheur était à la porte. Elle ne souhaitait pas une libération conditionnelle. Elle ne voulait plus revoir la maison de Créteil, ce théâtre sanglant et sordide, la famille emmurée dans le silence, la honte et l'indifférence.

Le 17 juillet 1983, à 5 heures du matin, elle accoucha, sous les couvertures, dans la chambre où dormait son autre frère. Comme elle n'avait pas avoué, comme les autres restaient muets, elle se leva, prit un linge, étrangua le bébé et le mit dans un sac. En finir avec ce péché, ne pas perdre la garde de Frédérique, ne pas connaître l'humiliation des « filles perdues ». Puis, elle dut se relever : elle souffrait encore. Dans la salle de bains, elle donna alors naissance à un second bébé. Elle essaya de le tuer, mais le courage lui manqua. L'enfant cria et les parents accoururent, pour une bordée de reproches sans doute, le mensonge du filiforme, la victoire d'un flagrant délit. Tandis qu'on emmenait Catherine à l'hôpital, son frère, qui avait tout vu, montra l'endroit où elle avait caché le sac.

Il ne sort jamais venus à Fresnes. C'était l'été. Elle était en robe légère. Depuis, ils ne lui ont pas apporté son manteau, pas même ses lunettes, en prison. Mais Catherine a appris à leur rendre leur indifférence. Elle ne veut plus que Stéphane. Oublier son geste fou, s'en occuper comme elle faisait de Frédérique quand elle était bébé... Le malheur est entré quand même. L'enfant, maltraité à la naissance, est encolme.

A Créteil, de nouveau enceinte, elle avait caché à ses parents sa grossesse. Ils ne possèdent pas de questions. Elle avait fugué, elle avait fauté. C'est un filiforme, disait-elle. La croyaient-ils ? Ils se taisaient toujours obstinément.

CHRISTIAN COLOMBANI.

## Le lycée rend-il idiot ?

(Suite de la première page.)

A tourner autour du pot, il ne faut pas s'étonner que le débat revienne inlassablement sur le thème de la sélection. Maschino - qui est homme de gauche - ne le cache pas : la sélection, il est pour. On le comprend : l'enseignement de la philosophie tel qu'il le conçoit - et tel qu'il est officiellement conçu - ne peut fonctionner qu'avec un public relativement choisi. Ou il faut rétablir une sélection (mais quand ? comment ? avec quelles conséquences pour ceux qui ne seront pas retenus ?... ou ne le dit pas), ou il faut changer l'enseignement.

## Implosion

Si Maurice Maschino est pour la sélection qu'en sera-t-il alors de ceux qui, menant un tout autre combat, contestent l'idée même de démocratisation et d'égalisation des chances ? Ces nostalgiques de l'ancien régime ont maintenant leurs théoriciens et leurs propagandistes, réunis dans le Club de l'Horloge qui vient de publier un livre-programme fortement argumenté : *L'École en accusation*. Hostiles à tout ce qui s'est fait depuis la Libération dans le domaine scolaire sous l'influence des « idéologies marxistes » ou des « utopies rousseauistes », ils prônent un retour à une sélection généralisée et à des filières strictement hiérarchisées, un abaissement de la scolarité obligatoire à quatorze ans, un éclatement du service public avec des établissements autonomes et concurrentiels, des maîtres payés au

rendement et une limitation de la gratuité.

Ces thèses musclées pourront faire sourire par leur irréalisme, ou frémir par leur violence rétrograde. Mais leur apparition, et l'écho qu'elles peuvent rencontrer auprès d'une opinion, y compris enseignante, souvent excédée, ne sont pas fortuits. Si la violence a disparu des lycées, le calme apparent qui y règne n'est guère plus rassurant. Le système n'a pas explosé sous les coups des gauchistes post-soixante-huitards : il est simplement en train d'imploser. La tentation est donc grande de voir dans le « retour à l'ancienne » le seul remède à une situation en pleine déliquescence.

Ce serait oublier que la politique de démocratisation de l'enseignement menée depuis plus de trente ans en France, comme dans les autres pays développés, n'est pas, ainsi que le dit le Club de l'Horloge, le résultat d'une lubie de pédagogues ou du laxisme des politiciens. Elle répondait simplement aux nécessités du développement économique et à la demande générale des citoyens. Mais accueillir les élèves ne suffit pas. Encore faut-il savoir comment et pour quoi faire. L'école peut-elle accepter tous les élèves sans en faire des idiots ? Telle est la question que lui pose Maschino et à laquelle il faudra bien qu'elle réponde...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

\* *Vous voulez vraiment des enfants idiots ?*, de Maurice Maschino. Hachette, 226 p., 69 F.

\* *L'École en accusation*, par Didier Maupas et le Club de l'Horloge. Albin Michel, 242 p., 75 F.

## L'UNION RATIONALISTE ET LES AVIONS RENIFLEURS

### « Le neutrino, ça fait bien... »

A la lecture des aventures burlesques des « avions renifleurs », le sang des adhérents de l'Union rationaliste n'a dû faire qu'un tour. Depuis 1932, ils poursuivent de leur vindicte voyantes et radiesthésistes, traquent le surnaturel et pourchassent l'extralucide, précheurs de la raison raisonnable dans un désert crédule, chaque jour davantage tenté par les sirènes du merveilleux.

L'appareillage folklorico-scientifique, l'épisode de la règle tordue, les « couinements » du détecteur « Mirza », les « ondes gravitationnelles » prétendument maîtrisées par l'inventeur Aldo Bonassoli, ne pouvaient que leur apporter une amère ironie, légitimant le combat de leur vie.

« Comment les dirigeants d'ELF-Aquitaine ont-ils pu se laisser berner ? », s'est demandé M. Michel Rouzé, journaliste, le 14 février, à Paris, lors d'une réunion des rationalistes à la Mutualité. Et de rechercher les causes du désastre dans « la pensée magique qui envahit tous les médias ». Une magie « nouvelle, aux couleurs de la science », précise M. Rouzé, « dénonçant la tendance des charlatans à user du vocabulaire de la science de pointe ». Ainsi Aldo Bonassoli prétend-il avoir découvert « une particule du genre neutrino », alors que le neutrino, découverte récente de la physique nucléaire, interagit très peu avec la matière, et ne saurait donc « détecter » quelque corps que ce soit. « Mais le neutrino, ça fait bien. Je m'étonne qu'il n'ait pas été évoqué aussi les trous noirs... »

Ecclésiastique, Aldo Bonassoli emprunte aussi à la vulgarité radiesthésiste, affirmant des « images latentes » reproduisant sur son écran un objet absent du champ de vision : le même « rémanence » que laisserait subsister l'or, longtemps après sa disparition, selon les radiesthésistes.

Ne pouvait-on alors démasquer ces « inventeurs » porteurs de tous les symptômes des « faux scientifiques », de complexe de pénobiose jusqu'au charlatanisme à la crasse nerveuse face à la critique ? Ne pouvait-on se souvenir qu'avant-guerre des millions furent déjà dépensés en vain par les pétroliers dans la prospection à la baguette et au pendule ?

« D'abord les dirigeants d'ELF-Aquitaine y ont cru parce qu'ils voulaient y croire », répond M. Rouzé, mais surtout, les écoles modernes d'ingénieurs ne forment que des idiots savants, sans aucune connaissance de l'histoire des sciences ou de l'épistémologie. Pourquoi même n'enseigne-t-on pas l'histoire des fausses sciences pour mettre en garde les futurs ingénieurs ? Il faudrait expliquer au public qu'une science ne se crée pas dans le vide, se propose en conclusion M. Jean-Claude Packer, professeur au Collège de France. Toute nouvelle science englobe les théories précédentes. Newton disait déjà : « Nos sommes des nains montés sur les épaules des géants... »

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Publicité)

## BENEDICTINE SUMMER SCHOOL

Dates : du samedi 11 août au samedi 1<sup>er</sup> septembre  
Garçons et filles de 13 à 18 ans peuvent apprendre l'anglais dans une école dirigée par des Benedictines. Dix-huit heures de cours par semaine, tous niveaux : élémentaire, intermédiaire et avancé. Excursions dans les Highlands. Activités sportives, entre autres tennis et voile sur le lac Loch Ness.  
Les élèves sont attendus à l'aéroport d'Inverness ou à la gare.  
Prière d'écrire à : The Director (2), Benedictine Summer School, The Abbey, For Aunglass, Inverness-shire PH32 4DB (Grande-Bretagne). Tél. (330) 6232.

## EN BREF

### Les nouveaux ennemis de M. Roger Bodourian

M. Roger Bodourian, qui fut en 1971 à l'origine de l'affaire des ententes pétrolières, est en prison. Il a été inculpé et écroué il y a quelques jours à Grenoble pour abus de confiance. Employé à mi-temps comme conseiller financier dans une entreprise grenobloise de ravitaillement de fusilles, il se serait rendu coupable de diverses malversations.

M. Bodourian a donc comparu, menottes aux poignets, le mardi 14 février, devant la cour d'Aix-en-Provence qui examine en appel les raisons de la faillite de la SAGIP, une société marseillaise de distribution d'hydrocarbures, dont il était l'un des dirigeants.

### Veillée funèbre au Pays basque

Une veillée funèbre autour des cendres de Vicente Perurena et d'Angel Gurumendi, deux militants de l'organisation séparatiste basque espagnole ETA-militaire, assassinés le 8 février, a eu lieu le 14 février à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) en présence de six à huit cents personnes. Les cendres devaient être transférées jeudi au Pays basque espagnol.

D'autre part, une quarantaine de Basques espagnols sont entrés mercredi dans leur vingt-sixième jour de grève de la faim dans l'église d'Arbonne. Ils se sont déclarés décidés à « aller jusqu'au bout, s'il le faut », pour obtenir l'annulation, par la France, des mesures d'éloignement prises début janvier contre une vingtaine d'autres Basques espagnols et pour l'obtention du statut de réfugié politique.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Tribunal du XV<sup>e</sup> juge civil de Karachi G. & W. Demande N° 419/83.  
M. Nazem Wars Malik, demandeur, contre M<sup>me</sup> Claude Anne Marie Charpentier, défenderesse.  
Vous, M<sup>me</sup> Claude Anne Marie Charpentier, demeurant 33, rue de la Quintinie, Paris 15<sup>e</sup>, êtes priée de noter que M. Nazem Wars Malik a demandé à ce tribunal que conformément au « Guardian & Ward Act » la garde de ses enfants Osmay et Azzem lui soit attribuée, et que le tribunal a fixé l'indemnité au 3-3-1984.  
Vous êtes priée de comparaître personnellement avec les enfants devant ce tribunal au jour et à l'heure mentionnés, faute de quoi une décision pourrait être rendue contre vous ex-parte sans aucun délai.  
Déjàvée sous ma signature et mon sceau, ce 4 février 1984.  
Abdul Sattar Shaikh Srichindar, Tribunal N° XV senior civil judge/assistant, session judge & controller, Karachi.

### Corse : Cinquante-neuf attentats en quarante-cinq jours

Dans un communiqué authentifié, le Front de libération nationale de la Corse (FLNC), dissous en janvier 1983, a revendiqué le 14 février cinquante et un attentats à l'explosif commis en Corse depuis le début de l'année 1984. Le nombre des attentats recensés par les autorités dans l'île, durant la même période, s'élève à 59.

### Les conséquences d'un interrogatoire policier

Deux jeunes gens, MM. Stéphane Hubert, dix-neuf ans, et Jean-Angé Mezzanin, vingt et un ans, ont été arrêtés en Corse depuis le début de l'année 1984. Le nombre des attentats recensés par les autorités dans l'île, durant la même période, s'élève à 59. Interrogés dans le cadre de l'enquête sur le meurtre, le 1<sup>er</sup> février, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), de Jean Leroy, PDG d'une papeterie, les jeunes gens auraient été frappés par les policiers à mains nues et à coups de règle, et victimes de sévices sexuels. Ils étaient encore hospitalisés le 15 février.

### Arrestations après l'enlèvement de M<sup>me</sup> Bulgari et de son fils

Seize personnes impliquées dans l'enlèvement de M<sup>me</sup> Anna Bulgari et de son fils Giorgio ont été arrêtées en Italie au cours de ces derniers jours. Ce coup de filet porte à vingt-trois le nombre de personnes actuellement détenues pour cette affaire. Ces nouvelles arrestations permettraient de confirmer le lien existant entre les ravisseurs et le Mouvement armé sard (MAS), organisation criminelle dissimulée sous une couverture politique.

La police a pu mettre fin aux activités d'une bande de malfaiteurs spécialisés dans le recyclage de l'argent sale, et saisir 1,5 milliard de lires (7,5 millions de francs) provenant d'une partie de la rançon de 4 milliards de lires (20 millions de francs) versée par la famille Bulgari.

Anna Bulgari et son fils Giorgio avaient été enlevés le 19 novembre 1983, puis relâchés après le versement d'une rançon, le 24 décembre. Les ravisseurs avaient envoyé à la famille une oreille de Giorgio et des photos des deux otages.

### Agression raciste dans le Val-d'Oise

Deux hommes et une femme ont gravement blessé, à son domicile de Survilliers (Val-d'Oise) un ouvrier algérien de quarante-quatre ans parce qu'ils ne supportaient plus sa liaison avec Françoise Montgrenier, une Française de vingt-trois ans.

Sylvie Idée, vingt-quatre ans, son épouse, Marcel, vingt-huit ans, et José Grivot, vingt-quatre ans, frère de Sylvie, tous trois pris d'abord, avaient décidé d'enlever par la force Françoise Montgrenier, avec qui José Grivot avait eu une aventure. À M. Torcy Toulbia. Au cours de la bagarre qui s'ensuivit, les agresseurs ont tué le chien de M. Toulbia d'un coup de 22 long rifle et gravement blessé ce dernier à coups de crosse. La police prévenue par M<sup>me</sup> Montgrenier a pu rapidement arrêter les trois individus, qui ont été présentés au parquet de Pontoise et inculpés de « tentative d'assassinat et d'acte de cruauté envers un animal domestique ».

### Trois millions de dollars pour un faux diagnostic

Un tribunal de New-York vient d'accorder une indemnité de 3 millions de dollars à un agent immobilier de cinquante-six ans, qui avait subi une chimiothérapie lourde anticancéreuse durant dix-sept mois, à la suite d'une erreur de diagnostic. Les médecins condamnés par le tribunal, un gastro-entérologue et un chirurgien, avaient confondu une simple inflammation intestinale avec une tumeur maligne, négligeant de pratiquer les examens permettant d'affirmer la présence d'un cancer.

L'erreur de diagnostic avait été décelée par un cancérologue deux ans après le traitement inapproprié. L'importance de la somme allouée au patient est motivée par la gravité des conséquences que pourrait avoir pour lui le traitement subi. - (AP)

### Mission reportée pour la navette américaine

La mission que la navette spatiale américaine devait effectuer au mois de juillet prochain pour le compte de l'armée de l'air américaine a été annulée. Selon un porte-parole de la NASA, cette décision a été prise par le département de la défense, qui, dit-on, préférerait attendre les conclusions de l'enquête menée sur le système de propulsion connu sous le nom d'IUS (Inertial Upper Stage).

Cet équipement, qui permet notamment de placer sur orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude) des satellites très lourds, avait, en avril de l'année dernière, connu des défauts de fonctionnement dont l'origine n'a pas encore été cernée. Or le satellite secret de l'armée américaine devait, selon certaines sources, utiliser l'IUS.

### La Fédération protestante négocie avec M. Savary

La Fédération protestante participera aux négociations sur l'enseignement privé. Elle sera reçue le 24 février au ministère de l'éducation nationale.

## Le Monde LES JOURNÉES DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

du Mardi 6 au Vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès

### Thèmes des Conférences-Débats

Animés par la Rédaction du MONDE et avec la collaboration de R.T.L.

Mardi 6 MARS  
Philippe LABARDE  
Chef du Service Economique

Paul FABRA  
(éditorialiste)  
Responsable du supplément  
Le Monde de l'Economie

Mercredi 7 MARS  
Jean-Michel CROISSANDEAU  
Rédacteur en Chef du Monde de l'Education

Jeudi 8 MARS  
André FONTAINE  
Rédacteur en Chef

Vendredi 9 MARS  
Eric LE BOUCHER  
Journaliste au Service Economique

Recrutement et restructuration des entreprises.  
Au moment où de nombreuses entreprises doivent se restructurer et définir leur stratégie du futur, qui recrutent-elles ? Et comment ? (prospection, annonces, contacts, tests, etc.)

Créer son entreprise, une passion d'avenir.  
« Lancement du concours "Passport pour la Création d'Entreprises" s'adressant aux Grandes Ecoles de l'île de France.

Pourquoi et comment les Jeunes Diplômés peuvent créer une Entreprise ?  
Bien choisir son employeur.  
A la fin des études, quels sont les critères pour choisir sa carrière ? Public ou privé. Taille de l'entreprise. Profil de carrière. Salaire. Sécurité de l'emploi. Promotion. Intérêt du poste. Profil du patron.

COLLOQUE HEC - LE MONDE :  
L'internationalisation des carrières.  
Consolider les positions à l'étranger ou conquérir des marchés extérieurs est l'objectif de toute entreprise dynamique. Pour un jeune diplômé, quelle carrière « internationale » quelle entreprise doit-il choisir, de quelle taille ? Posséder une certaine expérience ? Travailler en métropole ou à l'étranger ?

Les nouveaux moyens de communications informatiques.  
La bataille de la communication est engagée. Les réseaux électroniques deviennent l'élément moteur des échanges mondiaux de l'information. Face à l'offensive des grandes firmes américaines et japonaises, notamment, comment les entreprises françaises peuvent-elles résister, réagir et remporter des succès ? Et avec quels hommes ?

ENTRÉE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

## régie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS  
Tél : 233.44.21

## Le Monde

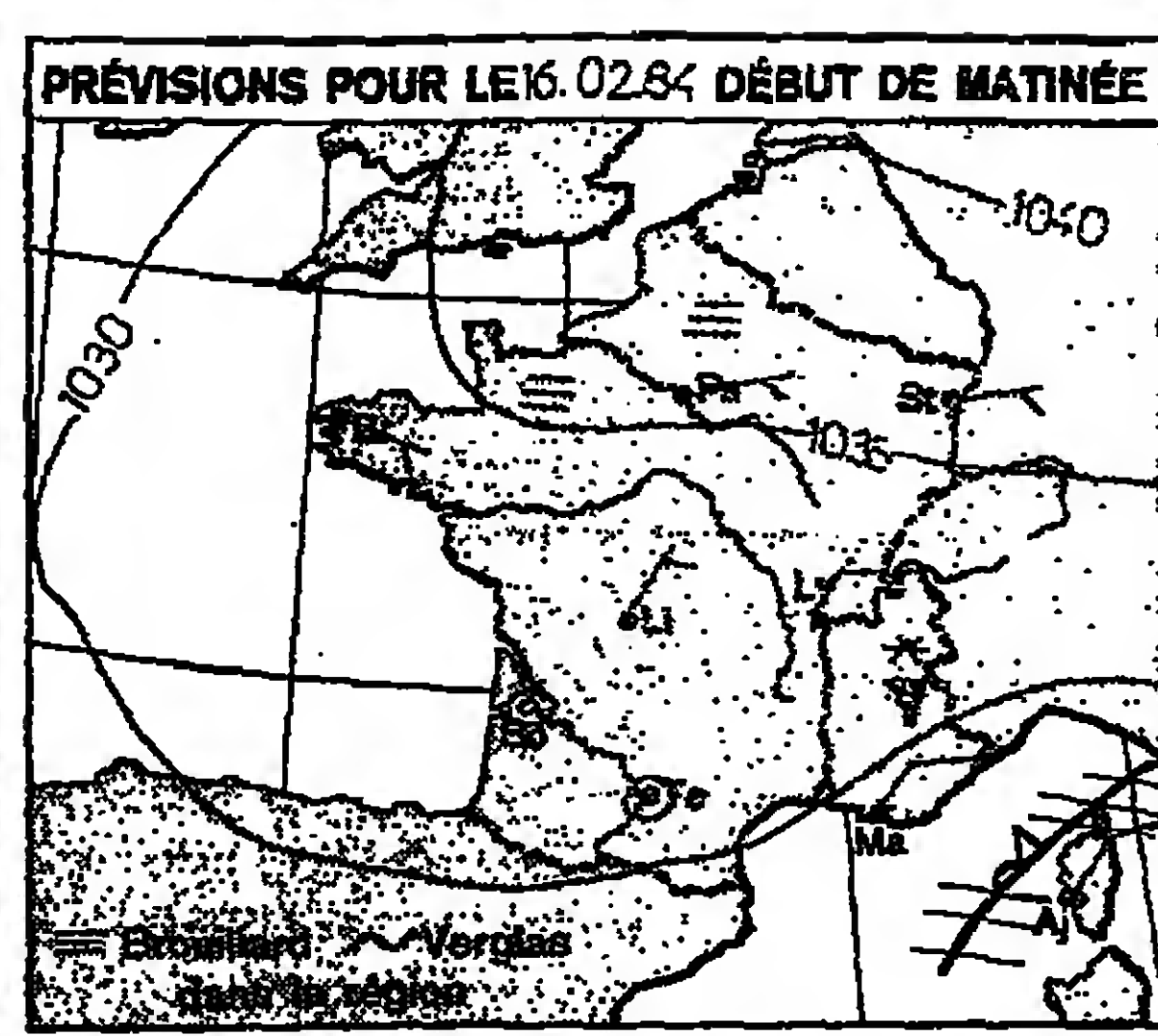
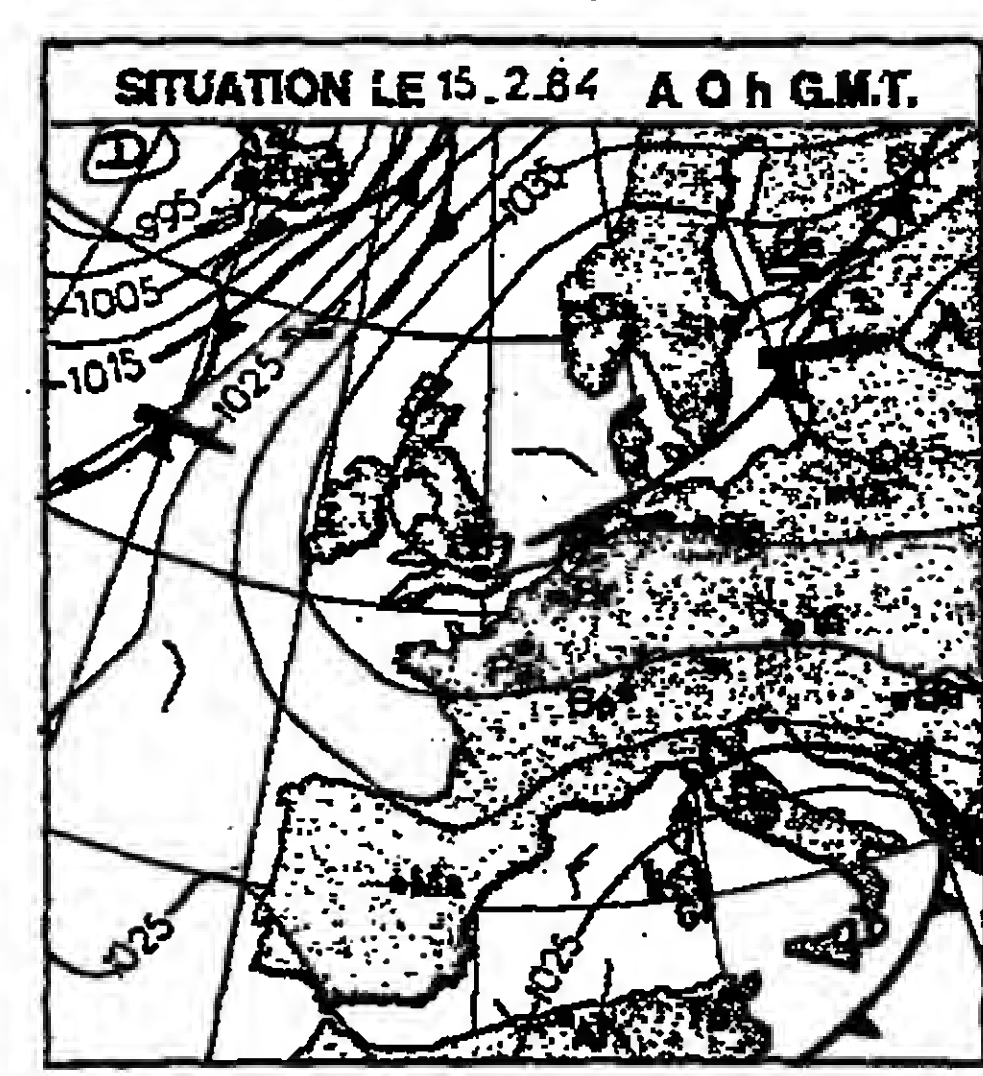
H. Gouinaudeau  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS  
Tél : 246.72.23

السنة الثالثة من الجريدة

555 من الامم

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 15 février à 0 heure et le jeudi 16 février à 24 heures.

Les conditions anticycloniques restent prédominantes. Le flux de secteur nord-est froid se maintiendra sur la France, avec cependant plus d'humidité sur les régions orientales.

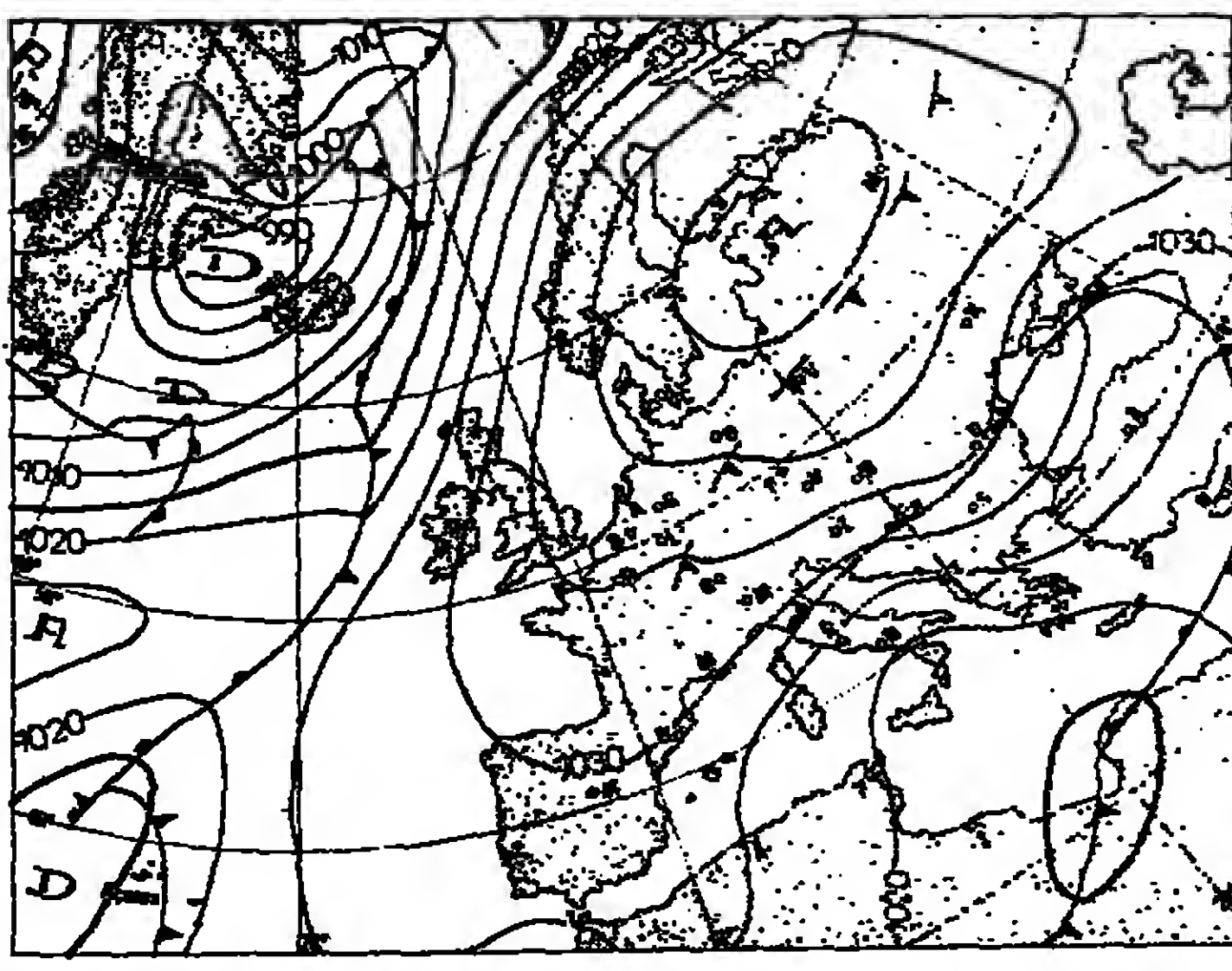
Jeudi, le temps sera dégagé et ensoleillé dès le matin sur la plus grande partie du pays; les bancs de brouillard givrant formés la nuit sur le Nord et le Nord-Ouest se dissipent rapidement.

Il continuera à faire plutôt froid: les gelées seront généralisées au lever du jour (jusqu'à -10 degrés dans le Centre). Les maximums de l'après-midi s'échelonneront entre 4 degrés et 8 degrés. Quelques régions cependant feront exception à ce beau temps d'hiver, les passages nuageux seront fréquents des Alpes à la Corse et donneront un peu de pluie sur les côtes et de la neige en montagne.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer stable, à Paris, le 15 février, à 8 heures, de 1036,7 millibars, soit 777,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 février; le second le minimum de la nuit du 14 février au 15 février): Ajaccio, 11 et 4 degrés; Biarritz, 7 et -2; Bordeaux, 6 et -4; Bourges, 4 et -3; Brest, 8 et 0; Caen, 7 et -2; Cherbourg, 6 et 0; Clermont-Ferrand, 1 et -11; Dijon, 3 et -5; Grenoble-Saint-Isidore, 4 et -4; Grenoble-Saint-Georges, 1 et -7; Lille, 5 et -2; Lyon, 2 et -6; Marseille-Mariagnan, 8 et -4; Nancy, 3 et -4;

**PRÉVISIONS POUR LE 16 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)**



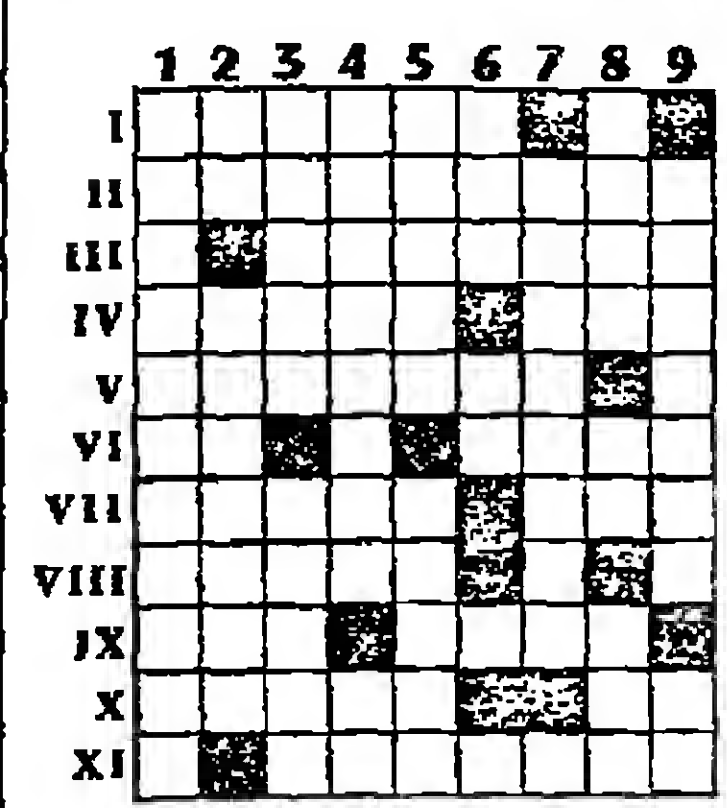
Nantes, 6 et -1; Nice-Côte d'Azur, 10 et 3; Paris-Montsouris, 6 et -1; Paris-Orly, 5 et -1; Pau, 7 et -4; Perpignan, 7 et 0; Rennes, 8 et -3; Strasbourg, 2 et -4; Tours, 4 et -2; Toulouse, 6 et -4; Pointe-à-Pitre, 26 et 21.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 13 et 5 degrés; Amsterdam, 0 et -3; Athènes, 10 et 7; Berlin, 2 et -5; Bonn, 5 et -7; Bruxelles, 4 et -2; Le Caire, 18 et 14; Copenhague, -1 et -2; Dakar, 23 et 19; Djérba, 13 et 7; Genève, 0 et -4; Jérusalem, 14 et 7; Lisbonne, 16 et 5; Londres, 9 et 0; Luxembourg, 3 et -3; Madrid, 9 et -5; Moscou, -5 et -15; Nairobi, 29 et 20; New-York, 12 et 2; Palma-de-Majorque, 12 et 0; Rome, 9 et -1; Stockholm, 0 et -1; Tazour, 12 et 6; Tunis, 13 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3647



**VERTICALEMENT**

- Bonne à mettre au panier.
- Pour une distribution gratuite. Moutarde qui monte au nez.
- Se prend par l'oreille ou par la bouche. Pris en souffrant.
- Condition peu avantageuse. Personnel.
- Points de vue souvent partagés. Aller par quatre chemins.
- Un point ou un bloc. Possessif.
- Point de suspension.
- Valeur étrangère. Symbole chimique. Abrégé qui en dit long.
- Donne du souffle mais finit par déshydrater. Cri bestial.

**Solution du problème n° 3646**

**Horizontalement**

- Kilomètre.
- Irisation.
- Traineau.
- Ce. Eu. Riz.
- Havre. Ere.
- Eu. La.
- Niel. Vamp.
- Et. Omo. Oe.
- Téu. Ciel.
- Neva. Ri.
- Entretra.

**Verticalement**

- Kitchenette.
- Irréalité.
- Lia. Vue. TNT.
- Osier. Louer.
- Manuel. V6!
- Eté. Avocat.
- Tiare.
- Rouir. Moère.
- En. Zeppelin.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 17 FÉVRIER

- L'Église Saint-Etienne du Mont, 15 heures, devant l'église, M<sup>me</sup> Brossais.
- Le Panthéon, 15 heures, devant le Panthéon, M<sup>me</sup> Collin.
- Hôtel des Invalides, 15 heures, cour d'honneur, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).
- Musée Marmottan, 14 h 30, rue Louis-Boilly (Approche de l'art).
- Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, 29, rue de Rivoli (Arcus).
- L'île Saint-Louis, 14 h 30, méro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).
- L'École des beaux-arts, 14 h 30, 13, quai Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- La Conciergerie, 15 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).
- Le Marais, 14 h 30, méro Saint-Paul (Résurrection du passé).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 15 février:

**UN DÉCRET**

- Modifiant le décret du 11 avril 1983 relatif aux attributions du ministre de la formation professionnelle.

**UN ARRÊTÉ**

- Fixant le montant du conseil d'administration prévu par l'article 4 de la loi du 13 juillet 1973 en faveur des associés d'exploitation.

**UNE LISTE**

- Des élèves des instituts régionaux d'administration aptes à être titularisés.

## SPORTS D'HIVER

**L'AUTOROUTE DES NEIGES.** - Le Centre de renseignements des autoroutes met à la disposition des citoyens qui vont aux sports d'hiver des fiches itinéraires gratuites et une carte du réseau autoroutier. Elles indiquent la sortie d'autoroute qui permet l'accès à la station et l'itinéraire conseillé depuis l'échangeur de sortie.

\* Centre de renseignements des autoroutes, 276, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.: 705-90-01 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures).

## AUTOMOBILE

**Peugeot-Talbot ouvre une permanence « service après-vente » le week-end et les jours fériés**

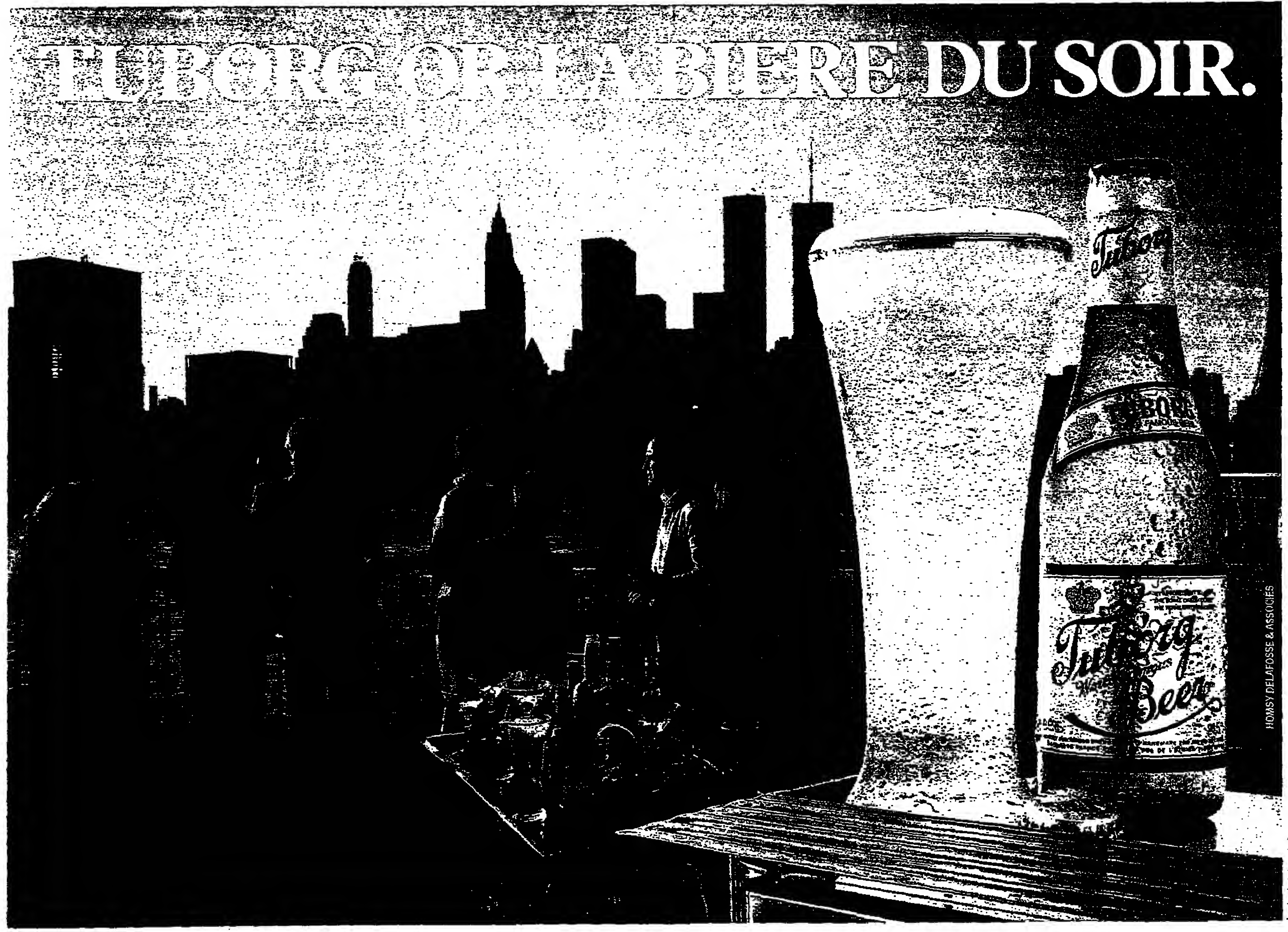
Après le lancement, voici deux ans, d'Ecoute 24, service intégré dans l'organisation d'Automobiles Peugeot, qui assure tous les jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le dépannage de tout véhicule immobilisé en France métropolitaine ou dans tout pays d'Europe occidentale, en 1983, il avait été créé, le « service immédiat », qui permettait aux marques Peugeot et Talbot de faire effectuer immédiatement et sans rendez-vous les opérations n'exécédant pas une heure de main-d'œuvre. Désormais, la direction de l'après-vente a décidé d'ouvrir, en région parisienne, une « permanence week-end et jours fériés ».

Ce sont les Établissements Mercier (filiale d'Automobiles Peugeot) qui assurent cette permanence, 37, rue de Lyon, Paris 12<sup>e</sup>, selon les horaires suivants: samedi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 h 30; dimanche, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures.

Cette permanence - marque Peugeot-Talbot - fonctionne sur le principe du service immédiat pour les opérations n'exigeant pas plus d'une heure de main-d'œuvre; elle assure, de plus, la vente de pièces de rechange aux garagistes et à la clientèle.

LES LES AVANTAGE...  
ça fait bien...  
SUMMER SCHOOL

L'EMPLOI  
PLONES  
ES  
Débats  
MONDE  
ETIL



Le Monde

# INFORMATIONS « SERVICES » MÉDECINE

## TROISIÈME AGE

### 50 000 pensionnés vont retrouver leurs droits

Dans sa grande marche en avant pour organiser la retraite à soixante ans, la législation, dans sa hâte généreuse, a laissé sur ses flancs des pensionnés insatisfaits. Un prochain décret devra répondre à leurs espoirs et les rétablir dans leurs droits en remettant en vigueur des règles du jeu changées en avril 1983.

Par exemple, les pensions accordées entre soixante et soixante-cinq ans étaient, auparavant, automatiquement révisées au soixante-cinquième anniversaire de leur titulaire, pour être portées, si besoin était, au minimum égal à l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés) dès lors que les pensionnés avaient cotisé pendant soixante trimestres au régime général. Pour un nombre de trimestres inférieur, ils percevaient proportionnellement des soixantièmes de l'AVTS.

Or cette mesure bénéficiait aux salariés ayant perçu de faibles rémunérations, dont n'ayant versé que de faibles cotisations ne donnant droit qu'à de faibles pensions. On cite toujours l'exemple des femmes de ménage qui sollicitaient une pension dès soixante ans, sûres de percevoir l'AVTS dès leur soixante-cinquième anniversaire.

La nouvelle réglementation, appliquée depuis le 1<sup>er</sup> avril 1983, a inauguré un nouveau « minimum contributif de pension », accordé non plus, fonction de l'âge, mais du taux de la pension : 50 % au titre du régime général. Donc l'attribution de ce minimum est d'emblée et définitivement acquise - ou rajetée - lors du règlement du dossier. Les pensions minorées ne peuvent plus être réajustées sur le montant de l'AVTS.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1983, les demandes de révision de pension devant être irrevocables, ces pensionnés se trouvent pénalisés, a

posteriori, pour avoir fait un choix, parfaitement légitime, à un moment donné, en fonction de la législation alors en vigueur.

Le prochain décret va réparer cette injustice. Ainsi, les pensions inférieures à l'AVTS (11 960 F par an) seront révisées pour être portées à ce niveau si leurs titulaires disposent bien de soixante trimestres de cotisation au régime général. Et les dossiers rejetés depuis le 1<sup>er</sup> avril 1983, parce que « hors la loi », vont être repris (1).

Il s'agit là d'une mesure naturellement transitoire, qui prendra fin le 1<sup>er</sup> avril 1988, le temps pour les sexagénaires de 1983 d'atteindre leur soixante-cinquième anniversaire. Ils sont environ cinquante mille dans cette situation, qui viendront grossir, les rangs des retraités déjà bénéficiaires de l'AVTS et pour qui la situation ne change pas. Bien entendu, toutes les nouvelles pensions liquidées depuis le 1<sup>er</sup> avril tombent sous le coup du nouveau régime avec le nouveau « minimum contributif de pension » (26 875,20 F par an au 1<sup>er</sup> janvier 1984).

Pendant quelques dizaines d'années, ces deux « minimums » vont continuer de coexister, en compagnie - ce qui ne simplifie pas la communication - d'un troisième minimum, le « minimum vieillesse », résultat de l'addition de l'AVTS et de l'allocation du Fonds national de solidarité (soit 28 050 F par an au 1<sup>er</sup> janvier 1984).

CHRISTIANE GROLLIER.

(1) Pour tous renseignements, dès la parution du décret, s'adresser à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, 110-112, rue de Valenciennes, 75019 Paris pour la région parisienne, et dans les caisses régionales d'assurance-maladie pour la province.

**AUTOMOBILE**  
CONTROLES « 3 P ». - A l'occasion du salon de la voiture de course et du salon « rétro-mobilité », l'Automobile club de l'Île-de-France offre aux automobilistes des contrôles gratuits « 3 P » : pollution, phares, pneumatiques. Jusqu'au 19 février inclus, porte de Sèvres, sur le parking de l'héliport, de 9 heures à 17 heures, sans interruption.  
\* Listes des stations correspondantes de l'ACIF et itinéraires des centres mobiles du club au service sécurité ACIF. Tél. : 266-43-00.

**EXPOSITION**  
LA SERBIE A PARIS. - L'exposition « Les fresques serbes médiévales » est prolongée jusqu'au 29 février. Elle présente un choix de copies des fresques du musée national de Belgrade et comprend une quarantaine d'œuvres des monastères et églises du Moyen Âge. En marge de l'exposition, on peut consulter des ouvrages et monographies sur l'art médiéval.  
\* Galerie du Centre culturel de la République socialiste fédérale de Yougoslavie, 123, rue Saint-Martin, 75004 Paris. Tél. : 272-50-50.

**20<sup>e</sup> BROCANTE de PARIS**  
150 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS  
10 AU 19 FÉVRIER / PORTE DE VERSAILLES  
MALL 57, de 11 h à 19 h - sep. et dim. de 10 h à 20 h

**15<sup>ème</sup> SALON DU VIEUX PAPIER DE COLLECTION**  
Cartes postales, livres, affiches, gravures, etc.  
10 AU 19 FÉVRIER / PORTE DE VERSAILLES  
MALL 57, de 11 h à 19 h - sep. et dim. de 10 h à 20 h

**nouveau drouot**  
Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris  
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260  
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

**JEUDI 16 FÉVRIER** (exposition le mercredi 15 février)  
S. 8. - Bijoux argentés, monnaies, broche ivoire signée O'Kia. - M<sup>me</sup> ROGEON.  
S. 10. - Table anc., dessins, céramiques, meub. et sièges anc. et de style. - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

**VENDREDI 17 FÉVRIER** (exposition le jeudi 16 février)  
S. 4. - Bois (lignes anciens et modernes. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Le Veil, Montbarbon experts.  
S. 5. - Art antique, haute époque. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Le Veil, Montbarbon experts.  
S. 6. - 14 h : importante vente d'estampes japonaises. - M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
S. 9. - Table, bibelots, meub. - M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE  
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002) - 261-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009) - 770-67-68.  
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008) - 720-15-84.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009) - 246-36-95.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009) - 878-81-06.

## Le conseil des ministres unifie le statut des médecins hospitaliers

Le conseil des ministres du mercredi 15 février devait adopter le décret modifiant le statut des médecins de centres hospitalo-universitaires (CHU). Ce texte doit être signé de M. Mitterrand, car il est de règle que les professeurs d'université soient nommés

par le président de la République. Le statut des médecins des hôpitaux généraux, lui, fait l'objet d'un autre décret, s'expliquant qu'une signature ministérielle. Mais les deux textes seront prochainement publiés ensemble au Journal officiel.

L'économie générale de la réforme est restée inchangée dans ses grandes lignes, après le passage des textes devant le conseil supérieur des hôpitaux - qui ne donne qu'un avis - et le Conseil d'Etat. Schématiquement, les multiples statuts et carrières des médecins des hôpitaux seront, à partir de 1985, fondus dans un cadre unique, auquel les praticiens accéderont par un concours - le concours des praticiens hospitaliers - qu'ils passeront plusieurs années après l'internat, rendu obligatoire pour tous les étudiants en médecine.

Les premiers reçus au concours des praticiens hospitaliers s'orienteront vers les CHU, les autres vers les hôpitaux généraux, mais des « passerelles » seront aménagées entre les deux filières pour éviter la sécheresse des carrières. Le concours d'agrégation, par lequel les médecins deviennent enseignants, ne sera plus réservé exclusivement à ceux qui seront formés dans les CHU, puisque le gouvernement a prévu d'organiser un « tour extérieur » ouvert, notamment, à des praticiens des hôpitaux généraux et à des non-médecins.

Au cours des dernières négociations avec les représentants des médecins hospitaliers, qui perdront dès 1986 la possibilité de recevoir des malades à titre privé à l'hôpital, le gouvernement a amélioré les perspectives financières du déroule-

ment de la future carrière hospitalière, et accru la couverture sociale dont disposeront les intéressés. Néanmoins, le principal point d'achoppement des discussions subsiste : la durée de la période de formation consécutive à l'internat, à savoir le « post-internat », qui remplacera l'actuel clinicien, n'est pas arrêtée. Le gouvernement, qui avait pensé pouvoir rendre cette période relativement brève - il a été question d'un an renouvelable une fois, - s'est heurté à une véritable levée de boucliers. S'étant accordé un délai de réflexion supplémentaire, il a fait en sorte que les statuts ne le lient pas, juridiquement, sur ce point.

L'inquiétude des intéressés La publication de ces statuts appellera-t-elle l'adhésion qui, depuis plus d'un an, a saisi les milieux des praticiens hospitaliers ? L'inter-syndicat des internes et des chefs de clinique de CHU, moteur des grandes grèves du printemps dernier, vient de réaliser un « référendum » (1) qui donne la mesure de leur inquiétude. Il en ressort que les jeunes praticiens hospitaliers sont fort inquiets des mesures transitoires que le gouvernement prévoit de mettre en place pour eux avant l'entrée en vigueur de la réforme. Ce « référendum » montre aussi un doute manifeste sur la qualité de la carrière qui leur sera offerte par le secteur pu-

blic. A la question : « Pensez-vous que les nouveaux textes concernant la loi hospitalière et le statut hospitalier préservent la responsabilité et l'indépendance des médecins ? », 74 % des chefs de clinique et internes ont répondu non, et 65 % ont dit « se refuser à intégrer le futur statut hospitalier ».

En outre, cette enquête montre que certains jeunes médecins risquent de se désorienter de l'hôpital public : 45 % ne sont pas sûrs, « à la lecture des nouveaux statuts », de rester à l'hôpital public (contre 23 %).

Enfin, le « référendum » marque une interrogation sur la « départementalisation » future des hôpitaux publics : plus de la moitié des médecins interrogés doutent de la compatibilité de cette réforme avec la réforme des statuts aujourd'hui arrêtée.

Le contenu du décret sur la « départementalisation » sera vraisemblablement connu avant le fin de février ou au début de mars. Il fera alors l'objet d'une concertation qu'attendent les syndicats de médecins hospitaliers.

(1) Réalisé par le cabinet informatique Richard (Paris), ce sondage a été effectué auprès de tous les internes et chefs de clinique des CHU, soit environ six mille personnes. La moitié ont répondu.

## Une « première » aux États-Unis

### UN CŒUR ET UN FOIE SONT GREFFÉS SIMULTANÉMENT A UNE FILLETTE DE SIX ANS

Une double transplantation de cœur et de foie a été réalisée mardi 14 février chez une fillette de six ans à l'hôpital universitaire de Pittsburgh (Pennsylvanie) par l'équipe du professeur Thomas E. Starzl, le plus célèbre spécialiste mondial des greffes de foie. La petite patiente souffrait d'un trouble profond du métabolisme du cholestérol, qui avait conduit à des lésions du cœur (elle avait déjà subi un double pontage coronarien) et du foie.

L'intervention, pratiquée par trois équipes chirurgicales, a duré seize heures et, selon le communiqué des autorités sanitaires locales, l'état de l'enfant est « considéré comme critique ». Soulignant le caractère novateur de cette intervention, le professeur a insisté sur « la moisson d'informations qui avait pu en être retirée ».

[La découverte, par les laboratoires Sandoz, d'un médicament (la cyclosporine) capable d'empêcher les réactions de rejet avec une efficacité sans précédent a donné, depuis deux ans, un essor remarquable - et par certains aspects inquiétant - aux greffes d'organes. Nous avions relaté (le Monde du 19 octobre 1983) les conséquences bénéfiques de cet essor, notamment le fait que le taux de succès des greffes cardiaques est passé de 38 % à 80 % et pour les greffes de foie, de 27 % à 70 %.

Mais les aspects éthiques et économiques de cet essor sont pour leur part préoccupants, et il est permis de s'interroger sur les liens-forts d'une intervention aussi considérable et coûteuse que la greffe simultanée du cœur et du foie, chez une enfant atteinte d'une maladie métabolique dont une telle chirurgie ne maîtrise nullement l'évolution.]

Dr E. L.

## LE CARNET DU Monde

### Naissances

- Marie CONNABEL et Alain DAVEZAC ont la joie de faire part de la naissance de  
**Chloé,**  
le 8 février 1984.  
3, rue Charles-Nodier, 75018 Paris.

### Décès

- M<sup>me</sup> Roger Beigbeder, née Eveline Cadier, Séverine et Michel Beauvais et leurs filles, Corinne Beigbeder et Jean Demassiers et leurs enfants, Thierry et Marie-Laure Beigbeder et leurs fils, Marie-Sylvie Beigbeder et Gérard Delez et leurs fils, Cécile Beigbeder et Peter Docherty et leur fille, Les familles Beigbeder, Deransart, Rohr et Cadier, ont la tristesse de faire part du décès, en montagne, du  
docteur Roger BEIGBEDER,  
survenu le 8 février 1984, à l'âge de soixante-deux ans.  
Le service religieux a été célébré le samedi 11 février 1984, au temple d'Osse-en-Aspe.  
« Celui qui n'aime pas n'a pas découvert Dieu, puisque Dieu est amour. »  
(1 Jean 4, v. 8.)

- La Grange - Ose-en-Aspe, 64490 Bedous.  
- Nous apprenons le décès survenu le 13 février 1984, à Saint-Cloud (Haute-Seine), de  
**Jean CÉDILE.**  
[Né le 26 janvier 1908 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), administrateur des colonies en 1940, ancien capitaine au bataillon de marche n° 8, chef de cabinet du commissaire aux colonies (Rud Pflaumer) à Alger en 1943, Jean Cédile est parvenu près de Saïgon le 26 août 1945. Il assure successivement les fonctions de commissaire de la République en Cochinchine puis au Tonkin. Secrétaire général du gouvernement de l'Indochine française en 1951, gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, il dirige en juin 1953 le cabinet de M. Cornu-Gentille, ministre de la France d'outre-mer. Jean Cédile était correspondant de la Libération (22 janvier 1946) et grand officier de la Légion d'honneur, dont il fut membre du conseil de l'ordre.]

- Nous apprenons le décès de  
**M. Jean GUYOT,** président d'honneur de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants.  
[Né le 28 décembre 1910 à Colombes, M. Guyot avait fait des études de droit et de sciences économiques avant d'entrer dans le parlement. Il avait été député général, puis président de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants. Il était aussi secrétaire général de la Confédération des commerçants détaillants de France.]

- Nous apprenons le décès de  
**M. Jean GUYOT,** président d'honneur de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants.  
[Né le 28 décembre 1910 à Colombes, M. Guyot avait fait des études de droit et de sciences économiques avant d'entrer dans le parlement. Il avait été député général, puis président de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants. Il était aussi secrétaire général de la Confédération des commerçants détaillants de France.]

- Nous apprenons le décès de  
**M. Jean GUYOT,** président d'honneur de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants.  
[Né le 28 décembre 1910 à Colombes, M. Guyot avait fait des études de droit et de sciences économiques avant d'entrer dans le parlement. Il avait été député général, puis président de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants. Il était aussi secrétaire général de la Confédération des commerçants détaillants de France.]

- Nous apprenons le décès de  
**M. Jean GUYOT,** président d'honneur de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants.  
[Né le 28 décembre 1910 à Colombes, M. Guyot avait fait des études de droit et de sciences économiques avant d'entrer dans le parlement. Il avait été député général, puis président de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants. Il était aussi secrétaire général de la Confédération des commerçants détaillants de France.]

- M<sup>me</sup> Louis Jouby, M<sup>me</sup> Héric Jouby, M<sup>me</sup> Lauret Jouby, M<sup>me</sup> Marie-Louise Jouby, M<sup>me</sup> Marie-Anne Jouby, M<sup>me</sup> Dréjon, Et toute la famille,  
font part du décès de  
**M. Louis JOUBY,**  
leur époux, père, frère et grand-père,  
survenu le 13 février 1984.  
La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le jeudi 16 février 1984, à 14 h 30, à Quenne (Yonne).

Une messe aura lieu à Neuilly ultérieurement.  
10, boulevard Jean-Mermoz, 92200 Neuilly, Quenne 89290 Champs-sur-Yonne, 35, rue Roux-Alphéran, 13100 Aix-en-Provence.

- M<sup>me</sup> Jacques Lanfranchi, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Gérard Lanfranchi et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Lanfranchi, M. Jacques Lanfranchi, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Marchi, M. et M<sup>me</sup> Simon Istria, sa sœur, beaux-frères et belle-sœur, Toute la famille, Ses amis et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jacques-Mathieu LANFRANCHI,** chevalier de la Légion d'honneur, inspecteur général de l'agriculture,  
survenu, le 12 février 1984, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 février 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Alaccio (Corse).  
96, rue de la Falsanderie, 75116 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de  
**docteur Guy LOISEAU,** ORL honoraire des hôpitaux de Paris,  
De la part de  
M<sup>me</sup> Guy Loiseau-Bouchez, M. et M<sup>me</sup> Magillat, M<sup>me</sup> Veronique, et Nathalie Magillat, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Saint-Cloud.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
16, paro de Béarn, 92210 Saint-Cloud, 1, rue Marie-Bonaparte, 92210 Saint-Cloud.

- M. et M<sup>me</sup> Hugues Neyraud, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Paul Louis-Lucas et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean de Guilbert, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Philippe Louis-Lucas et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gérard Debroyse et leurs enfants, Les familles Nourissat et Striffling,  
font part du retour à Dieu de  
**M. Pierre LOUIS-LUCAS,** doyen honoraire de la faculté de droit de Dijon, officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre,  
survenu à Dijon le 12 février 1984.

Les obsèques ont eu lieu à l'église Saint-Germain de Grancey-le-Château (Côte-d'Or), le mercredi 15 février 1984.  
6, rue de la Charité, 69002 Lyon, 45, rue Lamartine, 21000 Dijon, 64, Grande-Rue, 25000 Besançon, 9, rue de Magdebourg, 75016 Paris, 12, avenue Victor-Hugo, 21000 Dijon.

- Le vicaire général, L'Assemblée des délégués, Le conseil d'administration, Le clergé Et les éphoriques de l'Eglise apostolique arménienne de Paris, ont la douleur de faire part du décès de  
**Mgr Séraph MANOUKIAN,** évêque pour l'Église catholico-arménienne de tous les Arméniens, archevêque des Arméniens de Paris, membre de la Congrégation du Patriarcat arménien de Jérusalem, membre du Conseil suprême de l'Eglise arménienne, chevalier de la Légion d'honneur,  
survenu le mardi 7 février 1984.

Les obsèques se dérouleront le samedi 18 février 1984, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon à Paris-8<sup>e</sup>.  
Le service sera célébré à 10 heures, au cours de laquelle aura lieu l'élévation de la dépouille mortelle.  
L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à 14 heures, dans la sépulture des prêtres arméniens.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Des dons pourront être faits au profit de l'Eglise arménienne.  
(Le Monde du 9 février.)

- M. et M<sup>me</sup> Shukri Hana Shammas, M<sup>me</sup> Maria Miriam Shammas et ses enfants, Les familles Shammas et Kanazeh, expriment leurs sincères remerciements à toutes les personnes qui, par leur présence ou leurs messages, leur ont témoigné de l'affection et de la sympathie lors du décès du regretté,  
**Miriam SHUKRI SHAMMAS,** ravi à leur affection.

**Soutenances de thèses**  
**DOCTORAT D'ÉTAT**  
- Université de Paris-11, mercredi 15 février, à 17 heures, salle des Conférences, M. Khalid Naciri : « Le droit politique dans l'ordonnement constitutionnel marocain. »  
- Université de Paris-Nanterre, mardi 28 février, à 14 h 30, M. Jean-Pelatan : « Le Perche : espace rural, espace régional ? Un pays et ses hommes. »  
- Université de Poitiers, centre d'études Hegel-Maria, 34, rue de la Chaîne, samedi 3 mars, à 14 h 30, M. Anatole Douchevsky : « L'esprit de Laberthonnière. »

**ROBLOT S. A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

درووت

55 من الأمل

# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### LE LÉZARD NOIR OPÈRE DANS LA NUIT DU JAPON

## Deux rangs de perles pour Akihiro Miwa

**L**E corps d'un jeune homme repose à la morgue. Près du cadavre, se trouve un objet, un petit lézard noir. Lézard noir est le nom d'une chanteuse de cabaret. Boss, soies, robe de star qui dénote ses larges épaules. Le Lézard noir opère la nuit, dans l'éclat des projecteurs, des strass, des coutures, des diamants. Chanteuse, voleuse, amoureuse de la beauté, elle dirige un gang qui assassine des êtres jeunes, transformés ensuite en statues. Elle convoite un fabuleux bijou, « l'Etoile d'Égypte », qui appartient à un joaillier dont elle fait enlever la fille, Sanae. Devant elle, se dresse un détective élégant, Akushi.

palaces. Joutes de mots, jeux de cartes sur une table de glace. Pour suite sur des quais de nulle part, des bateaux immobiles et qui tangent; au fond d'une grotte atlandide, le « musée » du Lézard noir où elle garde les statues aimées. Elle pense tenir Sanae en son pouvoir, mais ce n'est que son double. Elle craint d'avoir tué Akushi, mais il a pris la place et l'apparence d'un vieux serviteur. Plutôt que de renoncer à son amour, elle renonce à la vie. Pareille à Cléopâtre, elle prend du poison. Pareille à Marguerite Gauthier, elle meurt dans les bras de son amant interdit, fleur blanche renversée sur un canapé. Son image se multiplie en des poses exacerbées, carrousel baroque qui ponctue cet opéra furieux.



Rampo Edogawa au théâtre, mais c'est une actrice qui l'a créé. Akiro M'wa a repris le rôle, redessiné les costumes et les décors : « Dans le style art nouveau avec comme base de couleurs le noir et l'or, sauf pour le bureau du détective qui était très réaliste. Le décor du film est différent, Mishima ne l'aurait pas, il le trouvait trop « cheap ».

plutôt d'une synthèse exacerbée des deux formes. Son regard, son sourire, son port de tête, gardent une noblesse hiératique, avec des mouvements imperceptibles de poupée bunraku. Les gestes des bras sont larges, précis, brusquement ils s'amplifient, entraînent le corps dans des torsions à la fois gracieuses et invraisemblables. Il se plie, entraîne à son tour les épaules, et la tête qui se renverse. Par instants, les paupières très maquillées cachent les yeux. Par instants, seulement. Et quand Akihiro Miwa se déplace, elle glisse dans ses voiles de vamp, le cou barré de strass moins brillants que ses lèvres. Elle est l'essence même de l'artifice. Autre chose qu'un travesti : un rêve fou de travesti.

#### Elle brûle son amant

L'histoire est tirée d'un roman policier de Rampo Edogawa - qu'on nous dit très célèbre au Japon - et adaptée pour le théâtre par Mishima, suicidé deux ans après le tournage du film - où il apparaît dans le rôle d'une statue. Un film halluciné qui laisse loin derrière lui les dévires les plus extravagants de l'art occidental, range des œuvres comme *En quatrième vitesse*, d'Aldrich ou *La Mort de Maria Malibran*, de Werner Schroeter, parmi les modèles de logique cartésienne.

ce qu'on en reçoit à travers les sous-titres - bousculent brutalement vers des espaces de poésie sombre, vers les brûlures d'un enfer tout proche. Ainsi, cette parabole qui définit la nature criminelle : « Une femme reçoit de son amant un bouquet de roses et y trouve une chenille. Celle qui jette dans le feu les fleurs et l'insecte n'est pas criminelle. Non plus celle qui respire les roses après avoir jeté la chenille. Et puis il y a la femme qui, émue par la beauté du bouquet, le garde, et jette son amant dans le feu... »

On se perdrait à vouloir suivre les convulsions rocamboliques de l'intrigue, on n'y pense même pas. On se laisse secouer par les saccades d'images, par leur clinquant morbide. Les dialogues de Mishima -

« Mishima m'a dit que j'étais cette femme. J'ai ri et répondu que c'était plutôt lui », confie Akiro Miwa. Akihiro Miwa est, à l'origine, un homme. C'est pour lui que Mishima a adapté le roman de

#### Elle aime Piaf

Et pourtant, la voilà au bar de l'hôtel Nikko, sagement assise - un béret noir sur ses cheveux courts, des petites perles brodées au pull blanc à encolure lâche sur le torse plat. Deux rangs de perles en collier, deux autres en bracelet. Très chic. Elle est née à Nagasaki en 1935. Elle a donc quarante-neuf ans, ce n'est pas possible. Aucun miracle ne pourrait redonner à la peau un tel velouté de jeunesse. Mais pourquoi se vieillirait-elle ?

Bell, Annie Ducaux, Maria Casarès, Arletty...

Elle était un garçon et s'appelait Shungo Maruyama. Il était encore bébé quand sa mère est morte. Son père s'est remarié. Il y a eu des demi-frères et sœurs. Ils étaient huit, avec un frère tuberculeux et un père malhabile à nourrir son monde. Shungo est devenu Akihiro, a débuté dans la chanson en 1957 : « Parce que je me suis occupée de ma famille. Dieu a permis que je devienne star ». Le succès dure trois ans. « Mais je gérais, dit-elle, parce que j'étais auteur-compositeur-interprète au Japon ça ne se faisait pas ». Ce qui ne se faisait pas non plus, c'était de revendiquer publiquement, dans ce temps de militarisme puritain, la liberté de s'habiller, de vivre à son goût. D'être homosexuel. Pour cette raison, parce qu'il était homosexuel et que sa famille avait peur, un de ses amis s'est suicidé : « J'ai trouvé son corps. Je ne comprenais pas. Il n'était ni voleur ni criminel. Il aimait les hommes, pourquoi le punir. Pourquoi cet ostracisme. Le catholicisme interdit ce genre de rapports, pas le bouddhisme. Ça m'a donné le courage de me battre. A l'époque, il en fallait. Aujourd'hui il n'y a plus de bataille... »

Au Japon, Akihiro Miwa - avant 1972, il s'appelait Maruyama - est une star très populaire de la chanson. Chansons engagées, dans la défense des exploités, et d'amour : Piaf. Elle aime Piaf « parce qu'elle donnait l'amour sans compter, sans savoir s'il lui serait rendu. Le personnage du Lézard noir, c'est tout autre chose. Sa chanson dit : « Personne ne peut pénétrer / Mon cœur de diamant / Ni génie ni murmure du diable / Ni l'amour des hommes / N'atteignent mon cœur glacé... »

Akihiro Miwa naît, comme Piaf, dans un quartier populaire en plein milieu des bastingués et des cinémas, se gave de films français, rêve de Françoise Rosay, Marie

#### Elle est sereine

Akihiro Miwa se bat et tient. Elle tourne - parfois des rôles d'homme. Chante, dans un cabaret le Gin Paris. Travaille dans la troupe de Terayama (que l'on a vue en France, au Festival de Nancy, aux Halles, et en 1982 à Chaillot, quel-ques mois avant sa mort, avec *Conseils aux domestiques*, d'après Swift). Quand Akihiro M'wa jouait chez lui la *Marie Vison*, à Tokyo - en 1967 - dans une salle en sous-sol du même bâtiment, Mishima donnait un spectacle qui ne marchait pas : « Il n'a jamais été reconnu au théâtre. Je voulais le rendre populaire, c'est pourquoi j'ai repris le Lézard noir. Il n'aurait pas dû le faire jouer par une actrice, ce n'est pas un personnage pour une femme ».

naissance d'une nouvelle culture... Je suis un peu voyante... »

Et pour le présent ? « Je suis libre. De dix-neuf ans à trente et un ans, j'ai travaillé pour ma famille. Mon père est mort, mes frères et sœurs sont mariés. Je suis libre et je ne donne mon amour à personne. Je ne sais pas pourquoi, c'est ainsi. Ce n'est pas un choix. Je vis seule. La solitude est quelque chose de fort. Elle existe, elle est là entre parents et enfants, dans les familles, dans les couples. Il n'y a jamais d'accord. Soi-même on ne se comprend pas. Comment penser que l'on peut comprendre quelqu'un d'autre. Si on interiorise la solitude, on la vit sans tristesse, sans panique... Non je n'ai pas suivi de psychanalyse, ce n'est pas tellement courant au Japon... Le problème est d'atteindre une harmonie psychologique pour devenir bouddha. Je l'ai atteinte, et je donne des leçons. J'offre mon amour à un grand nombre de gens à travers mes conseils, j'ai écrit un livre, mon expérience est vaste. »

Akihiro a joué la *Dame aux camélias*, *Mata Hari*, *Piaf*, *L'Agile à deux têtes*, qu'elle reprend en juin, après quinze ans, dit-elle, en souvenir. Si l'angoisse de vieillir la tient, elle la domine. Elle entretient avec le temps des rapports sereins. Elle a écrit une autobiographie, un best-seller. Elle dirige un cabaret : le Paris. Elle est fascinée par notre capitale, où elle a vécu pendant cinq mois il y a dix-huit ans. Simplement pour y vivre, pour voir « une ville qui existe par sa seule beauté, c'est rare. Et les artistes qui ne peuvent pas travailler chez eux y viennent ».

« Je m'occupe d'adolescents orphelins, délinquants. Ceux qui ont du talent, je veux leur permettre de l'exercer. J'aurais tellement eu besoin qu'on m'aide. Les autres, je les emploie, comme serveurs dans mon cabaret. C'est pourquoi j'ai toujours des dettes. Mais ces jeunes gens, qui, habituellement, sont instables, ne travaillent pas, ou changent sans cesse de travail, chez moi, restent. C'est bien. »

Aujourd'hui, les Japonais de Paris ne sont pas seulement des artistes, mais la ville est « redevenue ce qu'elle était, malgré la situation de crise. Je crois, dit-elle, que les sensations d'inquiétude et de douleur que nous ressentons annoncent la

COLETTE GODARD.  
\* Le Lézard noir. Voir films nouveaux.

### « RUSTY JAMES », DE FRANCIS COPPOLA

## Sensation maximum

**T**OURNÉ immédiatement après *Outiders*, dans le même décor, Tulsa, Oklahoma, avec en partie les mêmes acteurs, sinon la même équipe technique, *Rusty James* (traduction malheureuse de l'anglais *Rumble Fish*, du nom d'un de ces poissons exotiques minuscules prêts à se bagarrer à mort contre tout autre poisson rival, voire contre leur propre reflet) est une œuvre étrange, inquiétante, un tournant, peut-être, dans la carrière du réalisateur du *Pairain* et de *Coup de cœur*. La presse américaine, du moins celle de New-York, qui fait la pluie et le beau temps aux États-Unis en matière de cinéma « d'art et d'essai » - et *Rumble Fish* appartient à cette catégorie - la presse new-yorkaise a littérairement massacré le film et dénoncé une fois de plus la mégalomanie du cinéaste. La sortie du film en France, et en Europe en général, peut aider à restaurer son image et, en même temps, lui permettre de récupérer une mise de fonds assez modeste en fin de compte, 5 à 6 millions de dollars.

Los Angeles et la Californie. Rusty James, soucieux de valoriser sa propre image de chef de bande, abandonne sa petite amie au profit des copains. Il s'impose brillamment au cours de violentes bagarres lorsque, comme halluciné, il reconnaît brusquement son frère (Mickey Rourke, admirable). Loin-tain, étrange, celui-ci va devenir le protecteur et l'ombre portée de Rusty James. Une rencontre avec leur père Dennis Hopper, ancien partenaire de James Dean dans *Le Fureur de vivre*, motard hippy d'Essy Rider, symbole d'une génération contestataire aujourd'hui dépassée, crée un profond malaise : entre cet aboulique et le frère admiré, mais perdu dans sa rêverie,

Rusty James ne peut hésiter à une seconde.

Le film court à son dénouement tragique, la mort d'un héros qui n'a plus sa place nulle part. Un horrible fic à lunettes, ange noir du destin, se chargea de liquider le *motorcycle boy* qui prétend, la nuit, redonner leur liberté aux animaux d'un magasin pour amis des bêtes, et d'abord aux poissons suicidés. Dantonien - un dantonisme très sélectif qui limite la vision au seul noir et blanc du bon vieux cinéma, - le frère aîné succombe sous les balles du représentant de l'ordre aussi décati à sa façon que le père. Rusty James part vers la mer sur le moto de son frère, en quête d'une improbable aventure.

#### Le septième art condamné

Les admirateurs du film - et il en existe, - inconditionnels, parlent après Coppola lui-même d'une sorte de drame existentialiste, un « *Carnus pour gosses* », lointain cousin de *l'Étranger*. Le sujet est emprunté au roman d'une jeune femme de Tulsa, Susie Hinton, auteur du best-seller d'où fut tiré *Outiders*. Un jeune lycéen, Rusty James (Matt Dillon), amoureux de Patty (Diane Lane), « un peu comme la communauté des jeunes du pays, dans le souvenir d'un héros mythique, son frère aîné, the motorcycle boy (le garçon à la motorcycle) », part à l'aventure vers

On sait avec quelle frénésie Francis Coppola, depuis *Coup de cœur*, et déjà dans *Apocalypse Now*, s'est servi des nouveaux médias électroniques, appelés à transformer selon lui notre perception des images et des sons. Pour Coppola, filmer aujourd'hui, c'est d'abord accentuer les réactions physiques du spectateur, participation accrue aux sollicitations d'une vie moderne qui, pour le meilleur (une simple histoire d'amour comme *Coup de cœur*) ou le plus dangereux, le plus violent (*Rusty James*), impose un quotient maximum de sensations. Une partition sonore exceptionnellement travaillée, à base de percussions, donne des allures d'opéra à ce qui pourrait n'être qu'une vulgaire histoire de gangs.

Tout dans la mise en scène vise à retrouver les vertus d'une sorte d'expressionnisme qui déforme les perspectives comme les sentiments. La caméra filme souvent les objets et les visages en travers, un objectif à courte focale accentue l'effet fish eye (littéralement « œil de poisson »), le premier plan n'a pas la netteté de l'image plate, tout semble se passer dans les marges, dans la marge.

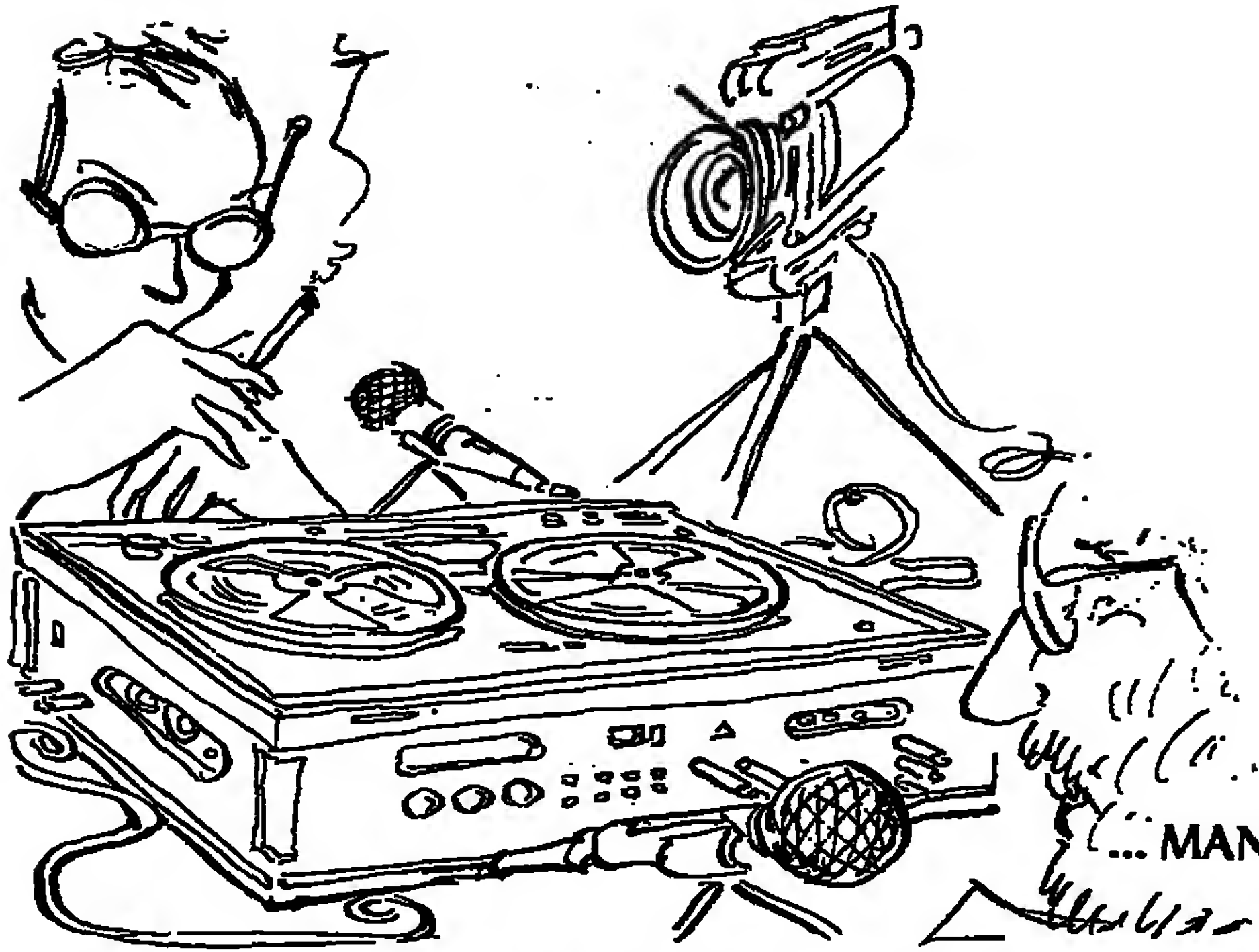
*Rusty James* possède les mêmes qualités et les mêmes défauts que *Coup de cœur* : tout y est grossi à l'extrême, on pense à la comédie musicale, avec cette orchestration des bagarres, au début, conçue par des danseurs, où l'on ne fait que frôler effectivement les corps, mimer les coups, et où pourtant violence et coups font mal

à cause du son, du choc ressenti dans nos tympans.

Assistons-nous à l'agonie du cinéma tel que nous l'avons connu ? Au contraire, ou plutôt, en toute logique, découvrons-nous une autre forme d'art qui ne pastiche la réalité que pour la rendre plus fantastique ? Ces nuages à l'accélération, comme repris de *Koyanizakasi*, que Coppola aide à terminer, donnent peut-être la véritable dimension, purement onirique, d'un film irritant, mais fascinant. Peut-on soutenir le rapprochement avec *Carnus*, cette « étrange » au monde devenue peut-être aussi, dans une large mesure, celle de l'Amérique et de l'American way of life que tout le monde veut pourtant imiter à qui mieux mieux ?

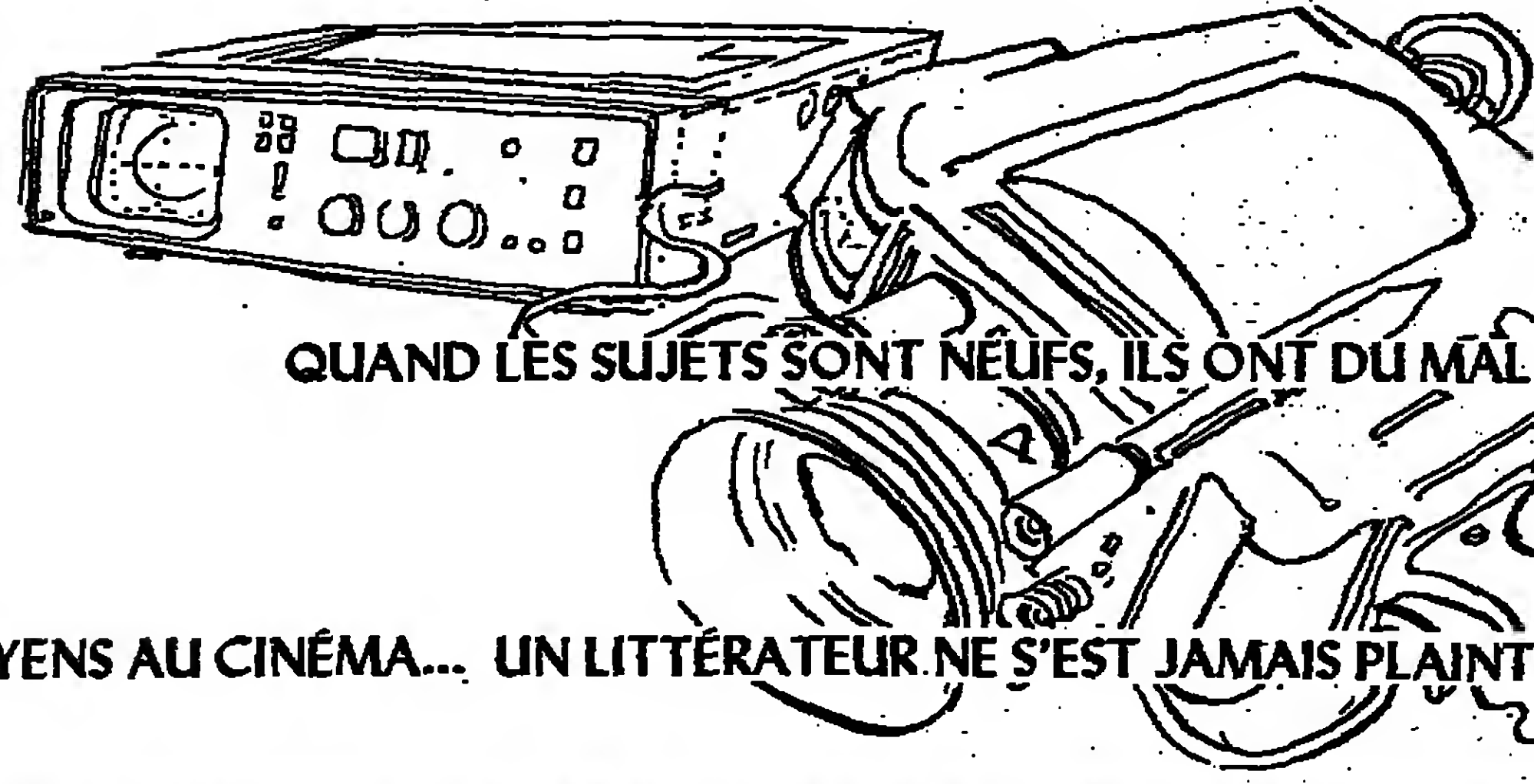
La vraie question : est-il encore possible de retrouver la simplicité, la linéarité de ces histoires d'autant tissées si fin, si subtil, que tout y transparaissait de notre angloïse d'être, sans jamais recourir à l'effet drogue, aux images et aux sons, si brutalement assésés ? Francis Coppola, visionnaire de l'an 2000, condamne, avant même l'arrivée du prochain millénaire, un cinéma, un « septième art » aujourd'hui inadéquat pour aller au plus intime de nos émotions. Foyoueur ou pré-curseur, l'homme de *Coup de cœur* ? Jean-Luc Godard et Maurice Pialat, s'ils constatent le malaise, défendent, derrière leur franchise crue, bien plus crue, d'autres valeurs. Un coup de poker audiovisuel, un esthétisme forcené, n'aboliront jamais l'art de John Ford et de King Vidor, aussi rétro puissent-ils paraître aux amateurs de gadgets raffinés. La simplicité convient au grand art.

LOUIS MARCORELLES.  
\* Voir films nouveaux.



CONVERSATION ENTRE JEAN-LUC GODARD

Trois personnes



QUAND LES SUJETS SONT NEUFS, ILS ONT DU MAL

... MANQUE DE MOYENS AU CINÉMA... UN LITTÉRATEUR NE S'EST JAMAIS PLAINT

FACE A FACE, Jean-Luc Godard, Maurice Pialat. D'un côté, le mariage des mots, le poids rigoureux des concepts les plus nouveaux. Godard même la partie, il est chez lui, à Rolle. De l'autre, l'expression lente et rétroactive, la sincérité concrète d'un formidable personnage. Pialat accepte les règles d'un jeu où il risque davantage que l'adversaire.

L'adversaire ? Ils auraient pu, en effet, transformer la conversation en pugilat. Ils n'ont pas eu le même parcours, ils ne font pas le même cinéma. L'œuvre de l'un n'est pas l'œuvre préfabriquée de l'autre et vice versa. Mais près de trois heures durant, devant un magnétophone, ils mettent à nu leurs divergences sans plus de procès.

L'idée de cette rencontre est partie de Madrid. Avant d'atterrir en Suisse, elle a transité par Paris. Ce devait être un film vidéo produit par Musto en Espagne, puis l'idée a été récupérée, et il semble que d'autres l'aient eue au même temps. En tout état de cause, on n'aurait pas vu ici ce qui va suivre sans ceux qui, à Madrid, ont choisi de montrer des films plutôt que d'en parler. Ils n'étaient pas là quand la conversation a eu lieu, il n'y avait pas de journaliste non plus.

Avant que le médiateur de cette confrontation ouvre le débat en rappelant que des critiques ont vu des analogies entre *Prénom Carmen* et *A nos amours*, indiquons simplement ceci : Jean-Luc Godard et Maurice Pialat sont deux auteurs dont les films et la personnalité jouent un grand rôle aujourd'hui, et nous voulons savoir ce qu'ils avaient à se dire, à nous dire. Auteurs, auteurs... Godard n'est pas d'accord. Mais, d'abord, y a-t-il analogie ? - C. D.

JEAN-LUC GODARD. - Toi, je ne sais pas, moi je ne trouve pas, pas tellement. Ce sont les critiques qui ne savent plus très bien où ils en sont. On a dit, tiens, ça prouve - ce que je trouvais complètement faux, pour moi en tout cas, et pour toi aussi - ça prouve que des films d'auteur, ça peut marcher aussi. Mais qu'est-ce que c'est ? Je pense que ce qui s'est appelé « film d'auteur » a été une véritable catastrophe, peut-être - mais a été une véritable catastrophe, et que s'appellent auteurs aujourd'hui dans le cinéma des gens qui n'oseraient pas s'appeler auteurs en littérature.

MAURICE PIALAT. - Pour en revenir à ce qui a été dit au début, moi je ne vois pas comment on peut faire de pareilles comparaisons. A tort ou à raison, ce que je reconnais avoir toujours eu comme ambition, ce que je referai et essaierai de refaire demain, si j'en ai les moyens et si j'en suis capable, ça se rapprocherait de l'auteur, mais de l'auteur comme on l'entend au théâtre. En fait ce que je regrette dans tous mes films, c'est parfois jusqu'à l'absence de scénario, et même quand le scénario est là, qu'il soit trop diffus.

Le grand plateau de la Metro

MAURICE PIALAT. - Oui, mais alors, pourquoi ? C'est une question que je voulais te poser.

JEAN-LUC GODARD. - ...Ce dont je voulais te parler, c'est par rapport au sujet. Quand on disait « auteur », on avait le sentiment que des gens comme ce qu'était devenu Duvivier, ou même un peu Carné... je veux dire : le sujet n'était plus là. Et qu'à des moments, on le trouvait plus chez Guity, chez Pagnol, ou chez Cocteau, chez Renoir, par exemple, qui était accusé de bâcler, et nous on disait, non, il bâcle au nom d'un intérêt supérieur, et en fait c'est beaucoup mieux, beaucoup plus rigoureux qu'un film comme *la Symphonie pastorale*.

C'était ça, cette notion d'auteur, si tu veux. Aujourd'hui, la difficulté, c'est par rapport au sujet, et ce que je reprocherais à *A nos amours* - parce qu'il faut se critiquer, j'espère que tu seras aussi mé-

mal construit, pas assez travaillé. Et finalement, si je continuais à faire des films dans un certain domaine, puisqu'on est condamné au cinéma intimiste par manque de moyens, à cause des budgets qu'on a, moi j'en serais pratiquement à écrire - alors que je ne me suis pas écrit, j'ai beaucoup de difficulté à écrire - j'en serais à écrire un film comme on écrit une pièce de théâtre. Je ne pense pas que c'est ce que tu cherches à faire, tu l'as montré jusqu'à présent.

JEAN-LUC GODARD. - Ah ! justement, j'aimerais bien, moi qui ai commencé à faire des films en écrivant des dialogues, même avant *les Cohlers du cinéma*, j'avais une rubrique à *Arts*, je me souviens même d'une phrase que je reprochais au cinéma français de l'époque : quand quelqu'un sortait d'une pièce, il disait toujours « je m'en vais », alors moi je disais quand on sort d'une pièce, en principe on dit « je reviens ». C'était dans la réalité. J'aimais bien le dialogue. Et aujourd'hui, j'aimerais bien être comme un auteur de théâtre, c'est dire, avoir pas de techniciens, pas d'acteurs, avoir le sujet si tu veux. Et je vois, je n'arrive pas...

chant, je trouve que tu es devenu bien gentil depuis deux ou trois ans, je ne sais pas si c'est par politesse...

MAURICE PIALAT. - Non non.

JEAN-LUC GODARD. - ...On par intérêt, ou par fatigue, ou par plaisir...

MAURICE PIALAT. - Ni intérêt ni plaisir.

JEAN-LUC GODARD. - En même temps, moi ça me perturbe, un film comme *A nos amours* est beaucoup plus bâclé qu'un film comme *Passé ton bac d'abord*, et à cause de ce bâclage, si je devais le défendre dans une critique, je défendrais Pialat, mais j'attaquerais le film.

Je trouve que ce qui manquait dans *A nos amours*, et qui est quelque chose qui m'a manqué dans *Prénom Carmen* - on ne le voit peut-être pas bien parce qu'il y a un sujet qui est là, en titre, que tout le monde connaît - c'est : quel était le sujet ? On le voyait mieux dans *Passé ton bac d'abord*. Et il me semble que, dans les vrais films, des fois un peu difficiles, quand les sujets sont neufs, comme on dit, eh bien, ils ont du mal, forcément, à passer. *Le Règle du jeu*, qui était un sujet plus neuf que *la Grande Illusion*, a eu plus de mal à passer.

Par rapport au sujet, là, je trouve que nos deux films se ressemblent, parce qu'ils sont faits à la même époque, et en même temps ils ne se ressemblent pas du tout, par l'approche ou la crainte du futur qu'ils peuvent avoir, par l'idée qu'on se fait du cinéma. Mais j'aimerais bien ne faire que des dialogues de théâtre, mais je serais incapable de faire le premier dialogue, alors que, quand je pense à un film, ensuite ça change, mais je n'ai aucune peine à écrire une phrase qui en amène une autre. Toi, tu as envie de faire du théâtre. Est-ce que ça ne vient pas plutôt des acteurs ?

MAURICE PIALAT. - Du théâtre filmé, je le répète, pour des questions de moyens. Si on avait de gros moyens on se ferait pas de théâtre, parce que ce que l'on a envie de prendre, ça ne rentrerait pas sur une scène.

Pialat cite deux critiques qui n'ont pas aimé *A nos amours*. Pour un peu, il dirait qu'ils ont raison, mais surtout, il prononce l'adjectif « injuste », sur lequel

Godard va le reprendre. Qu'est-ce qui est injuste pour Pialat ? Pas la critique en soi, mais, semble-t-il, le fait qu'elle ne tiennne pas compte des difficultés. Ce que Pialat supporte mal, ce sont les budgets énormes, comme celui de Fort Saganne, qu'on domine, dit-il, à des cinéastes qui ont remporté de grands succès. Lui n'a pas eu de succès suffisants pour obtenir ensuite des budgets pareils. Godard lui donne un contre-exemple, puis précise que lui-même a eu un succès. A bout de souffle, et un demi-succès. Sauve qui peut (la vie). Pialat évoque alors la carrière de Renoir.

JEAN-LUC GODARD. - Ça dépend ce qu'on appelle échec. *la Grande Illusion*, c'est un succès commercial, mais en même temps on peut dire que c'est un échec fondamental, puisque, deux ans après, il y avait 1940. Or c'était un film qui plaçait contre 1940, comme le *Détaché*. On dit grande audience publique, et voilà deux films ultra-connus, de gens célèbres, au moment où ils ont adressé un message de paix, ça a été l'échec. Donc, où est le succès ?

Mais tu as parlé d'injustice, et c'est un sentiment que je n'ai jamais eu. Je t'ai toujours entendu dire « c'est injuste », et que tu aimerais faire quelque chose...

MAURICE PIALAT. - J'aimerais bien une fois avoir un budget qui corresponde au film que je veux faire.

JEAN-LUC GODARD. - Mais c'est sincère, ça ?

MAURICE PIALAT. - Ah bien oui !

JEAN-LUC GODARD. - Parce que moi je me suis aperçu que quand je me disais ça, en fait, ce n'était pas sincère. Je me suis dit :

J'aimerais bien une fois tourner sur l'équivalent du grand plateau de la Metro, on avait de temps en temps un grand film à faire, pour avoir le sentiment dont parlait Fellini quand il a tourné son premier film comme scénariste, avec Rossellini, *l'Amore*.

Rossellini lui a donné le rôle, et puis il y a un petit article de Fellini dans la revue du cinéma de l'époque, qui disait : « Ah ! Mais c'est merveilleux, parce qu'avant on me traitait comme un chien. Et dès que je suis passé acteur, je n'ai plus eu rien à faire. Je m'occupais, je disais « sandwich », pop, on m'apportait un sandwich ». Alors, si tu veux, des fois je me dis, oui, c'est injuste. On pourrait un peu mieux vous considérer, puisqu'on fournit tout. Mais je vois que ce n'est pas vraiment vrai. Est-ce que si tu avais 12 milliards pour faire *Passé ton bac*...

MAURICE PIALAT. - Mais je ne ferais pas *Passé ton bac*, à ce moment-là.

JEAN-LUC GODARD. - Oui, mais trouves-tu injuste de faire *Passé ton bac* ? Finalement c'est ta destinée, quand même.

MAURICE PIALAT. - Ah non ! *Passé ton bac* on m'a forcé à le faire, parce qu'il y avait un problème d'argent avec le CNC, que j'aurais pu traiter par-dessus la jambe, mais à ce moment-là on m'a fait comprendre que j'avais déjà des difficultés à tourner, et que ça serait après encore plus difficile. Il fallait qu'avec les quatre sous qui restent je tourne un film, si bien que j'avais imaginé, au lieu de *Passé ton bac*, de faire quelque chose genre *le Cavalier*, c'est-à-dire un soir, deux personnages, une table, et la caméra. J'aurais pu.

JEAN-LUC GODARD. - Pour nous c'est bécot, tandis que pour Duras, ce n'est pas bécot.

MAURICE PIALAT. - Mais c'est grave qu'on en arrive là.

L'assiette du voisin

JEAN-LUC GODARD. - Sur *Passé ton bac*, ce n'est pas un jeu de mots de dire que tu étais dominé, mais moi je trouve que c'est un de tes films les plus dominés, aussi.

MAURICE PIALAT. - J'accepte - et je suis le mieux placé pour savoir que c'est vrai - que de *A nos amours*, on dise qu'il soit bâclé. Mais *Passé ton bac* est beaucoup plus bâclé que *A nos amours*. Alors là, par force, j'ai tourné *A nos amours* avec encore moins d'enthousiasme, et ça se sent sûrement, mais *Passé ton bac*, c'est vraiment un mauvais souvenir.

JEAN-LUC GODARD. - Tu penses que tu as plus de difficultés que d'autres ?

MAURICE PIALAT. - Oui. Par contre, je reconnais depuis peu que ces difficultés, j'en suis sûrement largement responsable. Je sais qu'au moment de *l'Enfance nue*, puisqu'il était coproducteur, c'est une chose qui avait irrité Truffaut, parce que c'était toujours la faute des autres, j'étais toujours en train de me plaindre. J'avais des raisons, mais enfin il y avait aussi ma façon de me conduire, qui faisait que les choses arrivaient comme ça ?

JEAN-LUC GODARD. - Mais à des moments, tu te dis « Tiens, si je pouvais avoir le budget de Fort Saganne ? »

MAURICE PIALAT. - Peut-être pas là, en ce moment. Mais je l'ai souhaité, oui, j'ai mis du temps à comprendre, et je continue à croire qu'il faut des moyens pour tourner. Je pense que l'importance, la qualité des moyens qu'on a, influent sur la valeur des œuvres. Pas un peu. Fortement.

JEAN-LUC GODARD. - Si tu avais 30 ou 40 millions, est-ce que tu

que ainsi ce qu'il appelle la mauvaise qualité de Loulou. Godard introduit un personnage qu'il ne va pas quitter au long de ces entretiens (le producteur), et développe toute son argumentation autour d'un même thème : le sujet.

JEAN-LUC GODARD. - Maintenant, les films se passent plus en plein air, plus en décors naturels. Quand c'était en studio, les acteurs avaient la brochette pour attendre. Donc ils pouvaient se bavarder et puis en bavardant ils étaient toujours dans le cinéma. Maintenant il n'y a plus ça, et ils sont confrontés à eux-mêmes. Alors que les sportifs ne s'ennuient pas, quand ils ne tournent pas.

Moi j'ai toujours senti ça très fort. Il y a un abandon dès le départ, qu'il ne devrait pas y avoir autrefois, et tu te retrouves seul. Surtout si tu n'as pas les mots habituels, les ustensiles habituels ou la manière habituelle, pour faire croire qu'il y a quelque chose qui existe, qui est



beau, qui vaut la peine d'investir. Moi, mon senti vrai rapport, c'était avec je trouve, les vrais créateurs : producteur-réalisateur, c'est les deux ensemble. Mais tu dois chercher autre chose. Moi je trouve injuste le fait que tu dises « c'est injuste ».

MAURICE PIALAT. - D'une certaine façon, depuis que je tourne, je n'ai jamais eu de producteurs, sauf sur certaines parties de *la Maison des bois*, et je suis sûr que ça se sent dans le film. Il y avait des gens derrière moi qui me soutenaient.

JEAN-LUC GODARD. - Moi, heureusement, j'en ai connu un ou deux qui m'ont aidé à ce qu'une partie de moi-même devienne aussi producteur, et que je ne sois pas complètement seul sur le film.

Ce qui manque partout, c'est la relation au sujet. J'ai essayé de la faire partager à d'autres, très simplement. Et j'ai vu que c'est une utopie de demander à un acteur : « Qu'est-ce qui t'intéresse dans ce sujet, toi, et s'il ne t'intéresse pas, tu ne peux pas le faire ». Avec les amateurs, il y a quelque chose qui est « amateur » au bon sens du terme : ils aiment. Tu peux trouver des rapports.

Avec les professionnels, il faut faire un bon choix, mais une fois que tu l'as fait, il y a une négociation possible, aujourd'hui. Tu es mieux servi par les professionnels que par les amateurs qui sont des professionnels déguisés, qui n'ont pas l'assurance des vrais professionnels. Et quelquefois comme Isabelle Huppert, au moins, si elle a huit semaines, elle restera ses huit semaines.

Mais cette histoire de manque de moyens, c'est faux. Prenons la no-

Théâtre des Amandiers/Nanterre 2 février - 18 mars 1984 Bulle OGIER et Michel PICCOLI dans terre étrangère d'Arthur Schnitzler LOCATION : 721.18.81 Mise en scène Luc Bondy

THEATRE EUROPE 28 FEVRIER 6 MARS 20H30 DIE HERMANNSSCHLACHT KLEIST EN LANGUE ALLEMANDE SCHAUPIELHAUS BOCHUM Mise en scène de Claus Peymann Odéon Théâtre National - 325.70.32

Je n'ai pas aimé

50 من الأمل

ET MAURICE PIALAT

dans une pièce

A PASSER... L'AUTEUR EST UN ENSEMBLE...

DU FAIT QU'IL Y AIT TROP PEU DE LETTRES DANS L'ALPHABET

tion « trois personnes dans une pièce ». Aujourd'hui, trois personnes dans une pièce, si tu as 1 million de francs, tu as de quoi bien les payer et faire un beau film, si tu as des belles idées.

« On a toujours dit « manque de moyens » au cinéma. Un littérateur ne s'est jamais plaint du fait qu'il y ait trop peu de lettres dans l'alphabet.

MAURICE PIALAT. - Je reconnais, et ça ne m'a pas quitté, la preuve, j'ai toujours été regarder dans l'assiette du voisin s'il en avait plus que moi.

JEAN-LUC GODARD. - Plus, mais pourquoi faire ?

MAURICE PIALAT. - Représentez-vous, quel est un budget moyen, 7 millions. Le producteur qui n'aurait permis de tourner avec plus d'argent se serait vu le droit de dire : mais ce scénario est trop vague, pas assez travaillé. Je suis le premier à admettre ça.

JEAN-LUC GODARD. - Tous, c'est ça qui nous manque : Rivette,

quels que soient leurs défauts, ou à cause de leurs défauts, il y a un certain nombre de films qui ne se seraient pas faits. Il faut avoir envie de tourner la Strada, et puis il faut avoir envie de trouver de l'argent pour tourner la Strada. C'est exactement le père, ou la mère, qui a envie d'apporter tel meuble dans la chambre pour faire tel enfant, pas tel autre. Donc il y a là une relation tout à fait normale. Fellini me disait : « Ça ne s'est pas fait avec Ponti. - Oui, mais ça s'est fait contre lui, tu es buté contre lui et c'était très bien ». Quand Antonioni est reparti dans sa carrière américaine, tout sent il n'aurait pas pu concevoir jusqu'à la fin Blow up sans un producteur de type Ponti.

« Toi, il me semble que c'est ce qui te manque, et qu'on est arrivé dans une non-relation avec le sujet. Moi aussi, d'une façon ou d'une autre, il faudrait que quelqu'un examine pour moi, mais que moi, en tant que critique, j'examine pour toi. Même le fait de jouer le rôle du père, inconsciemment, psychologiquement, dans A nos amours doit aussi venir de là - et le fait que j'ai joué un peu dans mon film. Pour apporter une autre part, quelque chose qui nous manquait. Pour avoir une surcharge de responsabilité à un endroit où tu pensais qu'il n'y en avait pas assez à un autre.

Godard, de nouveau, s'en prend à la notion d'auteur. Pialat précise qu'il se sent auteur de Nons ne vieillirons pas ensemble, car, à deux ou trois répliques près, il a écrit le film en entier, et il l'a mis en scène. Godard, lui,

pense qu'on peut être original, personnel, mais qu'il ne peut y avoir d'auteur au cinéma. Il appelle ça réalisateur ou producteur. Et drôlement il décrit les jeunes de vingt-sept ou vingt-huit ans (« Ce qu'on appelle jeune dans le cinéma, c'est l'âge adulte dans la vie normale »), qui se déclarent cinéastes, et leur grand-mère les croit, parce qu'ils ont écrit un projet et qu'ils ont envie de faire un long métrage. Ils ne tiennent pas au sujet.

JEAN-LUC GODARD. - On en revient à mon idée, et ça tu ne le crois pas du tout. Un film de trois personnes dans une pièce, ça peut coûter 1 milliard, ça peut coûter 20 milliards s'il y a Redford. Mais s'il n'y a que des inconnus, et que c'est fait en cinq, six semaines... Tout dépend des films. Quelqu'un qui a, a priori, l'idée de « trois personnes dans une pièce », dans huit pièces différentes et quelques décors de rue, celui-là, déjà, dit « je manque de moyens ». Mais il manque de moyens dès le départ en demandant beaucoup.

« Et aujourd'hui, je ne comprends pas, vu la vidéo, les techniques légères, il pourrait au moins, s'il tient au sujet, donner un avant-goût de ça, avoir le goût des types comme Rohmer, qui a fait beaucoup de 16 mm, mais tout sent, et muet. Rohmer tournerait des films muets parce qu'il avait envie de les tourner. Il écrirait s'il avait besoin d'écriture.

« Toi, par exemple, si tu n'aurais pas d'argent pour tourner, est-ce que tu tournerais quand même ?

quand même du montage. Ça filmé, si on le budgetait aujourd'hui, réalisé techniquement dans les mêmes conditions, on serait surpris, à mon avis ça ne coûterait pas plus de 6-7 millions. Je ne parle pas des cachets. Je ne sais pas combien Raimu...

JEAN-LUC GODARD. - Proportionnellement, il toucherait moins.

MAURICE PIALAT. - On serait encore plus surpris si on tournait - surtout quand je sais de quelle façon ça s'est fait - la Partie de campagne, c'est un film qui ne coûterait pas un rond. Si on ne fait pas des Parties de campagne aujourd'hui, ce

n'est quand même pas pour des questions de budget.

JEAN-LUC GODARD. - Il y avait un vrai producteur, qui était Pierre Braunberger. La Partie de campagne, c'est lui qui l'a produite, autant que Renoir.

« Aujourd'hui, ce qui est trop cher dans les films, sous l'influence rétroactive de la télévision, si tu veux, c'est la part des charges sociales liées à la part des services - parce qu'on peut appeler l'équipe des gens de service, ils sont beaucoup moins des techniciens, - ça s'est augmenté considérablement et la part propre au film, c'est-à-dire ce qu'il y a sur l'image, a dû diminuer de beaucoup.

mais aujourd'hui on ne peut plus faire ça.

JEAN-LUC GODARD. - Et ce n'est pas bien non plus, parce que le film où tu fais Fabrice aujourd'hui, tu prends Depardieu, et quatre-vingts techniciens pour faire un gros plan, et ça te coûte deux milliards et demi. Ni l'un ni l'autre n'est bon.

MAURICE PIALAT. - De temps en temps, on verra peut-être passer un canon... Je parlais mal comme toujours tout à l'heure, c'est ça que je voulais dire. Il y a une part appréciable de cinéma qui exige qu'il y ait la foule. Parce que la foule, elle est tout le temps là.

« Si dans un film intimiste, des gens sont au pieu - ces scènes qui surabondent dans nos films, de plus en plus et ça n'a pas l'air de changer, - ils vont se lever, aller au lavabo, ou à la cuisine. Ça va. Mais s'ils sortent dans la rue, ou sauf si c'est un village abandonné, il va y avoir, si la scène se poursuit, des dizaines, des centaines de gens, pendant tout le film. Ça n'existe pas, en fait, un film intimiste, il y a toujours du monde. Sans parler des sujets, disons, lyriques.

« Moi, je ne m'intéresse pas tellement aux événements sociaux, mais je pourrais très bien inclure dans un scénario des affrontements comme il y a eu à Nanterre, par exemple. A un moment, j'aurais pensé : tiens, on va y aller, on va mettre nos acteurs dans le tas. On a fait des choses comme ça. On se rend compte que c'est insuffisant, on voit juste des bouts de tête, il faut reconstruire.

« Peut-être qu'on aurait la chaîne, parce que les usines automobiles marchent tellement mal qu'il suffit d'attendre qu'une chaîne soit bloquée. Mais ça fait beaucoup d'histoires, tout ça, et quel coût. Et sans ça, on ne peut pas tourner. On raconte des choses fragmentaires, on il y a toujours le gas qui va discuter avec le délégué syndical au bistrot, deux types assis au zinc derrière. Or, ce n'est pas bien, s'il n'y a pas tout, c'est la même chose que la bataille de Waterloo.

Six mille chevaux

Ici, sacrifions un grand pan de l'entretien. Godard s'est félicité du rôle joué par le producteur Alain Sarde sur Prénom Carmen. Il explique aussi qu'un film est fait à 80 % par entre vingt et cinquante personnes qui ne réinvestissent pas dans le cinéma (culturellement, financièrement). Cela le ramène au sujet, et il reproche à Pialat, pour A nos amours, d'avoir été prêt à mettre en œuvre ses directions différentes (« ce qui montre combien tu étais dans une situation de président du conseil à l'époque de la guerre d'Indochine »). Pialat lui répond indirectement. Peut-être a-t-il interprété cette remarque comme un : « Tu n'as rien à dire », et il démontre à quel point il lui serait utile qu'on lui apporte des sujets, qu'on lui passe des commandes, à quel point aussi il lui est difficile de mettre en œuvre ses projets différents (« un film de sept heures qui s'appellerait Ruptures. Gentiment (Godard a raison, on aurait attendu plus d'agressivité), mais finalement, Pialat propose enfin à son interlocuteur de « faire un film, comme on dit, avec une histoire... ». Godard lui rétorque qu'on appelle histoire, actuellement, un certain nombre de péripéties dans la vie d'un individu.

l'époque où ils avaient toute l'armée... Tu ne peux plus faire un film sur l'armée aujourd'hui, tu aurais rien, trois troupes et deux tanks.

MAURICE PIALAT. - Si on voulait faire une charge de cavalerie, en France, je ne sais pas si avec la Garde républicaine on aurait quelques centaines de chevaux.

JEAN-LUC GODARD. - Tu ne peux pas faire Waterloo.

MAURICE PIALAT. - Si, c'est Bondarchouk qui peut le faire.

JEAN-LUC GODARD. - Oui, mais il n'en est pas capable.

MAURICE PIALAT. - C'était pas si mal, son Waterloo, parce que justement, il restait les moyens.

JEAN-LUC GODARD. - Il y a quand même ce plaisir-là, mais tu peux dire que tu aurais préféré que ce soit King Vidor.

MAURICE PIALAT. - Ah oui !... Mais je n'ai pas détesté. J'en reviens à mes moyens, parce que j'aimerais bien faire Waterloo.

JEAN-LUC GODARD. - Tu as un autre film qui est possible, c'est de faire un gros plan de Fabrice qui raconte Waterloo.

MAURICE PIALAT. - Oui,

Pialat génie, Godard génie

JEAN-LUC GODARD. - C'est trop pauvre de montrer Fabrice, trop riche - et on n'arrive pas - de montrer plus. L'état de l'industrie ne le permet pas. Alors, il ne faut pas se tromper de sujet, des moyens d'approche du sujet.

« Si des films comme Papy fait de la résistance, ou certains films américains, ont du succès, c'est parce qu'ils ont juste les moyens de reproduire le souvenir du film moyen. Du reste, Papy fait de la résistance, ce sont les vieux qui y vont, pour se souvenir. Tandis que les jeunes, ça leur suffit d'avoir, soit des coups de poing, pas des baffes comme dans les films, des coups et de la vulgarité, soit de l'espèce de danse, en un peu plus long que le film publicitaire.

MAURICE PIALAT. - C'est ça. JEAN-LUC GODARD. - Tu ne peux plus raconter Madame Bovary, tu n'as plus les moyens, comme Duvivier ou Minnelli l'auraient raconté, à l'époque. Cette époque-là est finie. Maintenant il faut prendre les données où elles sont, mais c'est vrai, le film que tu dis, on ne peut plus le faire.

MAURICE PIALAT. - Mais c'est ça, le sentiment d'injustice dont je parle.

JEAN-LUC GODARD. - Ah bien d'accord ! Le monde est injuste ! Tu ne peux plus faire une scène où deux personnes parlent au bistrot avec quarante figurants pendant quatre jours, alors que c'est vrai, à l'heure du déjeuner, dans n'importe quel petit snack à Paris, il y a quarante-cinq personnes, ça c'est sûr. Et que ça n'était plus fait dans un film, tu perds tout. Alors, il faut que ce soit des scénarios comme en écrivaient les Américains, et il n'y a qu'eux qui sient su le faire. Nous, ça

nous force, oui, à bien méditer, à se rendre compte de qu'est-ce qu'on veut, et qu'est-ce qu'on peut. Qu'est-ce qu'on peut céder, pourquoi vouloir on faire ça et ensuite pourquoi veut-on exister soi-même en faisant ça ?

Godard définit le rôle que pourrait jouer la télévision, les émissions que l'on pourrait réaliser avant d'être sûr que l'on fera, pour le cinéma, le sujet qu'on a choisi. Il revient sur la politique des auteurs. A son avis, la grande erreur a été de donner des exemples trop forts, de dire que Walsh, c'est mieux que Chateaubriand, ce qui amène aujourd'hui à penser que Boisset ou Arcady, c'est aussi bien que Pirandello ou Chandler. Mais il rend hommage au travail de Truffaut, et Pialat le rejoint quand il explique que ça l'aiderait d'avoir, aujourd'hui, des critiques de cette taille. Il pense que les journalistes, désormais - et il cite les Cahiers du cinéma - s'abritent derrière les auteurs : « Delannoy, on citait ce qu'il faisait, aujourd'hui on dit juste : Pialat, génie. Godard, génie », et Godard estime que ça lui fait du tort.

Pialat voit s'en aller l'argent sur des films qui n'ont aucun intérêt. Godard constate qu'un essai de faire des choses impossibles, aujourd'hui, avec les moyens existants. Les arguments de l'un, les arguments de l'autre, valables pour l'un, valables pour l'autre, contribuent à définir ce que l'on pourrait appeler la liberté, ou le manque de liberté, quand on fait ce métier : le cinéma.

Propos commentés par CLAIRE DEVARRIEUX.

La caméra dans le coffre

MAURICE PIALAT. - Après Nons ne vieillirons pas ensemble, où je croyais avoir gagné plus que ce que j'ai gagné en réalité, je me disais : je vais acheter une caméra, ce qui n'est d'ailleurs pas forcément utile, on peut aussi bien louer, enfin avoir un matériel, et si un jour vient un sujet, je n'ai rien à demander à personne, je tourne. Comme Reichenbach, à une époque, je ne sais pas s'il le fait encore, qui avait toujours une caméra dans son coffre. Bon, c'est Reichenbach, avec ses défauts, mais la méthode n'est pas mauvaise.

« Je sais que je ne l'ai pas fait. Il y a une part, probablement, de paresse, et puis aussi de contamination. L'idée que quand on est passé par un certain chemin, on ne peut plus revenir en arrière. Je ne sais pas pourquoi, après tout. Il y a cette contradiction : combien de fois j'ai répété : moi j'aimerais tourner tous les jours, toute l'année, et le lundi, aller au tournage comme on va au bureau ou à l'usine. Pourquoi je ne le fais pas ?

JEAN-LUC GODARD. - Nous on est peut-être fatigués de ça, c'est ce que tu trouves injuste, on voudrait un peu d'aïance.

MAURICE PIALAT. - Non mais à ce moment-là, je fais aussitôt des comparaisons, je suis envieux, je me dis : moi, je sais comme un con - ou plutôt serais - à faire ça, et puis pendant ce temps-là, comme j'ai appris ce matin, un type qui n'a jamais rien fourni à des dizaines de millions pour faire des films avec une actrice ringarde.

JEAN-LUC GODARD. - Ça, c'est injuste, alors, qu'est-ce ?

MAURICE PIALAT. - Il y a des exemples comme ça. Un jour j'étais allé voir Renoir, c'était après French Cancan, ou le Fleuve, à un moment où il ne tournait pas. Je le voyais vieux, mais il ne l'était pas beaucoup plus que je ne le suis maintenant, enfin, c'était Renoir, un monument pour moi. C'était très naïf : je vivais vers lui, et je lui demandais pourquoi il ne fait pas de

16 mm... Il m'a dit, je ne sais plus, une réponse confuse, il était embarrassé.

« Sans avoir la notoriété de Renoir, que je n'aurai sans doute jamais, je m'aperçois que je suis comme il était. Avec cette différence que, lui, ça peut se comprendre. Moi je pourrais le refaire, d'ailleurs c'est peut-être utile, des rencontres comme celle d'aujourd'hui.

JEAN-LUC GODARD. - Moi je ne l'ai jamais fait non plus, mais je crois que je l'ai toujours considéré comme sécurité de survie : ça sera toujours possible.

MAURICE PIALAT. - Et puis, je sais aussi, je mets la paresse en avant, mais ce qui m'arrêterait de faire ça, de prendre une caméra, un peu de pellicule 16 mm, et de tourner, c'est que je me disais, si le sujet est bon, après je regretterai de l'avoir fait dans des conditions aussi modestes, parce que, si c'était un bon sujet, ça valait le coup de le faire avec des moyens.

JEAN-LUC GODARD. - Mais quelle est cette idée justement que le cinéma se fait avec ce qu'on appelle des moyens ?

MAURICE PIALAT. - Déjà, entre le 16 mm et le 35 mm... Moi, je n'aime pas le 16 mm.

JEAN-LUC GODARD. - C'est-à-dire qu'une R-5 serait moins bonne qu'une BMW. Elle est moins bonne pour un certain nombre de choses, elle est meilleure pour d'autres.

MAURICE PIALAT. - Je vais me contredire, mais hier soir, j'ai revu La Femme du boulanger.

JEAN-LUC GODARD. - Ça, c'est deux personnes dans une pièce, c'est même une en général, et un décor.

MAURICE PIALAT. - Il y a deux décors, il y a des extérieurs tournés peut-être avec des arbres, des réflecteurs, de toute façon ça ne fait rien, ce n'est pas un matériel gigantesque ; et puis un texte de Fagot, très littéraire, très théâtral, que, ça, tous les cinéastes n'apportent pas dans leur film, et qui fait

INDE DES ARTS  
JEAN-LUC GODARD

personnes  
S'EST JAMAIS PLAIN



Gravures sur bois de Mazuel.  
c'est ce qui lui manque, un producteur qui le fasse travailler, comme Dore Schary faisait travailler Nicholas Ray, ou comme Roger Cornman. C'est ça qui manque aujourd'hui, mais c'est quand même la relation au sujet. Alors qu'est-ce qu'on appelle sujet ? Moi, je dirais qu'il n'y a plus d'objet, l'objet qu'est le film, comme un fruit, et on pourrait dire que le sujet est le noyau du fruit, pour prendre cette comparaison un peu bête.

SÉLECTION

CINÉMA

Rusty James, de Francis F. Coppola (voir notre article page 15). Le Léopard noir de Kinji Fukasaku (voir notre article page 15).

ET AUSSI : le Dernier Combat, de Luc Besson - poème d'un cinéaste du futur. Divoce à l'italienne, de Pietro Germi - humour noir, esprit latin. Fenêtre sur cour, d'Alfred Hitchcock - on ne s'en lasse pas. Le Gouffre aux chimères, de Billy Wilder - l'appétit de scandales. Prix de beauté, de Genzina - pour Louise Brooks. Et vogues le navire, de Fellini - les derniers jours de l'humanité.

THÉÂTRE

Terre étrangère, à Nanterre

Vienne, années 10 : charme, grâce, cynisme. Violence de la douceur de vivre. Dans les creux des conversations brillantes, il y a le lent arrachement d'un couple qui se sépare, la minutieuse mise en marche d'un meurtre innocent. Luc Bondy éclairé de l'intérieur la pièce de Schnitzler, servie par un décor qui juxtapose les espaces du dedans-dehors, par une distribution hors pair.

Enfance, au Rond-Point

Une femme rappelle les souvenirs des premières années de sa vie. Nathalie Sarraute dialogue avec son double. Sa voix guide les mots et les pas de Martine Pascal, l'actrice révèle le chemin parcouru en elle par le texte : fascinant.

MUSIQUE

De Bercy à Jérusalem

Drôle d'idée de baptiser musicalement le Palais des sports de Bercy avec un Requiem, celui de Berlioz (au Palais du nouveau siècle de Lille, c'était celui de Mozart), mais Berlioz avait prévu de vastes effets stéréophoniques dans sa musique, qui devraient permettre de tester l'acoustique et de faire frémir d'un seul cœur dix-sept mille spectateurs, grâce à l'Orchestre national et aux chœurs de Radio-France, sous la direction de Lorin Maazel (le 17 février, à 20 h). Les mêmes interprètes célébreront le cinquantième anniversaire du National avec le Requiem, celui de Debussy, le Concerto à la mémoire d'un ange, de Berg (par Patricia Fontanarosa) et Daphnis et Chloé, de Ravel (Champs-Élysées, le 18).

A l'Opéra de Paris, résurrection de la Jérusalem de Verdi, adaptation française par le compositeur lui-même de Lombardi, dont l'intrigue est fortement remaniée. Grâce à M. Bogianckino, l'opéra récupère son répertoire français. Dans une mise en scène de J.-M. Simon, avec notamment Cecilia Gaudia et V. Luchetti (première le 18, à 19 h 30).

JAZZ

Banlieues bleues La jeune génération du jazz avec Barthélémy, Le Luna, Celea et Courcier. Lockwood-Escouff-Catherine, toutes les formes et toutes les tendances d'aujourd'hui éclatent dans une douzaine de villes de banlieue (93) pendant quatre semaines. Après Max Roach, Pettuccianni et Willem Bruker, ce sera le tour du Workshop de Lyon, Mlle Westbrook, André Jaume, Johnny Griffin.

CINÉMA

Arnett Cobb, Portal, Chris McGregor, Lavelle, Lee Konitz, Steve Lacy, Carla Bley... A Saint-Denis, Villipointe, Aulnay-sous-Bois, etc., jusqu'au début mars.

VARIÉTÉS-ROCK

Jacques Villeret Le nouveau spectacle de Villeret est un feu d'artifice continu, un jaillissement ininterrompu de personnages que le comédien bouclonne gentiment en préservant une certaine innocence et une douceur derrière la bouffonnerie (Espace Cardin, 20 h 30).

Jango Edwards Après la catastrophe nucléaire, Jango Edwards, clown, rocker et fou, participe à la re-création du monde (Palais des glaces, 20 h 30).

Festival de rock Ce festival réunit chaque jour, du 14 au 18 février au Forum des Halles un groupe français et un groupe allemand, du free jazz au hard rock. Parmi les participants : le groupe berlinois de musique industrielle Einstürzende Neubauten, l'ensemble de la new wave allemande Schlaflos Nacht, l'orchestre de jazz rock Casseïer et les jeunes musiciens de Die Toten Hosen. Movement, Nox, W.C.3, Académie française et Lucrèce Milchik participent du côté français à la manifestation.

ET AUSSI : Tchouk Tchouk Nougah au Dejazet, Pierre Blain et son nouveau groupe Carnaval Macumba à la Chapelle des Lombards, Patrick Font et Philippe Val au Cymnase; Fabienne Thibault à Bobino; Elbis Costello le 17 à Nice, à Marseille le 18, à Lyon le 19.

DANSE

Le Ballet du XXe siècle Maurice Béjart et sa compagnie s'installent pour un mois à Paris et présentent trois programmes : Masse pour le temps futur, récomposé par Bruzelle, un patchwork de musiques traditionnelles, un ballet circulaire.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

SAUF MARDI, de 12 h à 22 h; sam, et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Admission gratuite, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage); lundi et mardi, 17 h, galerie contemporaine.

CHRISTIAN BOLTANSKI. 26 mars. (Vidéo-animations, les lundis et jeudis, à 17 h.)

ARNULF RAINER. Mort et sacrifice. Jusqu'à 26 mars.

HANS BELLMER. Photographes. Jusqu'à 27 février.

PIERRE MERCIER. Jusqu'à 18 mars.

THÉÂTRE ILLUSTRÉ. PAHYPPE. Dessins. Bibliothèque des enfants. Place. Jusqu'à 16 avril.

ILES FLOTTANTES. Un parcours à travers les œuvres de Boris Toupal, Abélard et Jeanne. De 14 h à 18 h. Jusqu'à 16 avril.

C.C.I. TEXTILE DU NORD : Culture et industrie - CULTURE TECHNIQUE EN NORD/PAS-DE-CALAIS. Jusqu'à 22 mars.

LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION. Jusqu'à 23 avril.

LE C.C.I. EDITE. Jusqu'à 20 février.

R.P.L. CARNAVALES ET FÊTES D'HIVER. Jusqu'à 23 avril.

THEATRES D'AFRIQUE NOIRE. Jusqu'à 20 février.

MERKADO. Jusqu'à 20 février.

Musées

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des peintures 1900-1982. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 février.

SALON COMPARAISON 1984. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (706-34-02). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 4 mars.

SALON DE LA JEUNE PEINTURE - Grand Palais, avenue Winston-Churchill (362-95-66). Tous les jours, de 11 h à 19 h. Jusqu'à 4 mars.

FINANCE DU DESEIN ET DE LA PEINTURE A L'EAU. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (548-84-64). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 4 mars.

BOUCHEREAU. 1825-1905. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'à 6 mai.

ANNETTE MESSAGER. Les robes à châlires - JACQUES MONORY. Indes et Indes - JACQUES MONORY. Indes et Indes - PIERRE WEISS - LA POESIE ET LES PETITES MAISONS D'EDITION. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'à 11 mars.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM. CHATELAIN ROMAINS. NOUVELLES ACQUISITIONS. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'à 6 mai.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LES PETITS LUL. L'art et les biscuits. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (206-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

L'IMAGINE DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à 29 avril.

LES FOLKLORES. Éruditions et justifications à Paris, 1960-1968. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (262-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures; sam, et dim., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'à 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU. 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'à 15 mai.

LA MEMOIRE MURALE POLITIQUE DES FRANÇAIS, de la Renaissance à nos jours. Conciergerie, 1, quai de l'Horloge (354-30-06). De 10 h à 17 h. Jusqu'à 19 février.

CORPS, PARURES ET COSTUMES. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; 4,50 F le dimanche. Jusqu'à 18 février.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-de-Serbie (720-83-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'à 23 avril.

VAUBAN RÉPÉTATEUR (1633-1983). Musée des monuments français, palais de Chaillot (723-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F, dim. 4,50 F. Jusqu'à 27 février.

LE MASQUE AU LONG COURS. Océaniste. Musée de la marine, palais de Chaillot (533-31-70). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'à 16 avril.

POUPÉE JOUET, POUPÉE REPLÈTE. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'à 16 avril.

L'ÉVEUF ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-60). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 15 avril.

Centres culturels

OMERES ET LUMIÈRES. Photographes du cinéma allemand 1919-1933. Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam, et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'à 24 février.

LES FRESCQUES SEBRES MÉDÉVALES (copies). Centre culturel de la RST de Yougoslavie. 272-30-20, 123, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'à 29 février.

GEORGES NOËL. Tableaux. Musée Inconnu 1960-1983. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf dim., de 12 h à 19 h; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'à 3 mars.

CASPAR DAVID FRIEDRICH. La forêt et la transparence. Centre culturel du Marais, 20, rue des Francs-Bourgeois (723-73-52). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 1er mai.

MALTAIS. Tableaux récents. Services culturels du Québec, 117, rue de Bac (222-50-50). Jusqu'à 6 avril.

NORDESTE DU BRÉSIL. Dix artistes de Recife. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 17 mars.

AVE ALD. Chapelle de la Serbanese (325-12-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'à 23 février.

ENFANTS DU PASSÉ. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'à 18 mars.

DES OUTILS ET DES HOMMES. Collection Guy Thebaud-Claude Posty. Bibliothèque Forney, 1, rue du Figuier (206-13-09). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'à 31 mars.

FORME DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Amand (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'à 25 mars.

ANDRÉ VLADIMIR HEIZ. Fréquence et miroir. Paris Art Center, 36, rue Falguière (322-59-47). Jusqu'à 31 mars.

FRANÇOIS : Une nouvelle génération. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'à 15 mars.

1er SALON INTERNATIONAL D'ART NAÏF. Musée du Vif, 78, rue de Valenciennes. Tous les jours, de 11 h à 18 h. Jusqu'à 4 mars.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition en brèves, 36, rue d'Ulm. Ven., sam, et dim., de 10 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars.

LES PEINTURES INDIENNES AU MEXIQUE. Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Bosquet (555-79-15). Sauf dim., de 10 h à 18 h; sam., de 14 h à 19 h. Jusqu'à 18 mars.

REVES D'EMPIRE. Le Canada avant 1906. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'à 26 février.

ASPECTS DE LA PEINTURE CONTEMPORAINE. MJC Les Hautes de Belleville, 43, rue du Borrego (364-68-13). De 15 h à 19 h; sam., de 15 h à 18 h. Jusqu'à 29 février.



هكذا من الأمل

ET DES SPECTACLES

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses. DON JUAN ET SON VALET - TEP (364-80-80)...

LES SALLES SUBVENTIONNEES

Les jours de réouverture sont indiqués entre parenthèses. OPERA (742-57-50)...

LES AUTRES SALLES

A DEJAZET (857-97-34) (D. soir, L.) 20 h 30: Tchouk Tchouk Nougah...

DERNIERE LE 18 FEVRIER

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN La mère confidente DE J. MARIWAUX

BASTILLE (357-42-14) 20 h: Dis Joe (dern. le 18) (D. soir, L.)... BOUTES DU NORD (239-34-50)...

ATHLETIC (624-03-83) (D. L. Mar.) 20 h 15: Les Chausseurs de madame Gilles... AU BEC FIN (296-29-35)...

En région parisienne BOBIGNY, MC (831-11-45) les 15, 16, à 20 h 30: Homme pour homme... BOULOGNE-BILLANCOURT...

THEATRE PRESENT STRINDBERG VERS DAMAS

COMPAGNIE CATHEPHE DE CASTE journal d'un homme se trap tourquennois

MATHURINS C'EST MOI QUI FAIT RIGOLER LES GENS

CARRE SILVIA MONFORT 106 rue Brancon, 15ème

THEATRE DE LA VILLE ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIURE

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE Les costumes des Indiens au Mexique

GALERIE MEDICIS 23, place des Vosges, 75004 PARIS

PROSCENIUM 35, rue de Seine, 75006 Paris - 354-92-01

PEINTURE ROMANTIQUE ALLEMANDE CASPAR DAVID FRIEDRICH

MUSÉE RODIN 77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Varenne

GALERIE DE LA TOURNELLE 3, rue du Haut-Pavé, 75005 PARIS

MAISON DU DANEMARK, 142, Champs-Élysées - M<sup>e</sup> Étoile

GALERIE MAURICE GARNIER BERNARD BUFFET

Galerie Maeght-Lelong 13 et 14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

Francis Bacon peintures récentes

COACH 19 5500 - Coach Saddle Bag

SERVICES CULTURELS DU QUÉBEC MALTAIS « Tableaux récents »

FELIX VERCEL présente VENARD

MUSÉE RODIN 77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Varenne

Camille CLAUDEL Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 15

GALERIE DE LA TOURNELLE Pierre RAMEL

MAISON DU DANEMARK, 142, Champs-Élysées - M<sup>e</sup> Étoile

GALERIE MAURICE GARNIER BERNARD BUFFET

Galerie Maeght-Lelong 13 et 14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

Francis Bacon peintures récentes

COACH 19 5500 - Coach Saddle Bag



هكذا من الأصيل

ONDE DES ART

*le Bien-Etre Textile*

# Crylor

*l'Acrylique de*



S.P.T. ORMAI - C.-E.



# POLITIQUE

## LES ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

### Draguignan : M. Soldani (PS) veut défendre son honneur

Draguignan. — « Nous ne sommes pas des voleurs ni des tricheurs ! » Dans une lettre de trois pages adressée à tous les électeurs, M. Edouard Soldani a tenu à la proclamer solennellement : il n'y a pas eu de fraude électorale à Draguignan. L'annulation, par le Conseil d'Etat, des élections municipales de la ville dont il était le maire (socialiste) sans interruption depuis un quart de siècle lui est apparue comme une décision « stupéfiante et incompréhensible ». Le motif de son invalidation : une infraction formelle aux règles concernant le vote par procuration. Pour M. Soldani, « une simple et mineure erreur administrative ».

Sénateur depuis 1946, président du conseil général du Var depuis 1956, vice-président du conseil régional, le « vieux lion », âgé de soixante-trois ans, a envisagé un instant de désertir l'arène électorale et de mettre un terme à sa longue carrière politique. S'il s'est finalement résolu à solliciter le renouvellement de son mandat de maire, c'est pour « défendre son honneur » et en raison, surtout, de l'enjeu du scrutin. En une dizaine d'années, l'actuelle opposition a progressivement conquis la plupart des villes impor-

De notre correspondant régional

tantes du littoral, jadis dirigées par la gauche. Draguignan, à l'intérieur du département, est le dernier bastion du socialisme. « Si je tombe, explique lui-même M. Soldani, le maire de Toulon pourrait s'emparer demain du conseil général, et Jean-Claude Gaudin du conseil régional ». En mars 1983, il ne l'avait emporté que de cent vingt-neuf voix sur la liste conduite par M. Jean-Paul Claustres, RPR, ancien collaborateur du maire de Nice, M. Jacques Médéric, âgé de quarante-trois ans et nouveau venu sur la scène politique draguignoise. Distant de trois cents voix au premier tour par M. Claustres, M. Soldani avait été contraint de constituer, pour la première fois au second tour, une liste commune avec les communistes.

L'erreur de M. Soldani avait été de sous-estimer totalement la candidature de M. Claustres, un « touriste » ne disposant d'aucune implantation locale et incarnant, de surcroît, l'« hégémonie » nicoise. En guise de campagne, le maire de Draguignan s'était contenté de distribuer de luxueuses plaquettes résumant « vingt-quatre ans d'actions municipales », des chiffres, des graphiques, des illustrations, le tout, certes, éloquent mais moins mobilisateur que les réunions publiques, les affiches, la radio locale, les relances d'électeurs par téléphone et le porte-à-porte de l'opposition. Au soir du premier tour de scrutin, il était trop tard pour que M. Soldani puisse reprendre la situation en main et inverser un courant jouant en sa défaveur. D'où cette alliance conclue in extremis et sous la pression des événements avec le PC, de tout temps combattu avec acharnement.

La vigoureuse campagne de M. Claustres n'expliquait d'ailleurs qu'en partie la percée de l'opposition dans une ville acquise depuis si longtemps au socialisme, fut-il celui très tempéré de M. Soldani. Déjà, en mars 1982, M. Pierre Gayraud, un fidèle compagnon du sénateur, maire, et son premier adjoint (PS) depuis des lustres, n'avait été réélu conseiller général de Draguignan qu'avec une faible avance

(351 voix) face à un candidat RPR, M. Jean-Louis Hermet, aujourd'hui en seconde position sur la liste de M. Claustres. Le scrutin avait révélé en fait la profonde mutation du corps électoral draguignois, due au phénomène des résidences secondaires — qui touche le moyen Var après le littoral — et surtout à l'installation de plusieurs centaines de familles de militaires de carrière.

En l'espace de quelques années, après la création du camp de Canjuers, suivie de l'implantation intramuros de deux écoles d'artillerie et de l'établissement régional du matériel, transféré de Toulon, Draguignan est devenu l'une des principales villes de garnison de France. Près d'un tiers de ses vingt-neuf mille habitants et environ 12 % de l'électorat inscrit sont des militaires.

Si l'on ajoute l'usure inévitable du pouvoir, la déception d'un certain nombre d'électeurs socialistes à l'égard de la politique gouvernementale et la défaillance d'une fraction importante de l'électorat modéré du maire de Draguignan, il apparaît que le scrutin de mars 1983 n'était pas qu'un événement circonstanciel.

#### L'autocritique

M. Soldani est-il en mesure de regagner le terrain perdu ? Ses hésitations vaincues, il s'est lancé dans la bataille du « troisième tour » avec une énergie renouvelée. « Je reconnais, dit-il, que je n'étais pas assez présent sur le terrain et moins disponible pour mes administrés. Mais j'ai fait mon autocritique. » Les Draguignois, en effet, ont revu leur maire invalidé, dans la rue, sur le marché, dans les salles de cafés, serres les mains, expliquer son action et promettre qu'il sera désormais « fidèle au poste ».

Largement remaniée et rejuvenie, sa liste a été ouverte à d'autres personnalités de gauche, dont le président de la fédération du MRG du Var, M. Jean-Jacques Ducroux, et à deux représentants de milieux écologistes, proches eux aussi du parti de M. Jean-Michel Baylet. Dans la foulée, M. Soldani a même changé —

pour la troisième fois en un an — de premier adjoint présumé, en faisant appel à l'actuel maire (PS) de la commune voisine de La Motte, M. Yves Rosé, bâtonnier de l'ordre des avocats de Draguignan. Le PC, enfin, s'est vu offrir, comme sur la liste précédente, six places sur trente-cinq. « Notre expérience de gestion municipale a été très positive, constate M. Jean-Pierre Nardini, ancien adjoint communiste aux transports. Pourquoi ne pas continuer ? »

En campagne « depuis dix-sept mois », dit-il, M. Claustres s'est fait épauler, pour le sprint final, par de nombreux leaders nationaux venus animés des meetings sous un chapiteau de mille cinq cents places, installé à demeure, depuis un an, à la sortie de Draguignan. Le chef de file de l'Union de l'opposition nationale a joué à fond la carte de la jeunesse et de l'avenir face à un adversaire présenté comme « un homme du passé », plus soucieux de « conserver que d'entreprendre ». « Le temps des fiats et des notables style III<sup>e</sup> République est, proclame-t-il, révolu. » La campagne de tracts anonymes le visant personnellement et qui a considérablement alourdi l'atmosphère de l'été 1983 lui a enfin permis de dénoncer les méthodes « peu reluisantes » de la gauche, « lorsqu'elle est aux abois ». Autant de thèmes destinés à faire oublier la superficialité de son programme municipal.

A la différence de 1983, l'extrême droite est, cette fois, présente dans le scrutin avec une liste du Front national conduite par un restaurateur saisonnier, M. Guy Duval, trente-huit ans, et une liste du Parti des forces nouvelles que dirige M. Francis Bonnet, quarante-sept ans, conseiller municipal à Hyères. Mieux implanté dans le département que le parti de M. Le Pen, le PNF avait obtenu son meilleur score à Draguignan aux élections législatives de 1981 avec 5,88 % des suffrages exprimés (6,46 % dans l'ensemble de la première circonscription du Var).

GUY PORTE.

### La Seyne-sur-Mer : à gauche depuis 1919...

De notre correspondant

Toulon. — Le 19 février, les électeurs de La Seyne-sur-Mer devront se rendre de nouveau aux urnes, le Conseil d'Etat ayant, le 13 janvier, confirmé la décision du tribunal administratif de Nice et annulé l'élection municipale de mars dernier (voir Le Monde n°s 15-16 janvier). Ils auront le choix entre quatre listes : celle de l'union de la gauche conduite par M. Maurice Blanc (PC), maire invalidé, celle de l'opposition qui a pour chef de file M. Charles Scaglia (UDF-R), celle du Front national conduite par M. Claude Nobilia et, enfin, celle de M. Gilles Eynard, intitulée « Tout pour La Seyne », déposée en préfecture cinq minutes avant l'heure limite de dépôt des candidatures.

Favorable à la gauche, La Seyne l'est depuis 1919. Jusqu'en 1942, la ville a été gérée par une municipalité SFIO. Après l'« intermède » pétainiste (entre 1942 et 1945), elle a été dirigée par les communistes. Aux élections d'avril 1945, la liste d'union républicaine conduite par le PC, avec une ouverture aux radicaux et aux catholiques, a recueilli 63,50 % des suffrages exprimés, celle de la SFIO 33,39 %.

La gauche subit, depuis lors, un déclin : 61,24 % des suffrages aux municipales de 1977, 50,47 % en mars 1983 pour les listes d'union conduites par le PC.

Le PC a créé l'étonnement en faisant figurer sur son contingent de trente candidats six personnalités non inscrites (les quinze autres candidats de la liste d'union de la majorité sont présentés par le PS). Trois de ces personnalités sont catholiques, l'une d'entre elles est un

prêtre-ouvrier, militant syndical (CGT). Cela provoque quelques réactions de rejet de la part de vieux militants socialistes laïcs. Pour M. Maurice Blanc, cette « ouverture » vise à élargir le « débat démocratique »... et du même coup, les bases de l'électorat de la gauche. La liste de la majorité ne devançant que de 340 voix celle de l'opposition, au second tour de l'élection municipale de mars 1983. « Cet écart peut être comblé », estime M. Charles Scaglia, dont la campagne fait la part belle à un anticommunisme affiché (« La Seyne aux Seynois, pas aux communistes »). Il a une bonne part de son argumentation sur la « fraude électorale », interprétant ainsi l'arrêt du Conseil d'Etat qui estimait que, de nombreux électeurs ayant reçu entre les deux tours du scrutin des lettres à en-tête de la mairie, le maire, M. Blanc, avait détourné à des fins de propagande les moyens de fonctionnement du service public.

A gauche comme à droite, on s'interroge sur le report des voix de M. René Moreno, qui a décidé de se retirer de la compétition. Ce nouveau venu à la politique avait réussi à obtenir 11,86 % des suffrages le 6 mars 1983. Au second tour, le 13 mars, il avait rejoint l'opposition, et une grande partie des quelque trois mille voix qui s'étaient initialement portées sur sa « liste d'opposition et de liberté » avait conforté le score final de la liste de M. Scaglia.

La liste Tout pour la Seyne compte trente-deux femmes. Elle se veut d'« opposition modérée ». Elle affiche une volonté de « libérer La Seyne des communistes » tout en refusant la liste d'opposition, « qui

JOSE LENZINI.

## TWAIRPASS: le billet magique.

1999F

TWAIRPASS, c'est ce billet magique, uniquement réservé aux passagers de TWA sur l'Atlantique, qui vous permet de faire votre choix parmi 50 villes aux USA sur le réseau TWA. A l'occasion du Salon du Tourisme, du 9 au 29 février 1984, TWA vous fait bénéficier d'une offre unique. Si vous prenez un billet aller-retour vers les USA, le TWAIRPASS ne vous coûtera que 1.999 F, au lieu de 3.200 F. Ne manquez pas cette occasion.

Période d'achat	Validité du billet TWAIRPASS	Nombre de villes visitées	Prix
9-29 février	60 jours jusqu'au 31 décembre 84	4	1.999 F
		12	2.999 F

Vous plaire nous plaît.

### (Publicité) CONTRE L'ESPRIT CHAGRIN, POUR LA GAUCHE AU POUVOIR

Nous sommes de ceux qui ont payé en 1983 le 1 % d'impôts supplémentaires. Le plus grand d'entre nous ont encouru à l'emprunt obligataire de juin 83 et auront à payer, en 1984, 5 à 8 % d'impôts supplémentaires.

Nous sommes ceux qui, tout en étant désemparés, nous regrettions que les hauts revenus salariaux et les fortunes n'aient pas contribué davantage à l'effort national. Mais nous savons que nos niveaux de vie, même s'ils ne sont pas fastueux, sont élevés relativement à ceux de la plupart des salariés. Nous savons également que nous sommes de ceux qui profitent davantage et mieux que d'autres, pour eux-mêmes et leurs enfants, des équipements collectifs de santé, d'éducation, de protection sociale, de culture... La plupart d'entre nous enfin exercent des responsabilités dans des professions valorisantes et valorisées, qu'ils ont choisies, dont ils perçoivent l'intérêt pour la collectivité. C'est pourquoi, même si la discussion est nécessaire sur le seul de l'opposition supplémentaire, nous trouvons normal de contribuer à l'effort pour réduire une échelle de revenus qui demeure scandaleusement large, malgré le relèvement du SMIC. C'est dire que nous ne sommes aucunement solidaires de ceux qui, sous couvert de dénoncer « l'égalitarisme primaire du gouvernement », n'hésitent pas à descendre dans la rue pour défendre des privilèges que seul un système social fondé sur l'exploitation et le mépris de « le masse » a permis de susciter et d'entretenir. Et nous ne souhaitons pas une augmentation de nos niveaux de vie qui serait fondée sur la renonciation par les plus démunis à la satisfaction de leurs revendications.

Nous nous adressons à ceux qui, au sein de la gauche, dans ces derniers mois, ont fait prévaloir le ton de la lamentation ou du désenchantement sur celui de l'action et de la critique constructive. Comme eux, nous sommes convaincus que la seule voie pour obtenir le changement du gouvernement, devant telle ou telle orientation de sa politique, mais nous pensons qu'il faut choisir entre deux attitudes : travailler, chacun dans son secteur, en s'appuyant sur le nouveau cadre politique, à l'instauration d'une société plus juste ; ou se condamner, à plus ou moins brève échéance, et sans doute pour longtemps, à retomber sous le joug de la droite. Celle-ci a déjà montré, dans certains des ministères qu'elle a récemment occupés, son esprit de revanche sociale et culturelle, sa capacité à développer des structures rigides, sclérosées. Nous ne voulons pas que les premiers acquis de la gauche soient remis en question : mesures sociales des 18 premiers mois, décentralisation, réforme pénale, lois Auroux notamment. Nous ne voulons pas que les initiatives des travailleurs et militants de gauche soient brisées en plein essor. Dans les divers secteurs de la vie publique, nombreux sont ceux qui agissent, qui innovent, qui créent. Nous voulons que leurs entreprises puissent aboutir, que le mouvement s'amplifie. Nous voulons que la gauche reste au pouvoir.

Ce texte a été élaboré à l'initiative d'un groupe de personnes, indépendamment de toute organisation syndicale ou politique. Il a recueilli le soutien de nombreux adhérents appartenant à différents secteurs d'activités professionnelles : Recherche, enseignement, santé, travail social, industries, administrations, professions artistiques, journalisme, etc. Pour toute correspondance, s'adresser à Françoise MBALI, poste restante Paris 38.

SPECIAL

JANE BIRKIN

LE GAN

FRANCOIS LETER

مساحة الإعلانات

CINEMA

GERTRUD (Dan.) : Maria, 4 (278-4756).
CINME SHELTER (A. v.o.) : Vidéo-sons, 4 (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (\*\*\*) (H. sp.) : Denfert, 14 (323-41-01).
LE GOUVERNEUR AUX CHEMISES (A. v.o.) : Logos Quartier Latin, 5 (354-42-34).

Les festivals

FESTIVAL MARY BROTHERS : Action Ecclésiastique, 5 (327-72-07), mer. ; les Marx au grand-maquis ; jeu. ; Un jour six courses ; la Soupe au caudard ; ven. ; Noël de coco ; dim. ; Phrases de cheval ; lun. ; Une nuit à l'Opéra ; mar. ; Monkey Business ; mer. ; Comment t'oublier ?
CINEMA FRANCAIS : Olympic, 14 (545-35-38), mer. ; Fen-Follet ; jeu. ; la Tête contre les murs ; ven. ; mar. ; Et Dieu créa la femme ; sam. ; Une femme est une femme ; dim. ; Les Liaisons dangereuses ; lun. ; Lola.
COMÉDIES MUSICALES ÉGYPTIENNES (v.o.) : Olympic, 14 (545-35-38), mer. ; C'est toi que j'aime ; ven. ; C'est toi mon amour ; sam. ; la Clémence éternelle ; dim. ; Fatma 1942 ; lun. ; mar. ; Comment t'oublier ?
G. DEBORJ : Studio Cujas, 5 (354-89-22), mer. ; jeu. ; ven. ; sam. ; la Société du spectacle ; dim. ; lun. ; mar. ; la Girum dans nocte et consensu igni.
G. GARBO (v.o.) : Action Rive gauche, 5 (325-65-04), mer. ; jeu. ; Nimitzha ; ven. ; sam. ; la Reine Christine ; dim. ; lun. ; mar. ; la Femme aux deux visages.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9 (878-80-50), mer. ; jeu. ; l'États ; ven. ; sam. ; Psychose ; dim. ; lun. ; mar. ; les Clés ; ven. ; Studio Bertrand, 7 (783-64-66), ven. ; 17 h, mer. ; sam. ; 17 h, jeu. ; lun. ; 16 h, mar. ; 15 h 30 ; Souppous ; mer. ; sam. ; 18 h 45 ; Lun. ; 18 h, ven. ; 18 h 45 ; Mer and Mrs Smith.
ROBERT MITCHEM (v.o.) : Espace-Géti, 14 (327-95-94), mer. ; la Vallée de la peur ; jeu. ; ven. ; sam. ; les Indomptables ; dim. ; lun. ; mar. ; Yakoua.
FANTASME DE CINEMA (v.o.) : Studio Cujas, 5 (354-89-22), mer. ; jeu. ; ven. ; sam. ; la Princesse ; lun. ; mar. ; Norma Rae ; dim. ; mar. ; Route de nuit.
L'OPÉRA RUSSE : Comco, 6 (544-28-80), mer. ; sam. ; dim. ; le Prince Igor ; jeu. ; la Fiancée du tsar ; ven. ; lun. ; la Khovantchina.
LES FILMS SINGULIERS DE 1983 : Studio 43, 9 (770-63-40), mer. ; 20 h, sam. ; 16 h, dim. ; 14 h ; Liberty Belle ; mer. ; 18 h, sam. ; 14 h, dim. ; 20 h, lun. ; 20 h ; le Destin de Juliette ; sam. ; lun. ; 18 h, dim. ; 22 h ; Possibilité d'empire ; mer. ; lun. ; 16 h 30, jeu. ; 20 h, ven. ; 18 h, dim. ; 16 h ; Fant-Physons ; jeu. ; 18 h, sam. ; 20 h ; l'Apprenti.
COMÉDIES MUSICALES (v.o.) : Mac-Mahon, 17 (380-34-81), mer. ; ven. ; mar. ; Gay divorcée ; jeu. ; dim. ; Amadeus ; sam. ; lun. ; En suivant la flûte.
CINEMA FANTASTIQUE : Espace-Géti, 14 (327-95-94), mer. ; 14 h, dim. ; 16 h, lun. ; 20 h ; Poltergeist ; mer. ; 16 h, ven. et sam. ; 20 h ; The Thing ; mer. ; 18 h, jeu. ; 20 h ; Fucio ; mer. ; 20 h, lun. ; 18 h ; Hurlements ; mer. ; 22 h, lun. ; 14 h ; Saiton ; jeu. ; 14 h, dim. ; 20 h, lun. ; 16 h ; Terreur sur la ligne ; jeu. ; 16 h, lun. ; 20 h ; le Cercle infernal ; jeu. ; 22 h, ven. ; 14 h ; Carie ; ven. ; 16 h, sam. ; 22 h ; Fog ; ven. ; 18 h ; Dark Star ; ven. ; 22 h, sam. ; 18 h ; Halo ; ven. ; sam. ; 14 h, lun. ; 22 h ; le Loop.

Gerard de Londres ; sam. ; 16 h, lun. ; 16 h, mer. ; 18 h ; Inferno ; dim. ; 14 h ; la Dernière vague ; dim. ; 18 h, mar. ; 14 h ; Fond au noir ; dim. ; 22 h ; Wolfen ; mar. ; 22 h ; Phantasm ; mar. ; 16 h ; Dark Star.
L'AFRIQUE FILMÉE : Republic Cinema, 11 (805-51-33), mer. ; 14 h et 20 h ; le Vent ; 16 h et 22 h ; Coddio ; 18 h ; le Certificat d'indigence ; jeu. ; 14 h et 22 h 30 ; Bala ; 16 h ; Un homme, des femmes ; 18 h ; Kodas ; 20 h ; Nation ; ven. ; 14 h ; Djeli ; 16 h ; Sambizanga ; 18 h ; Mucua, mémoire et massacre ; 20 h ; la Révolte de 3000 ans ; 22 h 30 ; Fingy ; sam. ; 14 h ; Nollina ; 16 h ; la Chapelle ; 18 h ; Fingy ; 20 h ; les Echelles - Cabacabo ; 22 h ; Coddio ; dim. ; 14 h ; Salfra ; 16 h ; Dodo ; 18 h ; Touff Bouff ; 20 h ; Soldi O ; 22 h ; la Chapelle ; lun. ; 14 h ; Paris c'est joli - Tiyabu Biru ; 16 h ; la Récolte de 3000 ans ; 18 h ; Coddio ; 20 h ; N'Dian ; 22 h ; Djali ; mar. ; 14 h ; Nollina ; 16 h ; Mucua, mémoire et massacre ; 20 h 30 ; Fingy ; 22 h ; le Certificat d'indigence - Caméra d'Afrique.

Les séances spéciales

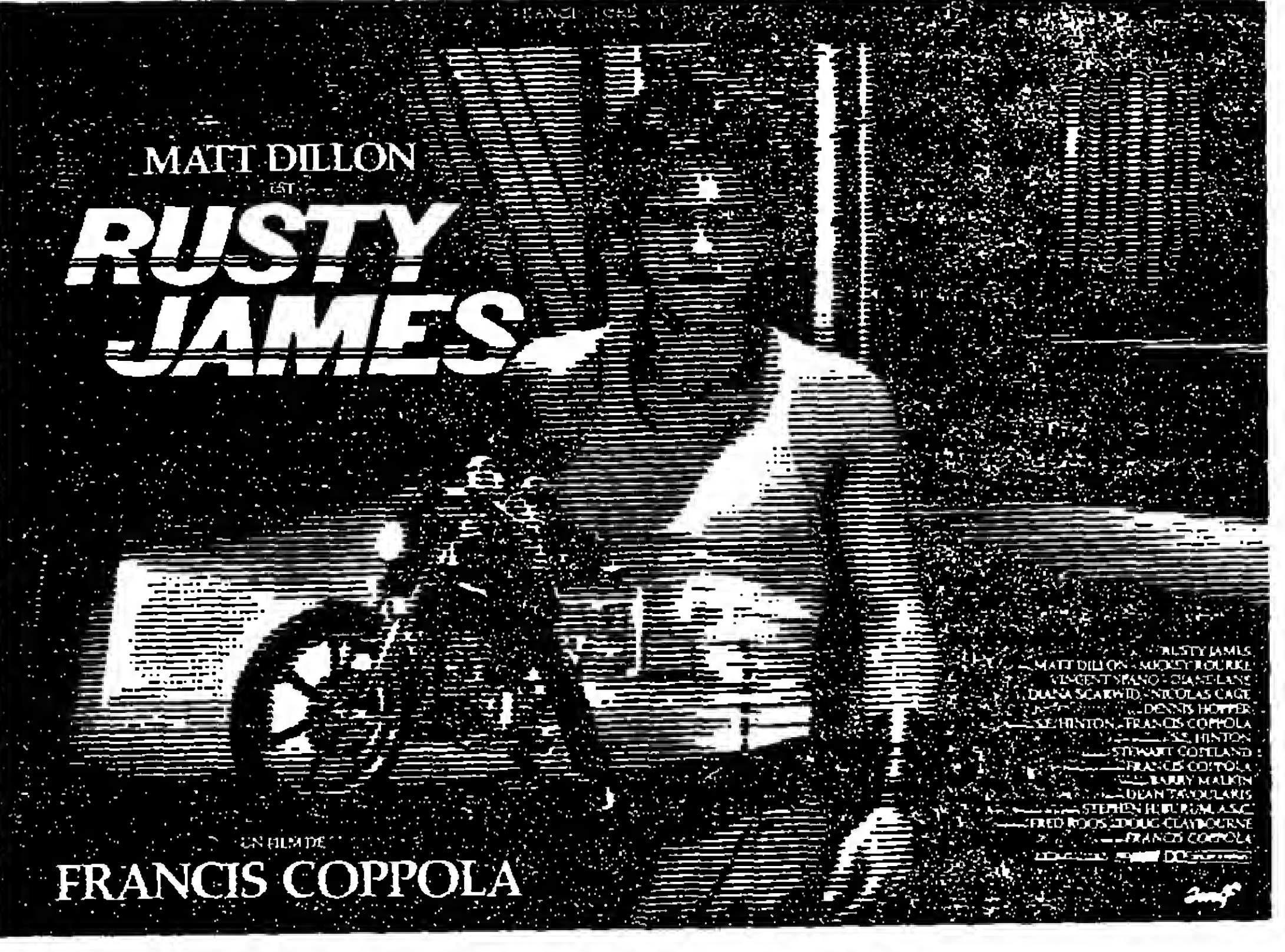
A BOUT DE SOUFFLE MADE IN U.S.A. (A. v.o.) : Studio Cujas, 5 (354-89-22), 17 (622-44-21), 18 h, sam. dim.
ALLEZ COUCHER AILLEURS (A. v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-46), 14 h.
AU BOULOT JERRY (A. v.o.) : Denfert, 14 (323-41-01), mer. ; sam. ; dim. ; lun. ; mar. ; 14 h.
AMERICAN GIGOLO (\*) (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1\* (508-94-14), ven. ; sam. ; 14 h.
L'ARGENT (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1\* (508-94-14), 14 h 10.
BERLIN EXPRESS (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3\* (271-52-36), dim. ; mar. ; 11 h 55.
HEAD RUNNER (\*) (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71), 16 h.
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A. v.o.) : St-Ambroise, 11\* (700-89-16), sam. ; dim. ; 20 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (\*) (A. v.o.) : St-Ambroise, 11\* (700-89-16), sam. ; 21 h 40, lun. ; 21 h, mar. ; 22 h.
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1\* (508-94-14), 20 h 25.
LES ENFANTS TERRIBLES (Fr.) : Denfert, 14 (323-41-01), jeu. ; 16 h.
ELEPHANT MAN (Brit. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1\* (508-94-14), 17 h 45.
FAMILY LIE (Brit. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3\* (271-52-36), dim. ; lun. ; 11 h 45.
FRANCES (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11\* (700-89-16), lun. ; 18 h 30.
FURYO (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 15\* (532-91-68), sam. ; 19 h, lun. ; 21 h, + Boite à films, 17\* (622-44-21), dim. ; lun. ; mar. ; 24 h 15.
HAIR (A. v.o.) : Boite à films, 17\* (622-44-21), mer. ; sam. ; dim. ; 18 h 10.
IDENTIFICATION D'UNE FEMME

(It. v.o.) : Grand-Pavois, 15\* (554-46-85), ven. ; 19 h 15.
I VITELLONI (It. v.o.) : Calypso, 17\* (380-30-11), jeu. ; mar. ; 13 h 30.
LENNY (A. v.o.) : Boite à films, 17\* (622-44-21), sam. ; dim. ; lun. ; 20 h 20.
LITRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic-St-Gervais, 6 (222-87-23), 12 h.
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Grand-Pavois, 15\* (554-46-85), dim. ; 19 h 15.
LE MILLIARDAIRE (A. v.o.) : Studio Logos, 5 (354-42-34), 13 h 50.
MORT A VENISE (It. v.o.) : Templiers, 3\* (272-94-56), 11 h 20, sf. dim. ; sam. ; dim. ; 17 h 45.
LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3\* (271-52-36), dim. ; lun. ; mar. ; 12 h.
NOCES DE SANG (Esp. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1\* (508-94-14), 14 h.
NOS PLUS BELLES ANNEES (A. v.o.) : Boite à films, 17\* (622-44-21), mer. ; sam. ; dim. ; 16 h.
OFFICIER ET GENTLEMAN (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1\* (508-94-14), 16 h.
PENDEZ-MOI HALT ET COURT (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3\* (271-52-36), lun. ; mar. ; 11 h 50.

PLAYTIME (Fr.) : Templiers, 3\* (272-94-56), sam. ; dim. ; 13 h 30.
LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3\* (271-52-36), dim. ; lun. ; mar. ; 11 h 40.
LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3\* (271-52-36), mar. ; 11 h 55.
SALO (\*) (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3\* (271-52-36), ven. ; sam. ; 23 h 50.
LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All. v.o.) : Grand-Pavois, 15\* (554-46-85), mar. ; 21 h 30.
SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11\* (700-89-16), ven. ; 22 h.
TAXI DRIVER (\*) (A. v.o.) : Boite à Films, 17\* (622-44-21), mer. ; jeu. ; ven. ; sam. ; 22 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (\*) (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71), 22 h 30 et 0 h 20.
LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Templiers, 3\* (272-94-56), mer. ; jeu. ; ven. ; sam. ; dim. ; 22 h 15.
VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Calypso, 17\* (380-30-11), 20 h.
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.o.) : Calypso, 17\* (380-30-11), 21 h.

Piano\*\*\*\* et le CENTRE CULTUREL CANADIEN
SALLE PLEYEL
Lund 27 février, 20 h 30
Mardi 6 mars, 20 h 30
GLENN GOULD
BACH : deux programmes différents
Films sur grand écran vidéo de BRUNO MONSIEGNON
CLASART FILMS
Dimanche 11 mars, 20 h 30
PERAHIA
BACH - MOZART - CHOPIN - SCHUMANN
Loc. 563-88-73
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 21 février, 20 h 30
MARIA TIPO
SCARLETT - BETHOVEN - CHOPIN
Vendredi 24 février, 20 h 30
LUCCHESINI
CLEMENTI - BRAHMS - BARTOK - CHOPIN
Loc. 723-47-77

En V.O. Dolby : MARGNAN PATHÉ - GEORGE V - PARNASSIENS - HAUTEFEUILLE
FORUM ORIENT EXPRESS - 14-JUILLET BAUGRENELLE - En V.O. Mono : PAGODE
PLM SAINT-JACQUES - En V.F. : WEPLER - MAXÉVILLE - FRANÇAIS - RICHELIEU
SAINT-LAZARE PASQUIER - MONT-PARNASSE PATHÉ - NATION - VICTOR-HUGO - ATHÈNA
GAUMONT CONVENTION - PARAMOUNT GALAXIE - GAUMONT SUD - 4 Temps LA DÉFENSE
Gaumont Ouest BOULOGNE - Pathé BELLE-ÉPINE - Pathé CHAMPIGNY - Gaumont EVRY-VELIZY
Cyrano VERSAILLES - Français ENGHEN ARGENTEUIL - Ariel RUEIL - C2L SAINT-GERMAIN
Artel VILLENEUVE - Flanades SARCELES - Tricycle ASMÈRES - Calypso VIRY-CHATILLON



A partir du 29 février
THÉÂTRE FIRMIN GÉMIER - ANTONY
mise en scène
Jean-Louis HOURDIN
LIBERTÉ A BRÊME
de
R. W. FASSBINDER
Une création du GRAT
866.02.74 + 3 FNAC
« L'explosion merveilleuse d'un talent qui s'épanouit. » M. GALLEY (L'Express)
« Le festival tient là son grand spectacle populaire (Avignon). » J. POULET (Révolution)

UGC NORMANDIE • REX • UGC BOULEVARD • UGC OPÉRA • UGC ODEON • UGC MONT-PARNASSE • UGC GODELINS
UGC CONVENTION • UGC BEAUBOURG LES HALLES • FORUM LES HALLES • PARAMOUNT MONTMARTRE
UGC GARE DE LYON • 3 SECRETAN • 3 MURAT
MELIES Montreuil • CARREFOUR Pantin • ARTEL Crotail • ARTEL Rosay • ARTEL Marnes La Vallée • FLANADES Sarcelles
BUXY Val d'Orsay • LES PERRAY Ste Geneviève-des-Bois • ALPHA Argenteuil • ABC Sartrouville • REX Poincy
ULIS 2 Orsay • 9 DÉFENSE • 4 TEMPS

une comédie "à suspense", un suspense "pour rire"
JANE BIRKIN GÉRARD JUGNOT SAMI FREY
LE GARDE DU CORPS
un film de FRANÇOIS LETERRIER dialogue de DIDIER KAMINKA
DIDER KAMINKA - FRANÇOIS LETERRIER - JEAN-PIERRE SABAR
DIDER KAMINKA - EVELYNE DIDI - NICOLE JAMET - DANIEL LANGLET

GAUMONT COLYSÉES - ÉLYSÉES LINCOLN - GAUMONT HALLES - IMPÉRIAL PATHÉ
REX - SAINT-LAZARE PASQUIER - HAUTEFEUILLE PATHÉ - PARNASSIENS - NATION
GAUMONT CONVENTION - Tricycle ASMÈRES - Artel NOGENT - C2L SAINT-GERMAIN
Gaumont Ouest BOULOGNE

Banco pour DUTRONC et OGIER! MATCH
La frénésie hallucinatoire culmine dans des scènes superbes. Le Monde
Le jeu, la triche, l'amour... un suspense hyperpalpitant!
Fascinant... DUTRONC apporte l'émotion et une sorte de joie désespérée. France-Soir
Un "coup" très spectaculaire... une impitoyable image de la passion à l'état brut. LE MATIN
Rare intensité digne du meilleur polar. VSD
TRICHEURS
JACQUES DUTRONC BULLE OGIER
un film de Barbet SCHROEDER

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

**MEL BROOKS & ANNE BANCROFT**  
**TO BE OR NOT TO BE**

Une Comédie hilarante...  
 "Mel Brooks confirme un pouvoir comique éprouvé."  
 R. CHAZAL (France-Soir)

"Chef-d'œuvre bis... Pas une projection où nous autres journalistes n'avons applaudi."  
 (Le Journal du Dimanche)

"Mel Brooks est un phénomène... Il faut aller voir sa dernière folie."  
 D. CHRISTMANN (Le Parisien Libéré)

"A quand une rue Mel-Brooks à Hollywood? Avec un cinéma réservé à ceux qui sont bien décidés à rire de tout?"  
 P. MONTAIGNE (Le Figaro)

"Armée de l'un des meilleurs scénarios jamais écrit, la troupe de Mel Brooks, Anne Bancroft en tête, se déchaîne pour bernier à elle seule le III<sup>e</sup> Reich, Hitler en prime."  
 C. KLOTZ (V.S.D.)

REPARTITION PAR TRIDENT CENTURY FOR FRANCE - DIFFUSION PAR ADHOCETTE FRANCE

MUSIQUE

Les concerts

**MERCREDI 15**  
 19h30 : Orchestre de Paris. Dir. : G. Sinopoli (Sinopoli, Brahms, Schumann).  
 Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre de l'Opéra de Paris (Hommage à G. Auric).  
 Théâtre des Variétés, 15 h : O. Charlier (Tollmann, Bach, Paganini, Kreisler).  
 Salle Gaveaux, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. E. Křivánek, N. Yepes (Grieg, Rodrigo, Mozart).

**JEUDI 16**  
 19h30 : voir le 15.  
 20 h 30 : H. Nagoren, G. Théron (Brahms, Liszt, Mendelssohn, Schumann, A. Watanabe, R. Miyagi (Schumann)).  
 Lacsmeire, 21 h : C. Colmet, T. Fajon, Ph. Bessac.

**VENDREDI 17**  
 19h30 : Orchestre national de France. L. Mazon (Boulez).  
 Radio-France, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. Dir. : Y. Prin. Ensemble vocal M. Pignatelli. Choeurs d'Argentan (Roussel, Lutoski, Mikrogliou).  
 Lacsmeire, 21 h : voir le 16.

**SAMEDI 18**  
 19h30 : Th. Boiteux, V. Hartmann (Bach, Prokofiev, Beethoven, Poulenc).  
 Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre national de France. Dir. : L. Mazon (Debussy, Berg, Ravel).  
 Gaveaux, 17 h : G. Poulet, N. Loe (Mozart, Schubert, Leo, Prokofiev).  
 Lacsmeire, 21 h : voir le 16.

**DIMANCHE 19**  
 19h30 : M. Th. Michaux (Buxtehude, Walther, Bach).  
 16 h : T. Chagnot (Bach, Ponce, Walton).

**Théâtre de la Rue-Paquet, 11 h :** A. Arrabal, Y.-U. Kim, R. Moog, K. Hellwig (Haydn, Beethoven, Mozart).  
**Eglise des Évaldes, 17 h :** Chœurs et ensemble de trompes de chasse (Schubert, Lully).  
**Musée de la Ville de Paris, 15 h :** J.-L. Feldmann, guitariste (Cordoba, Soc. Tarrega).  
**MARDI 21**  
 Radio-France, 20 h 30 : Ensemble pupitre 14. Dir. : E. Rosenfeld (Savouret, Chaynes, Beethoven).  
 Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : M. Tito (Scharoun, Chopin).  
 Eglise St-Médard, 20 h 30 : G. Fumet, G. Siegel (Händel, Bach).  
 Escalier d'Or, 21 h : Orchestre B. Thomas (Vivaldi).  
 Cité internationale des arts, 21 h : St-Tasle, J. Kapellin, A. Kartmann, T. Hakki.

**Jazz, pop, rock, folk**  
 ABC (723-61-27) : Grand Amsterdams, le 17, à 20 h 30 : Trio M. Petruccioli ; le 19, à 15 h : B. Chovikian, F. Mochali ; A. Jaume, J.-M. Montero...  
 CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 Maxime Sany Jazz Music.  
 CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) (D. L.), 22 h 30 : Carnaval Mazonba.  
 CITHEA (357-99-26), le 16, à 20 h : les Désaxés ; le 17, à 20 h : Daizhao ; le 18, à 20 h : Maudslayi Cow-Boy ; le 21, à 20 h : Franck ; le 16, 17, 18 à 22 h : Carmello.  
 DÉPÔT-VENTE (624-33-33), 22 h 30, le 17 : les espoirs du rock'n'roll ; le 18 : G. Petite Hotcha Blues.  
 DUNOIS (584-72-90), 20 h 30 : les 16, 17, 18, 19 : Mai Waldron (Santi Dabrian, St McCraven, R. Raux, Sam Rivers).  
 FORUM (297-53-47), 21 h, Festival rock franco-allemand, le 15 : Schlaflose Nächte ; le 16 : Sprung aus den Wolken ; le 17 : Castor/Académie française ; le 18 : Die Toten Hosen/Lacrate Milk ; hors festival, le 21 à 20 h 30 : Allen Quarter C. Vander.  
 GEORGE KILLIAN'S TAVERN (354-86-11), les 16, 17, 18, à 22 h : Simon O. MANU MUSICALE (238-05-71), le 18, à 20 h 30 : les Alizés.  
 MEMPHIS MELODY (329-60-73), mar., 23 h : J. Kahn, L. White, Sonya ; jeudi, 23 h : M. Anconina ; ven., 22 h : Y. Chahla ; 24 h : A. Lauwman ; dim., 23 h : A. Lauwman ; lundi, 23 h : L. Rulka.  
 NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, le 15 : M. Richmond, D. Humair, D. Friedman ; le 16, 17 : F. Lockwood trio ; le 18 : M. Edelin ; le 19, à 16 h : Outremestre ; le 20, 21 : McCoy Tyner.  
 PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : mer. : High Society Band ; jeu. : Watergate Seven + One ; ven. : Orlyson Orly ; sabb. : Rascal Thibault Quartet ; dim. : Karabin Quartet ; mar. : Trio Caratini, Fosse, Azolla.  
 PETIT HOPPORTON (236-01-36), 23 h : Little Big Band (dern. le 21).

**SAVOY (277-86-88), 21 h :** A. Villegier, H. Sellin, P.-Y. Saurin, S. Pordier (Jusséan 18).  
**SUNSET (261-46-50) (D. L.), 22 h :** E. Le Lann, A. Hervé, A. Romaza (dern. le 18) ; à partir du 21 : M. Pétier et T. Rabecan.  
**TWENTY ONE (260-40-51) (D.), 21 h :** Trio Greg Hummer.  
**VILLELLÉ HERBÉ (321-33-01), le 16 :** A. 20 h : J.-J. Milizan, A. Giroux Blues.

**Le music-hall**  
 BOHIO (322-74-84) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 16 h : F. Thibault.  
 CENTRE MANDAPA (589-01-60), le 16 à 20 h 30 : Tran Quang Hai, Bach Yen, Bach Thuan ; le 17 à 20 h 30 : J.-Y. Chetail, le 18 à 20 h 30 : Ahmed ben Djabar ; le 21 à 20 h 30 : Lutzmila Carpio.  
 ESPACE CORDON (266-17-81) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : J. Villere.  
 FONTAINE (874-82-34) (D. soir, L.), 20 h 15, dim. 17 h : P. Desjardins (à partir du 21 à 20 h 30).  
 GYMNASE (246-79-79) (D. soir), 21 h, dim. 16 h 30 : Font et Val (dern. le 19).  
 MAISON DES AMANDEURS (201-56-65) (D. soir, L., Mar.), 20 h 45, dim. 15 h : Brucez Rave.  
 OLYMPIA (742-25-69) (D.), 20 h 30, dim. 17 h : P. Bachelot.  
 PALAIS DES GLACES (607-49-93) (D. soir) 20 h 30, dim. 17 h : J. Edwards (dern. le 19).  
**PENICHE-OPÉRA (265-18-20) (D. soir, L.), 21 h, mar. dim. 17 h :** 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Gagnon - Bossi super Vena...  
**TAI TH. DESSAY (278-10-79), le 18 à 19 h :** T. Le Goff.  
**TH. DE DEUX HEURES (606-00-48) (D.), 20 h 30 :** L. Rocheman.  
**TEMPLEURS (278-91-15) (D. soir), 20 h 30, dim. 19 h 30 :** D. Bachelot (dern. le 19).  
**LE TROU NOIR (370-84-29) les 17, 18, 19 à 21 h :** J. Moizant.

**La danse**  
 PALAIS DES CONGRES (750-17-77) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h : Ballet du XX<sup>e</sup> siècle M. Béjart (Mozart pour le temps futur).  
 THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h : Ballet du XX<sup>e</sup> siècle M. Béjart (Mozart pour le temps futur).  
 TH. DE LA PLaine (250-15-65) (D. soir), 20 h 30, dim. 17 à : Cic (soir) ; 20 h 30, dim. 17 à : Cic (soir) ; 20 h 30, dim. 17 à : Cic (soir).  
 TH. 18 (226-47-47) (D. soir, L.), 20 h, dim. 16 h : Rémouades (dern. le 19) les 15, 16, 17, 18 à 22 h : le 19 à 18 h : Latin sous la lune.  
 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (722-47-77) les 17, 19, 20 à 20 h 30 ; le 18 à 15 h : Kadi, les Tambours de feu et les danses de l'île de Saïo.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**

261-26-20+

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale - Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à 2 heures

**DINERS RIVE DROITE**

**LE HISTRO ROMAIN** Le Bistrot de la Gare à l'Italienne, nouvelles suggestions, menu 37,50 F. s.n.c. Les fameux CARPACCIO et aloyaux sur le grill, nouvelle grande carte des desserts. Ouv. de 11 h à 1 h. 122, Champs-Élysées ; 9, av. des Ternes ; 103, bd de Montparnasse ; 9, bd des Italiens.

**ORPHIE** 256-31-39 F/dimanche 8, rue d'Artois, 8<sup>e</sup>

**INDRA** 359-26-72/359-46-40 10, rue du Commandant-Rivière, 8<sup>e</sup>

**COPENHAGUE** 359-20-41 142, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>

**RELAIS BELLMAN** 723-54-42 37, rue François-1<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup>/F/Sam. soir, Dim.

**CHEZ DIEP** 256-23-96 22, rue de Panthéon, 8<sup>e</sup>

**TY COZ** F/dim., lundi 35, rue Saint-Georges, 9<sup>e</sup> 878-42-95

**AUB. DE RIQUIEWHAR** 770-62-39 12, rue du Fg-Montmartre, 9<sup>e</sup> Ts. l.jrs

**LE GUILLAUME TELL** 622-28-72 111, av. de Villiers, 17<sup>e</sup>/F/Sam. midi, dim.

**AUBERGE DES TEMPLES** 874-84-41 74, rue de Dunkerque, 9<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Anvers

**AU PETIT RICHE** 770-68-68, 770-86-50 25, rue Le Peletier, 9<sup>e</sup> F/dim.

**RESTAURANT DU CASINO** 280-34-62 41, rue de Clichy F/Sam., dim.

**PALAIS DU TROCADERO** 727-05-02 7, avenue d'Eylau, 16<sup>e</sup> Tous les jours

**LE SAINT-SIMON** 380-88-68 116, bd Perrée, 17<sup>e</sup> F/Sam. midi, dim.

**AU POULBOT GOURMET** 606-86-00 39, rue Lamark, 18<sup>e</sup> F. Sam. midi/dim.

**CHEZ GEORGES** 574-31-00 273, bd Perrée, 17<sup>e</sup> Porte Maillot

**EL PICADOR** 387-28-87 80, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup>/F/lundi, mardi

**LE RELAIS DES BUTTES** 208-24-70 96, rue Compans, 19<sup>e</sup> F/dim.

**L'ORÉE DU BOIS** 747-92-50 Porte Maillot, Bois de Boulogne T.L.J.

**RIVE GAUCHE**

**DUQUESNOY** F/dim. 354-21-13 31, rue des Bonapartes (angle bd St-Germain), 9<sup>e</sup>

**LAPÉROUSE** 326-90-14 et 68-04 51, quai Grands-Augustins, 6<sup>e</sup> F/dim.

**TAN DINH** F/dimanche 544-04-84 50, rue de Valenciennes, 7<sup>e</sup>

**CHEZ FRANÇOISE** 551-87-20, 705-49-03 Atrégues des Invalides, 7<sup>e</sup>

**SOUPERS APRES MINUIT**

**LA TOUR D'ARGENT** 6, place de la Bastille, 344-32-19 Cadre élég. et confort. - Tous les jours de 12 h à 1 h 15 mat. Grill, poissons BANC D'HUITRES

**LA CLOSERIE DES LILAS** 171, boulevard du Montparnasse 326-70-30 et 354-21-68 An piano : Yvan MEYER

**LE BISTRO DE LA GARE** Nouvelles suggestions, menu 37,50 F. s.n.c. Les fameux aloyaux sur le grill. Nouvelle grande carte de desserts. Ouvert tous les jours jusqu'à 1 h. 73, Champs-Élysées - 9, bd de Montparnasse - 38, bd des Italiens - 30, rue Saint-Denis

**AU PETIT RICHE** 25, r. Le Peletier, 770-68-68, 86-50 F/dim. Service assuré jusqu'à 0 h 15 Banc d'huitres - Menu à 100 F. a.c.

**PALAIS DE L'EST** T.L.J. 241-09-99 186, Fg-St-Martin, 3<sup>e</sup> En fév., 30 % de moins pr. cde après 23 h Salle rue-de-chamois uniquement

**USA LANGUAGE**

Attrapez l'accent américain

Stages d'Anglais-américain, tous niveaux, matin, midi ou soir

Cours sur les médias américains. Littérature américaine. Cours pour enfants. Inscriptions dès maintenant. Professeurs américains. Rencontres - "Open House". Ambiance américaine.

**COUNCIL**

Centre Franco-Américain 1, PLACE DE FODÉON 75008 Paris Tél : (1) 634.16.10

**THEATRE EUROPE** JUSQU'AU 20 FEVRIER 20 H 30

**LUCES DE BOHEMIA** de VALLE INCLÁN

Centro Dramático Nacional de España

Mise en scène de Lluís Pasquel

Odeon Théâtre National - 325 70.32

**LOUISIANE**

UN FILM DE PHILIPPE CLAUDE

MARGOT KIDDER VICTOR LANOUX IAN CHARLESON ANDREA FERREOL

LOUISIANE et FAUSSE RIVIERE de MAURICE DENIZIERE

DENIS HEROUX - JOHN KEMENY

**le nouveau grand dessin animé de JEAN IMAGE**

**Le Secret des SELENITES**

un fantastique voyage au centre de la lune

Les américains ont WALT DISNEY, et nous avons JEAN IMAGE.

LE MONDE

REMIERE CHAIRE 171

DEUXIEME CHAIRE A2

SI VOUS CETTE DE FR VOUS

مكتبة الأمل

# COMMUNICATION

## LES NOUVELLES MATINÉES DE FRANCE-INTER

### Le cocktail Garetto

Après ses nouveaux après-midi lancés au mois de septembre dernier, France-Inter a inauguré, le lundi 13 février, un grand magazine matinal, fait de pages d'histoire et d'actualités, de jeux, d'amour et d'intérimés musicaux. C'est la deuxième phase d'une réforme courageuse et originale, étudiée depuis un an par Jean Garetto.

qui existait chez nous et chez nos voisins, négliger les sondages et études d'opinion, et simplement rêver à la radio que je souhaitais entendre.

A dire vrai, tout n'a pu être bouclé, et, dans le patchwork fabriqué, subsistent tout de même quelques stars et émissions vedettes... Le rendez-vous d'Eve Ruggieri est fixe (8 h 45) et, si le super-banco de Lucien Jeunesse (12 h 45) est porté à 5 000 francs - inflation oblige - cela reste « Le jeu des 1 000 francs ».

Mais le cocktail du matin présenté par Thierry Decaro réserve des surprises : ainsi cette émission en deux temps (9 h 35 et 10 h 10) appelée « La vie de près » dans laquelle Marcel Jullian entremet de Laurent Broomhead, de Jean-Didier Wolfmann et de Michèle Valentin, feuilleton en direct l'ensemble de la presse et commente ainsi l'actualité du jour. Aux auditeurs ensuite de choisir par téléphone l'événement

qui, le lendemain, devra faire l'objet d'un examen approfondi et mobiliser l'équipe, qui dispose de l'après-midi pour « plancher » sur le sujet et étudier, notamment à l'aide de documents divers les correspondances avec le passé.

Katia David enchaîne à 11 h 10 avec « Instant d'année », une bouffée de souvenirs liés à trois chansons d'une même année ; à 11 h 30, William Leymergie, Jean-Michel Brossseau et Jean-Marc Terrasse mènent tambour battant un jeu à suspense, « La clé sous le paillasson » qui permet de gagner, chaque jour, jusqu'à 3 000 kilomètres en train ! Tandis qu'à 12 h 30, le trio ravageur de « L'oreille en coin », Maurice Horgues, Jacques Mailhot et Françoise Morasso, peut mettre « la puce à l'oreille » - C'est le nom de l'émission de leurs auditeurs en dispensant leur humour six fois au lieu d'une dans la semaine ! Qui songerait à s'en plaindre ?

ANNICK COJEAN.

### QUAND LES PTT PRODUISENT...

### Un nouveau « Messages »

Quand on lui parle de télévision institutionnelle, le spectateur, en général, sort son oreiller. Il imagine tout de suite une avalanche d'informations indigestes, des exposés didactiques, des discours compassés façon « Expression directe ». Il a tort. La nouvelle formule de « Messages », le magazine des PTT, va s'efforcer de lui démontrer le contraire, tous les samedis à 12 h 10, à partir du 18 février sur FR3. Certes, l'émission, diffusée depuis deux ans dans un autre créneau horaire, n'avait rien de très séduisant. Mais les programmes régionaux de FR3 ont forcé les PTT à déménager, et le ministère en a profité pour revoir sa politique de communication.

La manière du « Ciné-club » FR3 de Gérard Jourdain.

On pourra reprocher aux producteurs de l'émission d'avoir « ciblé trop jeune ». Mais cela ne correspond-il pas au public qu'entendent retrouver ainsi les PTT et à une bonne partie des employés des services postaux ? Cette réalisation peu coûteuse (35 000 F hors taxes) prouve surtout qu'un nouveau style de production, mêlant informations pratiques et distraction, peut alimenter les réseaux ouverts à la communication institutionnelle sans faire fuir le public.

Le service information et communication des PTT - qui s'équipe, avenue Bosquet, d'un grand studio

vidéo compte s'ouvrir vers l'extérieur et collaborer, par exemple - avec la mission « TV câble ». Façon de prouver, sans doute, que les PTT ne sont pas insensibles aux problèmes des programmes. L'initiative n'est pas à dédaigner tant les besoins sont grands et la pénurie évidente. Encore faudrait-il que la Régie française des espaces (RFE) précise un peu les règles du jeu en matière de télévision institutionnelle. On comprendra mal que les PTT, le ministère de la défense ou la Fédération de la Mutualité aient accès à des tranches horaires sur FR3 que l'on refuse pourtant à l'Association française des banques.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## ENVIRONNEMENT

### AU CONSEIL D'ÉTAT

### Feu vert pour la construction de nouvelles remontées mécaniques dans la vallée de Chamonix

Le Conseil d'État a annulé, le 10 février, le jugement du tribunal administratif de Grenoble qui avait sursis à l'exécution d'une décision autorisant la commune de Chamonix à implanter des remontées mécaniques et des pistes de ski aux Grands-Montets, dans le massif du Mont-Blanc.

L'extension du domaine skiable des Grands-Montets est depuis longtemps souhaitée par la commune de Chamonix. Pour réaliser ce projet, qui exige la construction de téléskis et l'ouverture de nouvelles pistes de ski sur les pentes du massif du Mont-Blanc, site classé depuis 1951, la ville dut demander l'autorisation du ministère de l'environnement. Cette dernière fut accordée, malgré l'avis défavorable de la Commission supérieure des sites, par M. Michel Crépeau, le 7 juin 1982.

Retirée deux mois plus tard parce que le conseil municipal de Chamonix n'avait pas satisfait à l'une des réserves dont était assorti l'accord du ministre - la réduction du nombre de lits prévus par le plan d'occupation des sols en cours de révision - elle fut finalement confirmée, le 7 septembre 1982, la commune ayant accepté de se plier à toutes les

conditions fixées par la décision ministérielle.

Les téléskis des Grands-Montets ne purent cependant être construits : le 10 juin 1983, l'Association de défense de la vallée de l'Arve obtint du tribunal administratif de Grenoble la suspension des travaux. Le jugement se fondait à la fois sur le préjudice irréparable que causerait au site classé du Mont-Blanc l'exécution du projet et sur l'illegalité de la décision du ministre de l'environnement, qui aurait dû, selon le tribunal, recourir, en raison de la gravité de l'atteinte portée à cette partie du massif du Mont-Blanc, à la procédure de déclassement partiel du site (le Monde du 16 juin 1983).

C'est ce jugement que le Conseil d'État vient d'annuler, à la demande de la commune de Chamonix et contrairement aux conclusions du commissaire du gouvernement.

La décision rendue relève qu'aucune des critiques faites par l'association contre la décision ministérielle ne paraît, en l'état du dossier, de nature à entraîner son annulation. Le Conseil d'État a donc levé l'obstacle juridique qui s'opposait, depuis le jugement du tribunal administratif de Grenoble, à la reprise des travaux.

50 من الأصل

### Mercredi 15 février

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilleton : Dallas. Le mariage de J.R. et de Sue Ellen amène Cliff Barnes à Southfork. Mais Cliff est toujours amoureux de Sue Ellen. Un drame en perspective.
- 21 h 55 Jeux olympiques d'hiver. Hockey sur glace : URSS-Suède, Tchécoslovaquie-Canada.
- 22 h 50 Journal.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Dialogues des carmélites. De G. Bernanos, d'après G. von Lefort. Scénario : P. Bruchgatter et P. Agostini, réal. P. Cardinal. Avec N. Carraro, S. Flau, M. Robinson.
- Un lyrisme à la couronne du martyre, des images « à bout portant » saisies par les caméras de P. Cardinal, un texte dense, à la mesure d'une interprétation exceptionnelle : S. Flau, dans le rôle de la mère prieure, Courcel et A. Couderc.
- 22 h 30 Magazine : Moi je. De B. Boublier.
- Les vertus du samedi soir ou comment tromper l'ennui et la banalité... (l'amitié, les filles, la solitude ; un reportage « climatique »). Quelques raisons d'aller se reposer dans un monastère (une enquête qui donne des idées). Comment séduire-vous ? (La question est posée au général Bigard, à Jack Lang, à un prêtre ; impératifs associés).
- 23 h 25 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Cadence 3 (suite à 21 h 35). Émission de Guy Lux.
- Spécial Serge Lama pour fêter les vingt ans d'une brillante carrière. Il interprétera quelques-uns de ses grands succès ; les Belles rouges, Mon ami, mon maître, Europe.
- 21 h 15 Journal.
- 22 h Feuilleton : Exil. D'après le roman de L. Feuchtwanger, adapté G. Lionel, réal. E. Günther. Avec K. Löwinich, L. Martini, V. Glowna.

Les collaborateurs du Parisier Nachrichten fondent un nouveau journal avec l'aide de l'ancienne amie de Wiesner. L'armée allemande est aux portes de Paris. Dernier épisode d'un feuilleton médical.

#### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dans les mains du magicien.
- 17 h 12 Dessin animé : Belle et Sébastien.
- 17 h 40 Feuilleton : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 4 Renart (d'après le Roman de Renart).
- 18 h 20 Mon ami Guignol.
- 18 h 30 Vie régionale.
- 18 h 55 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Karbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

#### FRANCE-CULTURE

- 19 h 30 Perspectives scientifiques : La langue étrange d'Hélène Müller, avec M. Cifali.
- 20 h Une journée avec Betsy Jones : Les œuvres récentes.
- 22 h 30 Nuits magiques : Le village de Nierovec, par C. Ronce.

#### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Les chants de la terre.
- 20 h 30 Concert : « Mosaïque en mi bémol majeur » de Schubert, « Trois interludes » de Palestrina-Pfitzner, « Te Deum » pour soli, chœur, orgue et orchestre de Bruckner par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. F. Lopez, sol. J. Chastagnol, L. Finnie, J. Proszka, M. Davies, J.-H. Rootering.
- 22 h 30 Présence de nuit : Feuilleton « Tango » ; à 23 h 10, L'air du temps, l'année 1921.

### Jeudi 16 février

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Les rendez-vous d'Annick.
- 12 h 30 Tout cœur.
- 13 h Journal.
- 14 h 45 Objectif santé.
- Le sport, passeport pour la santé.
- 14 h Séria : Amicalisme votre.
- 14 h 50 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). Avec Maurice Rheims écrivain et commissaire-priseur. André Bromberg collectionneur, Pierre Perrigault décorateur.
- 15 h Quartier en direct de Vincennes.
- 16 h 30 Images d'histoires.
- 17 h Croque vacances.
- Dessins animés : l'histoire de Clémentine et Isidore ; vérités, informations et le feuilleton : Saly.
- 18 h Feuilleton : Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétéscope.
- 18 h 55 7 heures moins 5.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeux olympiques d'hiver (résumé).
- 20 h Feuilleton : La chambre des dames. D'après le roman de J. Botvin, adaptation F. Verry, réalisation Y. André, avec H. Virlojeux, N. Jamet, B. Bapts, M. Vidy.
- Romancier et homme qui son fils était un voyou. Mathieu promet à Marie de payer la somme réclamée par Amour. Marie, à bout de nerfs, décide de rompre avec Céme. Un feuilleton classique dans la tradition des Bêtes-Chausson.
- 21 h 30 Contre-sondages. Magazine de Anne-Louise.
- « Ici, rue Touffay, La Courneuve, le 3 juillet 1983 » : le racisme : un exil ; le père et l'enfant... Un magazine des faits divers souvent inédit.
- 22 h Jeux olympiques d'hiver. Patinage artistique : figures libres messieurs, en direct de Sarajevo.
- 23 h 10 Journal.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 8 h 55 Jeux olympiques d'hiver (et à 11 h 55 et 17 h 20). Patinage de vitesse ; ski-relais.
- 11 h 50 Journal (et à 12 h 45).
- 11 h 55 Jeux olympiques : Ski (station géant messieurs).
- 13 h 35 Gasp et Gasp.
- Laurent et Hardy : Allez vous rhabiller, de M. Semet.
- 15 h 50 Aujourd'hui la vie. Des auteurs et vous.
- 16 h Téléfilm : Du feu dans le ciel. D'après P. Gallio, réal. J. Jamesson. (Redif).
- Une catastrophe menace l'Arctique. Un astronome sur les traces d'une comète qui se dirigeait vers la Terre.
- 17 h 20 Jeux olympiques. Patinage artistique.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (DNC).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Exposition directe : L'Assemblée nationale.
- 20 h Journal.
- 20 h Séria : Le Testament. D'après N. Shute, réal. D. Stevens.
- Une série australienne en six épisodes. De 1942 à 1950, de la Malaisie occupée par les Japonais à la brève australienne, l'histoire d'une jeune Anglaise, héritière d'un testament, et d'un Australien, qui cherchent éperdument à se retrouver.
- 21 h 30 Alain Decaux : l'histoire en question Opération Méschico. Le bombardement, le 18 février 1944, de la prison d'Autens par le Royal Air Force. La mise au point de l'opération, les plans de vol, le film du bombardement, tourné par les caméras de la RAF, le tout raconté par l'historien du petit écran.

#### 22 h 45 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. Programmes antennes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 30 La minute nécessaire de M. Cyclopede. Censura le roussin.
- 20 h 35 Cinéma : le Mystère Picasso. (Hommage à H.-G. Clouzot).
- « François de Clouzot (1956) », avec Pablo Picasso.
- Picasso, en train de dessiner ou de peindre est filmé par un cinéaste qui cherche à montrer le processus de sa création. Un « film d'art » comme on disait alors. Tout a fait à part dans l'œuvre de Clouzot, filmé en noir ou en couleurs selon la nature des travaux de Picasso. Il s'agit pourtant d'une mise en scène, où la technique de la caméra se modifie selon les méthodes employées par l'artiste.
- 21 h 50 Journal.
- 22 h 40 Avec le temps : Patricia. Émission de Mente Grégoire, réal. A. Delarive.
- 23 h 20 Prélude à la nuit. Choral n° 3, de César Franck, interprété par Louis Robillard (orgue).

#### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dans les mains du magicien.
- 17 h 12 Des contours : forêt tendue.
- 17 h 52 Pier-Luce raconte : Ah ! les femmes.
- 18 h 8 Feuilleton : Dynasty.
- 18 h 55 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Karbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

#### FRANCE-CULTURE

- 11 h 2 Musique : orgues (les orgues de Gerhardt Grenzing) (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 45 Agora.
- 12 h 45 Panorama.
- 14 h 5 Sons.
- 14 h 5 Un livre, des voix : Poupée blonde, de P. Modiano et P. Le Tan.
- 14 h 45 Les grands-midi de France-Culture : têtes chercheuses à Gif-sur-Yvette ; à 15 h 20 : la politique culturelle des comités d'entreprise ; à 17 h, raison d'être.
- 18 h 30 Feuilleton : Nos ancêtres les jeunes filles, ou de l'éducation des demoiselles.
- 19 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la nouvelle anatomie pathologique.
- 20 h Nouveaux répertoires dramatique ; l'Auberge verte, par J. Guimet, avec H. Virlojeux, J. Negrou, N. Nerval, F. Bard.
- 21 h 45 La place de l'astre, de J.-L. Lagarde, avec J. Berger et B. Devoldere (Redif).
- 22 h 30 Nuits magiques : Harold Szemann, un visionnaire de génie.

#### FRANCE-MUSIQUE

- 12 h Le royaume de la musique.
- 12 h 35 Jazz : Caroline et Virgile, le blues de la côte est.
- 13 h Concours international de guitare.
- 13 h 30 Poissons d'or.
- 14 h 4 Minutes hépar.
- 14 h 30 Musiciens à l'œuvre : Londres 1934, les aventures de Prométhée : œuvres de Tippett, Purocell.
- 17 h 5 Rapports contemporains : G. Mendel, M. Nobre, de Oliveira.
- 18 h 5 Impéria.
- 19 h 5 Concert : jazz avec le Big Band de C. Bolling.
- 20 h Jazz : le bloc-notes.
- 20 h 30 Concert : (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Pour un livre à Venise, de Sinopoli, Schickelshoff, pour chœur et orchestre, de Brahms, Symphonie n° 4, de Schumann, par les Chœurs et l'Orchestre de Paris, dir. G. Sinopoli.
- 22 h 45 Présence de nuit : Feuilleton « Tango » ; à 23 h 10, Musiciens sans public.

**SI VOUS PASSEZ DANS CETTE CASE, 22 MILLIONS DE FRANÇAIS VONT VOUS VOIR** APPELÉZ TÉLÉ-PRESSE (1) 720 71 89

Comment bien placer vos économies

En vente partout : 19F

Realisé par les spécialistes de 50 MILLIONS DE CONSOMMATEURS, voici un guide complet sur les façons les plus sûres d'épargner en 1984, quel que soit le montant de vos économies : 30 formules de placement analysées, des exemples concrets, des conseils pratiques et objectifs. Pour ne pas se tromper.

DES SPECTACLES

EUROPE DE BOHEME

VALLE INCLAN

ISLAN

LESIN ANNIK

1983

LES

Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.) and Price (La semaine, La ligne T.T.C.).

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOI, etc.) and Price (La semaine, La ligne T.T.C.).

OFFRES D'EMPLOIS

Valeo advertisement for 'INGENIEURS DEBUTANTS' and 'INGENIEURS ETUDES INFORMATIQUES'. Includes company info and contact details.

Advertisement for 'CONSULTANT en ORGANISATION-MANAGEMENT-DEVELOPPEMENT'. Focuses on industrial and management consulting.

Advertisement for 'INGENIEUR DIPLOME' with 40 years experience. Mentions maintenance, stocks, and terrain management.

Advertisement for 'INGENIEUR' with 30 years minimum experience. Specializes in electronics and information systems.

Advertisement for 'emploi international' (international employment) with contact information.

Advertisement for 'ORGANISATION COMPTABLE' (accounting organization) with contact details.

Advertisement for 'INGENIEUR COMMERCIAL' with 250-450,000 F salary. Focuses on sales and client relations.

Advertisement for 'SENIOR PRODUCT MANAGER REVENTE'. Focuses on product management and sales.

Advertisement for 'INGENIEUR GRANDE ECOLE' (university graduate engineer). Focuses on industrial and technical work.

Advertisement for 'INGENIEUR SYSTEME' (system engineer) with 250-450,000 F salary. Focuses on system design and implementation.

Advertisement for '2 PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES' (mathematics teachers) for vacation periods.

Advertisement for 'emplois régionaux' (regional jobs) with contact information.

Advertisement for 'COLLABORATEURS PERMANENTS' (permanent collaborators) in various fields.

Advertisement for 'EMBAUCHONS VENDEURS (SES) PAR TELEPHONE' (recruiting sales staff).

Advertisement for 'COMPTABLE CONFIRME' (confirmed accountant) with contact details.

Advertisement for 'secretsaires' (secretaries) with contact information.

Advertisement for 'INGENIEUR COMMERCIAL' (commercial engineer) with contact details.

Advertisement for 'propositions diverses' (various proposals) including secretaries and translators.

DEMANDES D'EMPLOIS

Advertisement for 'INFORMATICIEN' (computer specialist) with contact information.

Advertisement for 'CHEF COMPTABLE' (chief accountant) with contact details.

Advertisement for 'ACHAT OR BIJOUX ANCIENS' (buying antique jewelry).

Advertisement for 'Cuisine' (cooking) with contact information.

Advertisement for 'Cours' (courses) in various subjects.

Advertisement for 'DéTECTIVES ENQUÊTEUR' (detective/investigator) with contact details.

Advertisement for 'PHOTO' (photography) with contact information.

Advertisement for 'Bijoux' (jewelry) with contact details.

Advertisement for 'Cuisine' (cooking) with contact information.

Advertisement for 'Cours' (courses) in various subjects.

Advertisement for 'Vacances-Tourisme-Loisirs' (vacations, tourism, leisure) with contact details.

l'agenda du monde

Large advertisement for 'l'agenda du monde' featuring various services like English classes, jewelry, and travel.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



50 من الأمل

SPORTS

Les XIV<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver

SKI ALPIN

Des sifflets pour Julien

Sarajevo. - En entendant les sifflets lorsque j'ai passé la ligne d'arrivée, j'ai senti que j'avais gagné. Aux yeux des quinze mille Yougoslaves plantés sur la pente de Bjelasnica, le Suisse Max Julien a, en effet, commis l'erreur impardonnable de battre leur favori, Jurij Franko, au terme des deux manches du slalom géant.

De notre envoyé spécial

De notre envoyé spécial vécit. C'est dire qu'il lui a repris le sac 7 sur le bas. Les Yougoslaves n'ont pas longtemps tenu rigueur à Julien de les avoir privés d'une médaille d'or, car Franko a quand même donné à son pays la première récompense olympique aux Jeux d'hiver. Au demeurant, le Suisse est un fort beau champion. Il fallait être très fort athlétiquement et techniquement pour tenir la route sur ce parcours en ciment. Deux qualités dont le fils de l'ancien champion d'Adelboden a fait étalage.

La meilleure ligne

Bassin placé très bas, jambes écartées, les extensions, pieds propulsant les skis dans les courbes : ces caractéristiques de la technique la plus sophistiquée lui ont permis de garder la meilleure ligne. Grands vaincus de la journée, Steve et Phil Mahre, les jumeaux américains respectivement champion du monde de la spécialité et vainqueur des deux

dernières coupes du monde, avaient prédit l'avènement de Julien après sa victoire à Bormio (Italie), lors des épreuves préliminaires de la saison. En fait, celui-ci pétrinait depuis longtemps aux portes de la renommée. Au cours de la saison 1982-1983, il avait terminé cinq slaloms géants de coupe du monde à la deuxième place. La concentration lui avait fait défaut lors des secondes manches. Après avoir songé à arrêter la compétition, l'été dernier, à cause de douleurs vertébrales, Julien a rehaussé ses skis avec une nouvelle détermination qui allait lui permettre de s'imposer pour la première fois aux Diablerets à la mi-janvier. Sur la lancée de cette victoire, il est devenu à Bjelasnica le troisième champion helvétique de « géant » après Staub (1960) et Hemmi (1976). Et pour enlever tous les doutes sur la valeur de sa performance, il a déclaré : « Pour me battre aujourd'hui, Inge-Mar Stenmark et Marc Girardelli, qui n'ont pas pu participer à ces Jeux, auraient dû être très forts. » ALAIN GRAUDO.

BIATHLON

Le plus vieux sport du monde

Sarajevo. - Un biathlète qui se met à « s'ambroger » court inévitablement à l'échec. Ce dérapage psychologique est encore plus préjudiciable sur la distance de 10 kilomètres que sur celle de 20 kilomètres, dont la durée permet de limiter la portée d'une erreur. Chaque détail, principalement au tir, décide de la qualité de la performance, au point qu'il est arrivé d'assister en une occasion - cas extrêmement rare - au généraliste suédois, Sven Thofelt, ancien champion olympique aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans, réussit le miracle de convaincre Avery Brundage, alors président du Comité international olympique (CIO), en lui faisant valoir qu'il s'agissait du plus vieux sport du monde : « Imaginez le mode de vie des hommes du Grand Nord, il y a sept mille ans. Pour se nourrir, ils devaient prendre une arme et des skis. Grâce à leur habileté de biathlètes, ils ramenaient ainsi à manger à leurs familles. » Sven Thofelt affirme qu'en écoutant son plaidoyer l'intransigeant américain pleura. Quand ils croisent le vénérable Suédois en habit de ski d'une autre époque, les biathlètes s'effacent, respectueux.

De notre envoyé spécial

mais elles torturent surtout la masse musculaire des jambes, le mouvement tournant contraignant l'une à rester « fixée » au rail intérieur de la trace et l'autre à « chasser » sur le côté pour assurer la progression. A la sortie du manège, le biathlète ne relance jamais impunément son corps, car il s'agit pour lui de retrouver un rythme d'une autre nature sur une ligne droite.

Subtilités

Ce sport baigne dans un océan de subtilités qui fait dire au Français Christian Poirot : « Quand on tire, il faut oublier chaque balle partie quel qu'en soit le résultat. » Cette concentration extrême provoque des spasmes qui plongent dans un étonnement inquiet les clients des hôtels où descendent les biathlètes. On les voit debout ou allongés dans les couloirs, la carabine au bout du bras, en train de « tirer à sec », ces gammes quotidiennes sont destinées au réglage permanent de la prise de l'arme.

Sans doute sous le poids de toutes les contraintes de leur sport, les biathlètes se distinguent pour leur mo-

desse. « Quand le tir ne marche pas, dit encore Christian Poirot, il faut retrouver les gestes de base, comme un débutant. » De même que, par un entraînement permanent, ils habituent leur organisme à passer sans transition de la phase mobile du ski à celle totalement statique du tir. En bref, c'est une discipline à deux vitesses admise au programme des Jeux olympiques depuis 1960 seulement. Un généraliste suédois, Sven Thofelt, ancien champion olympique aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans, réussit le miracle de convaincre Avery Brundage, alors président du Comité international olympique (CIO), en lui faisant valoir qu'il s'agissait du plus vieux sport du monde : « Imaginez le mode de vie des hommes du Grand Nord, il y a sept mille ans. Pour se nourrir, ils devaient prendre une arme et des skis. Grâce à leur habileté de biathlètes, ils ramenaient ainsi à manger à leurs familles. » Sven Thofelt affirme qu'en écoutant son plaidoyer l'intransigeant américain pleura. Quand ils croisent le vénérable Suédois en habit de ski d'une autre époque, les biathlètes s'effacent, respectueux. LIBERT TARAGO.

PATINAGE ARTISTIQUE

Simond encore en course

Sarajevo. - « Congratulations. » Avec son éternel manteau en poil de chameau, sa figure de coquer et son accent américain au couteau, Carlo Fassi félicite Michel Lafon et Didier Gaillaguet. Le directeur technique et l'entraîneur national de la Fédération des sports de glace acceptent sans ironie l'hommage du « magicien du patinage ». Pendant deux ans, ses tours de passe-passe étaient restés inopérants sur Jean-Christophe Simond, éternellement trahi, dans les grandes occasions, par des nerfs ou une santé fragile. Or, mardi soir, le champion du monde des figures imposées n'a pas « traqué » dans le programme court, il reste second au classement provisoire.

De notre envoyé spécial

lui parler de son avenir. Tout l'encadrement fédéral est intervenu pour le repêcher, comme l'année précédente, après son échec aux championnats du monde d'Helsinki. Simond est arrivé dans la capitale de Bosnie-Herzégovine avec dix jours de patinage dans les jambes. A l'entraînement, quarante-huit heures avant le début officiel de la compétition, il résumait une fois sur deux une combinaison de double et triple saut, difficulté la plus importante du programme court. Dans son entourage, on craignait le pire. C'était, pendant ces deux minutes où le patineur doit exécuter des figures imposées dans une composition originale que Simond avait irrémédiablement perdu le titre européen à Lyon en 1982.

De notre envoyé spécial

une médaille. C'est inespéré pour un garçon qui a trop souvent sombré à ce stade de la compétition. Quel que soit le résultat, Simond va mettre un point final à sa carrière sportive. Il n'ira pas, le mois prochain, aux championnats du monde. Sans amertume, mais non sans regrets. Le jeune Savoyard aurait aimé que ses premiers professeurs s'intéressent autant à sa formation athlétique et artistique que technique. Roi de la boucle, du parapente et de l'accrobranche, capable de réajuster les cinq triples sauts, il a toujours eu du mal à tenir les quatre minutes du programme libre. Il ne l'oubliera pas lorsqu'il deviendra, dans quelques mois, moniteur de patinage. A. G.

● ERRATUM. - Nous écrivions hier, dans notre article sur le patinage artistique : « Torvill et Dean ont bouleversé la spécialité. Aux championnats du monde d'Helsinki, en 1973, ils avaient fait sauter la banque des cotations. » Comme s'en souviennent les amateurs de patinage artistique, c'est en 1983 que les championnats du monde ont eu lieu à Helsinki.

L'ETAT S'INTERESSE A LA COUPE DE L'AMERICA

M. Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, et M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer, ont indiqué, mardi, que les pouvoirs publics étaient prêts à aider un projet français en vue de la prochaine édition de la Coupe de l'America, en 1987, à Perth (Australie). Le communiqué publié par M. Avice et M. Lengagne rappelle que « la France occupe aujourd'hui une place de premier rang sur le plan international, dans le domaine de la plaisance, comme l'attestent ses résultats industriels et sportifs ». C'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics, ajoute le communiqué, « sont prêts à participer à la mise en place d'un comité d'organisation représentatif des différents responsables de la voile française, afin de faciliter la mise en œuvre des projets actuellement envisagés par les clubs français ».

CYCLISME

Mort de Pierre Brambilla

On l'appelait « la Brambilla » et c'était une figure de légende. Pierre Brambilla, qui vient de mourir à l'âge de soixante-cinq ans à Grenoble (nos dernières éditions), laissera le souvenir d'un coureur énergique et d'un homme chaleureux. Ce robuste Savoyard d'origine italienne ajoutait à la valeur du champion cycliste le pittoresque et le non-conformisme d'un personnage haut en couleur. Il vidait ses bidons sur la route pour se punir lorsque ses performances ne lui donnaient pas satisfaction et faisait preuve en toutes circonstances d'un courage qui lui valait l'admiration de ses adversaires. Son tempérament d'attaquant et ses facultés de grimpeur aident, il gagna la course du Mont Chauve, le circuit du Ventoux, le Tour de l'Ouest et Paris-Clermont-Ferrand.

Il échoua, pourtant, d'extrême justesse dans le Tour de France 1947. A la suite d'un coup de théâtre sans précédent, il perdit, en effet, la première place du classement général au cours de l'ultime étape Caen-Paris. Il dut céder à Jean Robic le maillot jaune ravi l'avant-veille à René Vietto et qu'il portait encore à l'arrivée au Parc des Princes. En 1952, il abandonne la compétition après avoir enterré son vélo dans son jardin et devient directeur sportif d'une équipe grenobloise. Il reprend ensuite son métier de maçon et consacre ses loisirs à la musique. Sous une apparence fruste, il cachait une immense sensibilité. Il était à la fois battant et l'intellectuel du peloton. JACQUES AUGENDRE.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE
appartements ventes
1<sup>er</sup> arrdt HALLES FORUM NER studio 31 m² confort 2 pièces, 49 m², confort MEUBLES 225-02-55
2<sup>e</sup> arrdt ZONE PETITONNE DANS IMMEUBLE RENOVÉ AVEC OU SANS TRAVAUX 2.200.000 F. Le bureau Téléphone : 285-11-65
LOUVRE - IMM. XVIII<sup>e</sup> A vendre, CHARENTAIS 90 m², sol, autres voit. 272-40-19
4<sup>e</sup> arrdt 9, RUE ST-MERRI TRÈS BEL IMME. PIERRE DE T. Studios et 2 P. en duplex. LUXUEUSEMENT RENOVÉS. 8/14 h de 14 h à 18 h 271-80-44 - 327-82-40
CŒUR MARAIS Dans GRAND HOTEL PART. nombreuses surfaces à rénover Téléphone : 236-83-62
LE SAINT-LOUIS Appartement original RESTE ET ANCIEN. Liv. s. 3 mezz. + 2 chbres en mezzanine, petit bureau 120 m² développement, parquets chaux, 1.350.000 F. SERGE HAYEN, 322-82-80
5<sup>e</sup> arrdt CŒUR DU QUARTIER LATIN très bel imm. p. de t. BEAU 5 P., 130 m² 60 sq. 4 chbres + serv. 6<sup>e</sup>, asc., gd balcon, SUD 1.200.000 F. VERNEL, 626-01-80
PLEIN CIEL SUD Vue Jardin Chic 110 m², sec., 384-85-10
6<sup>e</sup> arrdt R. CASSETTE Dans ancien HOTEL PART. 18<sup>e</sup> DUPLEX 200 m², 2 chbres + studio indépendant, + MAGNIFIQUE TERRASSE 80 m² DORESSAY - 624-83-33
OBEON IMMEUBLE NAPOLEON III BEAU 3 PIECES grande salle, salle d'eau, W.-C. JARDIN D'HIVER POSSIBLE UNIQUE 530 000 F ETUDE BOSQUET - 708-08-78
9<sup>e</sup> arrdt RUE LENTONNET 83 m², 4 pces, rez-de-ét. Téléphone : 390-75-20
BON 4<sup>e</sup> - 2 PCES rez-de-ét. Bel imm. pierre de t. asc., 340 000 F - 543-88-80
11<sup>e</sup> arrdt AV. PHILIPPE-AUGUSTE, Imm. ancien, magnifique 3 P., 77 m², 2<sup>e</sup> ét., asc. 650.000, 347-67-07.
12<sup>e</sup> arrdt BADEMESNIL - 3 P. entrée, cuisine, bain, imm. rez-de-ét. 346 000 F. 280-28-23
BERLAULT, à louer, p. de t. bureaux, studio, 2<sup>e</sup> ét., total, 150 000 F - Tél. 286-19-07.
DAMESNIL, magnifique studio rez-de-ét. 7<sup>e</sup> ét., asc., tapis F. de t. 270.000, 347-67-07.
14<sup>e</sup> arrdt MONTPARNASSE STUDIO + CUISINE + BAINS CALINE, SOL.EL. 320-73-37.
PLAISANCE 110 m² CHARMANT DUPLEX ATELIER D'ARTISTE GARDI - 587-02-82
15<sup>e</sup> arrdt 15<sup>e</sup> RÉCENT PRÈS MÉTRO beau 2 p., cuis., bain, 50 m² + park. 480 000 F. 577-74-38
16<sup>e</sup> arrdt 1<sup>er</sup> sur, RUE POMEREU JARDIN 13/18 h, duplex original BEAU VOLUME - 2 500 000 F
17<sup>e</sup> arrdt ROME, beau studio neuf équipé, prestation de luxe 5 pièces, clim. 189.000 F. SHAM'S Téléphone : 229-43-12.
R. LEGENDRE-GUY-MOQUEET 9<sup>e</sup> P., cuis., équip., W.-C., bain, carrel. Etat neuf 2<sup>e</sup> ét., imm. plant. sous-sol, 191.000 F. SHAM'S 229-43-12.
45 BIS, AV. VILLIERS M<sup>e</sup> MALESHERBES DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-5 p. et 2 STUDIOS. LUXUEUSE REHABILITAT. Via. mar., jeudi 13 h 30/17 h.
18<sup>e</sup> arrdt TRES BON 18<sup>e</sup> PART. VEND 3 P. asc. éq. 70 m² LIBRE PIERRE DE T. 1<sup>er</sup> et dernier étage, asc. neuf 850 000 F - Tél. : 285-14-30
Jules-Joffrin - Rue du Mont-Cenis, studio, 2<sup>e</sup> ét., total, 155 000 F - Tél. 286-19-00
ORDENER-DAMREMONT, idéal Investissement, beau 3 P., ch. occupé, récupérable en 4 ans, asc., s/rue et jard. 270 000 F + sous-sol 2 sur 3 P. Lot de 160 à 400.000 F. p. de t. rev. val. sac. Pâtes chaux. SHAM'S 229-43-12.
20<sup>e</sup> arrdt LIMITE 19<sup>e</sup> CHARMÉ ET CARACTÈRE MAISONS RENOVÉES 63 ou 45 m² - 844-63-90
M<sup>e</sup> TÉLÉGRAPHE à 100 m du bus, imm. 6<sup>e</sup> ét., beau studio, cuis., équip., bain, balc. park., asc. Pr. 240.000 F. EGEM - 562-52-22.
78<sup>e</sup> Yvelines VERSAILLES Gagny-Gurgony de imm. st. pierre de t. APP'T 6 P., cuis., amén., rez-de-ét., jard. priv. 90 m², calme, soleil, cave, park. asc./sol. 1.350 000 F. PÉTRARQUE, M. : 563-60-00
Provence NIMES RÉSIDENTIEL 4 P. ANCIEN DU GARD UN IMMEUBLE JARDIN Livable immédiatement STUDIO 33,5 m² + JARDIN : 289 000 F
2 PICES 389 000 F + 426 000 F 469 000 F + 548 000 F PRÊTS CONVENTIONNÉS SACHÉ PRIURE Tél. : (06) 82-14-18 40, r. H. Revol, 30000 Nîmes
immobilier information ANCIENS NEUFS PAR ORDINAIRE Appel ou écrire : Centre d'information FRANK DE PARIS - IMMOBILIER LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS - 227-44-64.
appartements achats JEAN FÉLLELADÉ, 54, av. de La Motte-Picquet 19<sup>e</sup> arrdt - 6<sup>e</sup> ét. - 19<sup>e</sup> arrdt. Pale comprimes, 19<sup>e</sup>-7<sup>e</sup> arrts APPARTEMENTS grandes surfaces et MEUBLES. MÊME OCCUPÉS Recherche à 3 Pces, Paris, Prêt. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> arrts ou sans travaux. PALE COMPTANT chez nous. 873-20-87 (même le soir).
appartements occupés LUXEMBOURG 3 P. cuis., 4 pièces, dépendances et jardin, dans petit bourg Yvel. Tél. Mme Rodier 544-27-15.
viagers Étudiante, libre de suite. 62.000 cpt. + 1.045 F par mois. Couple 77/78 ans. Imm. très bon état, rue Garnier. F. CHU, 266-15-02.
FONCIAL VIAGERS 19. 80 MALESHERBES-8<sup>e</sup> 286-32-35, spécialiste 44 ans d'expérience, étude gratuite décès, rente INDEXÉE.
terrains CÔTE D'AZUR VILLERANCHÉ-SUR-MER Terrain constructible 1 500 m² 750 000 F TTC. Vue exceptionnel. Fax. (1) 701-11-12.
Propriétaire vend directement TRES BEAU TERRAIN 1.000 m² à bâtir, 30 km Ouest village zone vers. 600-98-70.
locations non meublées offertes Paris 77, RUE DE SAUSSURE petit studio confort 1 500 F ch. comprises. Jeudi 12/13 h.
Provence MAISON A LOUER, YONNE 4 pièces, dépendances et jardin, dans petit bourg Yvel. Tél. Mme Rodier 544-27-15.
locations non meublées demandées Paris Pour Cadre et Personnel IMPORTANTANTE SOCIÉTÉ INFORMATIQUE recherche Divers agents nos catégories villes Paris banlieue 504-48-21, poste 24.
Région parisienne Pour Stés européennes, cherc. villes, brevilles pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 265-87-52.
locations meublées demandées Paris SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rest. ou STUDIO au 5<sup>e</sup> P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - 285-11-08
EMBAASSY-SERVICE 8, av. Messine, 75008 PARIS APPARTEMENTS STANDING UNICQUEMENT 562-78-99.
pavillons PAVILLONS JUSQU'À 120 KM DE PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINAIRE Appel ou écrire : Centre d'information FRANK DE PARIS - IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS - 227-44-64.
villas 78 RAMBOUILLET belle mais. 73, selon, salle à manger, cuis. équipée, cheminée, 6 chbres, 2 bns, salle de jeu, garage, jds. Urgent. Pr intéressant. 834-13-18.
hotels particuliers NEUILLY-SABLONS TRÈS BELLE MAISON 8 P. JARDIN 700 M2, Garage, DORESSAY - 624-83-33.
fonds de commerce PROPRIÉTAIRE CEDE MURS COMMERCIAUX En RÉGION PARISIENNE Rendement annuel entre 10 et 12 % Tél pour renseignements (16)-87-27-26-00, p. 14.
propriétés VENDS 16 kms d'Avignon, centre village Maison de maître 13 pièces, 4 grands combles aménagés, 3 salles d'eau, garage/2 voitures. Chauffage central, patio extérieur. PRIX : 800.000 F Tél. Bureau : 357-07-19 Domicile : 337-66-55.
bureaux DOMICILIATION 16<sup>e</sup>, CHAMPS-ÉLYSÉES 140 A 340 F PAR MOIS CIDES - 723-82-10.
Domiciliations : 8<sup>e</sup>-2<sup>e</sup> SÉCRETARIAT, TÉL. TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés. ACTE S.A. 359-77-55.
CHAMPS-ÉLYSÉES Bureaux équipés avec services ou votre siège social, tél., téléc. secrétariat, salles de réunion avec vidéo bar, etc., loc. courte ou longue durée. ACTE. 562-66-00.
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATION S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés Déchèches et tous services Permanences téléphoniques 355-17-50.
DOMICILIATION IMMÉDIATE DANS LE 16<sup>e</sup> Inscription R.C. location de bureaux, téléc. 65-128-77 en permanence.



1550 من الأمل

# Charbonnage

## SOCIAL

### QUATRE DIRIGEANTS SYNDICAUX EUROPÉENS LANCENT UN APPEL POUR UNE ACTION COORDONNÉE POUR LES 35 HEURES

M. Jacques Chérèque, secrétaire général-adjoint de la CFDT, a présenté le 14 février à la presse le texte d'un appel « pour une Europe sociale et solidaire ». Ce texte est signé par M. Edmond Maire, par M. Georges Debussche, président de la Confédération européenne des syndicats (CES) et par deux anciens présidents de la CES, MM. Heinz Oskar Vetter, ancien président du DGB et actuellement parlementaire européen, et Wim Kok, président de la FNV hollandaise.

Estimant que l'Europe « s'affaiblit » et que le chômage « devient un danger pour nos démocraties », les signataires affirment que « l'interdépendance est devenue une réalité quotidienne. Face à la concurrence internationale, nous ne pouvons subsister et nous développer qu'ensemble ».

Demandant un développement de la négociation collective en Europe, les quatre syndicalistes estiment que « la lutte contre le chômage doit être la priorité de tous. La réduction de la durée du travail à 35 heures est donc indispensable. Il faut la conduire simultanément et d'une manière coordonnée dans tous les pays d'Europe ». M. Chérèque a également annoncé l'organisation par la CES d'une conférence sur l'emploi, les 5 et 6 avril à Strasbourg, à laquelle sont invités des chefs d'Etat et de gouvernement et des représentants du patronat. L'idée des syndicalistes, selon M. Chérèque, est d'« interpeller » gouvernements et patrons et d'« essayer de dépasser le plus petit dénominateur commun ».

## CONJONCTURE

### HAUSSE CONTINUE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont augmenté, en France, de 2,9 % en janvier par rapport en décembre. En un an (janvier 1984 comparé à janvier 1983), la hausse est de 37,4 %.

Les prix des matières alimentaires ont augmenté de 1,5 % en janvier et de 60 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté quant à eux de 3,8 % en un mois et de 25,5 % en un an.

**Lisez**  
Le Monde DE L'ÉDUCATION

## AFFAIRES

### RÉORGANISATION DANS LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE

#### Le groupe américain Comdial prend 45,6 % de l'entreprise française HPF

Le groupe américain Comdial, deuxième constructeur de combinés téléphoniques aux Etats-Unis, a pris 45,6 % du capital de la société française HPF (Horlogerie photographique française). HPF est, avec Matra, la CGE, Thomson et la CGCT, l'un des principaux fabricants de ces appareils en France. La société détenait 20 % environ du marché public des PTT (près de trois millions de postes sont achetés chaque année par l'administration). Elle emploie six cents personnes à

#### LES TÉLÉCOMMUNICATIONS ONT PERDU 500 MILLIONS DE FRANCS EN 1983

Pour la première fois, les Télécommunications françaises sont, « dans le rouge ». Le résultat de cette administration fait apparaître en 1983 une perte de 500 millions de francs au lieu d'un bénéfice, l'année précédente, de 2 milliards de francs.

Cette perte est d'origine financière, le résultat d'exploitation ayant été en augmentation sur 1981 et 1982 avec 6,2 milliards de francs. La dette des Télécommunications atteint 91,7 milliards de francs, dont plus de la moitié en devises (dont 90 % en dollars). La réévaluation de la monnaie américaine a contraint les PTT à provisionner 4,5 milliards de francs supplémentaires pour perte de change au 31 décembre 1983 après en avoir provisionné 5,5 un an plus tôt.

Les PTT s'inquiètent de la situation même si leur taux d'autofinancement reste élevé et confortable (75,9 %). Les services de M. Delors, le Trésor admet qu'il fallait désormais limiter l'appel des PTT au marché financier étranger en 1984 à 3,4 milliards de francs, c'est-à-dire un strict nécessaire pour faire face aux échéances. Le surplus d'emprunts nécessaire sera lancé sur le marché intérieur.

Reste l'autre source de « fuites ». Les PTT versent chaque année un « fonds de réserve » au budget général de 1,8 milliard francs 1982. Cette ponction atteindra 2,3 milliards de francs en 1984. Ils contribuent largement, d'autre part, au financement de la filière électronique pour, en 1984, 1,6 milliard de francs de donation en capital aux entreprises publiques et pour 1,8 milliard de francs de crédits de politique industrielle. Le total atteint donc 5,8 milliards de francs. La perte de 1983, même si elle est d'origine financière, signifie aussi que la « vache à lait des Télécoms » peut vite se tarir. Surtout à l'heure où il faut financer le difficile programme de télévision par câble.

E. L. B.

### DIX GROUPES DE LA DISTRIBUTION CHERCHENT À RÉUNIR LEURS CENTRALES D'ACHATS

Un projet d'accord est actuellement en discussion entre plusieurs grandes entreprises de la distribution, en vue de regrouper leurs centrales d'achats. Ces firmes étaient quatre d'abord - Carrefour, Auchan, Promodis et Casino - bientôt rejointes par des sociétés plus petites, comme Miniper ou les Comptoirs modernes. Elles sont dix aujourd'hui à chercher à s'entendre. Ensemble, leur chiffre d'affaires est de l'ordre de 100 milliards de francs par an, soit un dixième de celui du commerce de détail (990 milliards de francs en 1983).

Le but recherché par cet accord est de permettre aux entreprises qui s'associeraient d'obtenir de leurs fournisseurs de meilleures conditions d'achat ; celles précisément dont bénéficient déjà les deux plus grandes centrales - DI-FRA (1) et SOCADIP (2), - après desquelles s'approvisionnent des concurrents.

DI-FRA et SOCADIP réalisent l'un et l'autre un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 70 milliards de francs, tandis que la principale des centrales des firmes qui recherchent un accord ne dépasse pas 35 milliards de francs.

La forme juridique de ce nouveau groupe sera précisée plus tard : association la loi de 1901, groupement d'intérêt économique (GIE). De toute façon, dans un premier temps, il ne couvrirait que des marchandises et articles correspondant à la moitié du chiffre d'affaires des futurs partenaires.

Les pouvoirs publics, qui ne sont pas officiellement informés des discussions en cours, verront à ce que cet accord ne provoque pas un monopole qui écraserait de son influence les fournisseurs.

(1) DI-FRA : Les Distributeurs français.  
(2) SOCADIP : Société d'achat, de diffusion et de promotion.

## ÉNERGIE

### Le champ de Chaunoy (Seine-et-Marne) produira plus de 300 000 tonnes de pétrole par an

De notre envoyée spéciale

Andrezel (Seine-et-Marne). - Le sixième forage du champ pétrolier de Chaunoy (sur les communes de Blandy-les-Tours, Champoux, Saint-Méry et Andrezel en Seine-et-Marne) devait s'achever le 14 février par différentes mesures dans le fond du puits, à environ 2 300 mètres de profondeur. Certes, ce sixième forage a révélé qu'on avait vraisemblablement atteint la limite nord du champ et que le réservoir gréseux s'est-dit la couche productive, était un peu moins bon qu'au fond des cinq premiers forages. Mais il n'empêche que le champ de Chaunoy, découvert en mai 1983 par Esso-Rep, constitue, à l'échelle française, une ressource de pétrole très intéressante.

Les essais de mise en production « rapportent » déjà un millier de tonnes par jour, qui seront bientôt envoyés par pipe-line à la raffinerie de Nangis (ce qui supprimera la noria quotidienne de vingt à trente camions-citernes). Cette année, sept puits supplémentaires seront faits en déviation à côté des puits existants. Esso-Rep espère ainsi produire, à la fin de 1984, au moins 270 000 tonnes de pétrole brut (d'excellente qualité) et 300 000 tonnes (peut-être même plus) à partir de 1985 et pendant plusieurs années. Rappelons que 300 000 tonnes représentent plus de 18 % de la production française pétrolière de 1982. Avec les progrès techniques, la production pourrait durer - en diminuant progressivement - plusieurs décennies.

La découverte de Chaunoy fait suite à de nombreuses années de prospection. Sa mise en exploitation coûtera en tout de 400 à 500 millions de francs.

Avec la baisse inéluctable de la production de Parentis (Landes) - le principal champ pétrolier français, découvert par Esso-Rep en 1954, - la découverte de Chaunoy est donc particulièrement bien venue.

Esso-Rep s'efforce de perturber le moins possible l'environnement des plaines de la Brie. Bientôt, en tout cas, elle versera au département et aux communes « productrices » 30 F par tonne de pétrole extraite, dont 28 % iront directement aux communes, les 72 % restants étant répartis par le département.

Y. R.

## FAITS ET CHIFFRES

● **Manifestation à Usinor-Longwy.** - Une centaine de syndicalistes de la CGT ont manifesté, mardi après-midi 14 février, devant les bureaux d'Usinor-Longwy (Meurthe-et-Moselle) pour protester contre la mise à pied d'un délégué cégétiste accusé d'avoir sorti un engin appartenant à l'entreprise, lundi, lors du meeting de M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération CGT des métaux. Au cours d'une fausse manœuvre, ce délégué avait écrasé le pied d'un autre militant cégétiste (Le Monde du 15 février).

● **Milleville-France menace de bloquer les routes menant aux aéroports parisiens.** - Le premier loueur national de véhicule utilitaires sans chauffeur (trois mille huit cents véhicules) envisage de recourir au blocage des routes si l'aéroport de Paris ne lui donne pas l'autorisation d'ouvrir des comptoirs à Roissy et à Orly. Le contentieux est né il y a deux ans avec le renouvellement des concessions et le nombre de places

réduites allouées aux prestataires de services que sont les loueurs de voitures. Selon M. Gilbert Fontaine, président de la société, il est anormal qu'un loueur ne puisse pas entrer dans un établissement public à partir du moment où il répond aux conditions exigées, à savoir le paiement d'une redevance fixe d'environ 150 000 francs par an et d'une redevance variable de 9,50 % calculée sur le chiffre d'affaires réalisés dans l'aéroport.

● **Tramways de Montpellier :** troisième semaine de grève de la filière. - Quatre tramways de Montpellier (Hérault), licenciés par la Société montpellieraine des transports urbains (SMTU), ont commencé mercredi 15 février leur troisième semaine de grève de la faim. Trois de leurs confrères, délégués du personnel, également licenciés par cette société, que préside M. Georges Frêche, député PS, maire de Montpellier, avaient été réintégrés dans leurs fonctions par le ministre des transports.

## AGRICULTURE

### L'UFAC (alimentation animale) passe sous contrôle néerlandais

La société néerlandaise Hendrix, filiale de la BP, au chiffre d'affaires de 3 milliards de florins, employant quatre mille trois cents personnes, spécialisée dans l'agro-alimentaire et l'élevage, a pris le contrôle de la société Noria qui elle-même contrôle l'UFAC, Union des fabricants d'aliments composés, dont le chiffre d'affaires s'élève à environ 1 milliard de francs.

L'UFAC fut créée par une vingtaine d'entreprises indépendantes d'aliments pour le bétail qui constituèrent une société de service, laquelle fournit les additifs pour aliments (vitamines oligo-éléments, produits de traitement), dispose d'un service de recherche pour les formulations, les méthodes d'élevage et les bâtiments. Peu à peu, soixante entreprises se sont regroupées sous le label UFAC, qui est devenu ainsi le numéro un de l'alimentation animale pour le tonnage contrôlé techniquement. L'UFAC a aussi créé une filiale d'aliment d'allaitement et de veaux de boucherie, une filiale produits vétérinaires, une autre pour la sélection porcine et de lapins. L'Union a pris aussi quelques participations financières dans quelques entreprises membres qui en avaient exprimé le besoin.

Parallèlement les actionnaires de base, la moitié d'entre eux en fait, ont constitué une nouvelle société, Noria, qui devient le holding d'accueil pour les adhérents de

L'UFAC désireux de se défaire de leurs participations. C'est donc cet ensemble que reprend la société néerlandaise, les actionnaires de Noria étant désireux à leur tour de se défaire de leurs engagements et de réaliser leur capital, solution que les pouvoirs publics français ont acceptée après hésitation, en l'absence d'une solution française crédible et acceptable par les adhérents de l'UFAC. Ceux-ci souhaitent qu'elle conserve son caractère de société de service.

Il reste que les PME de l'alimentation animale sont dans une phase de mutation ; les créateurs n'ont pas de successeur ou en ont trop et la rentabilité est incertaine. Dans ces conditions, la tutelle technique du groupe hollandais pourrait aussi devenir financière, dans les années à venir.

J. G.

● **Pêche : accord entre la CEE et l'Espagne.** - Les dix pays du Marché commun et l'Espagne ont parvenu, le 14 février, à un accord sur l'activité des navires de pêche espagnols dans les eaux communautaires en 1984. Cet accord réduit notamment le quota de merlus attribué aux pêcheurs espagnols et limite les quantités de baudroie, et de sardines qui pourront être capturées. La flotte espagnole, à elle seule, représente une capacité égale à celle de l'ensemble de la CEE. - (AFP.)

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$ E.-U.	8,3130	8,3155	+ 160	+ 190	+ 300	+ 300	+ 915	+ 1025
\$ Can.	6,6738	6,6796	+ 134	+ 174	+ 252	+ 348	+ 778	+ 883
Yen (100)	3,5428	3,5445	+ 173	+ 190	+ 330	+ 372	+ 1081	+ 1201
DM	3,0840	3,0861	+ 167	+ 181	+ 324	+ 344	+ 983	+ 1031
Franc	3,7332	3,7349	+ 143	+ 157	+ 278	+ 295	+ 838	+ 983
F.R. (100)	15,0598	15,0684	+ 112	+ 268	- 2	+ 151	- 60	+ 271
S. Afr.	3,7663	3,7692	+ 284	+ 305	+ 557	+ 583	+ 1616	+ 1684
L. (1 000)	4,9891	4,9898	- 224	- 189	- 436	- 399	- 1232	- 1126
£	11,9275	11,9378	+ 288	+ 348	+ 564	+ 647	+ 1733	+ 1926

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/8	9 7/8	9 5/8	9 7/8	9 3/4	10	9 9/16	10 3/16
\$ E.-U.	9 5/8	9 7/8	9 5/8	9 7/8	9 3/4	10	9 9/16	10 3/16
DM	5 3/4	5 5/8	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 9/16	5 13/16	5 3/4
Yen (100)	5 3/4	6	5 11/16	5 15/16	5 3/4	6	5 7/8	6 1/8
F.R. (100)	1	1 1/2	2 1/8	3 3/16	3 1/16	3 5/16	3 9/16	3 13/16
L. (1 000)	16 1/8	17 3/4	16 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/4	17 7/8
S. Afr.	9 3/16	9 5/16	9 1/16	9 5/16	9 3/16	9 7/16	9 1/16	9 5/8
£	12 3/8	12 5/8	13 7/8	14 3/8	15	15 3/8	15 3/8	15 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

### Ministère du Commerce et de l'Industrie

#### Appel d'Offres International

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie désire lancer un appel d'offres international aux entreprises de construction pour un contrat de livraison clé-en-main, d'une usine de sucre de canne neuve, fiable et sous garantie de capacité de broyage de 1 000 tonnes de canne par jour (t.c.j.) avec possibilité d'extension jusqu'à une capacité maximum de 1 500 t.c.j. à Kiboti près de Rutana dans le Sud-est du Burundi. Le contrat de livraison clé-en-main comprend la conception, l'établissement des plans, la fourniture des équipements constituant l'usine, le montage, l'essai et la mise en marche, les travaux de génie civil ainsi que l'entretien de l'usine.

**Financement du projet**  
Le projet est financé conjointement par la BAD, la BADEA, le Fonds de l'OPPE, et le Fonds d'Abu Dhabi.

**Origine des candidats**  
Les assembleurs comme les fabricants de matériel sont admissibles à se faire enregistrer.

**Participation à la présélection**  
Les entreprises intéressées devront faire acte de candidature auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie avant le 15 mars 1984.

**Dossiers des candidats**  
Les dossiers des candidats comprendront toutes indications utiles, notamment :

- une déclaration indiquant l'intention de soumissionner et faisant connaître les noms, prénoms et qualité, domicile et nationalité du soumissionnaire ;
- une attestation de nationalité selon la réglementation valable en la matière dans le pays du soumissionnaire ;
- les références techniques sous la forme d'une note indiquant les lieux, les dates, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a apporté son concours (avec la mention précise de ladite contribution) avec indication des maîtres d'ouvrage ;
- les références financières sous la forme d'une attestation d'une banque sur la solvabilité du soumissionnaire.

**Procédure d'invitation à participer**  
Il sera adressé aux candidats retenus, une lettre d'invitation à participer à l'appel d'offres restreint prévu.

Cette invitation confirme la recevabilité de la candidature et doit indiquer les conditions d'attribution du dossier d'appel d'offres.

**Inscription définitive**  
Les candidats invités devront, s'ils maintiennent leur intention de participer, confirmer leur candidature par pli recommandé adressé au Ministère du Commerce et de l'Industrie, B.P. 492, Bujumbura, Burundi, dans les conditions prescrites dans la lettre d'invitation de l'organisateur.

Sous les candidats invités ayant confirmé leur intention de participer à l'appel d'offres seront considérés comme définitivement inscrits pour participer à l'appel d'offres restreint.

Les entreprises, ayant déjà participé à des appels d'offres antérieurs pour le projet ci-dessus mentionné, ne sont pas dans l'obligation d'adresser un nouveau dossier, leur précédente offre sera prise en compte pour la présélection.

# judard

**N.V. EXPORT FINANCIERING-MAATSCHAPPIJ**

**efim**  
Fondée en 1951

Financement à moyen et à long terme de biens d'équipements, tels que toute sorte de navires, matériels off shore, usines, installations, etc. exportés des Pays-Bas.

Renseignements complets fournis sur demande

**2582 LR LA HAYE**  
**PRINS MAURITSLAAN 6**

Téléphone : 070-55-89-00      Téléc. : 31121  
Adresse télégraphique : FINEX      B.P. : 82006

# ÉTRANGER

SUITE A UNE CASSURE DANS LES SYNDICATS ITALIENS

## Le gouvernement prend par décrets-lois des mesures de lutte contre l'inflation

Rome. - A la suite d'une réunion du conseil des ministres qui s'est tenue jusqu'à une heure avancée de la nuit du 14 au 15 février, le gouvernement Craxi a décidé de prendre par décrets-lois les mesures prévues dans son programme contre l'inflation. Cette procédure autoritaire a été rendue nécessaire par l'impossibilité de parvenir à un accord avec les partenaires sociaux en raison de la cassure qui s'est produite dans le monde syndical entre la CGIL (quatre millions et demi d'adhérents) et les autres confédérations (CISL et UIL).

Conformément à son objectif de ramener à 10 % la hausse des prix en 1984, le gouvernement a pris deux décrets-lois ramenant de douze à neuf les points de l'échelle mobile des salaires (ce qui signifiera une perte de 200 000 litres (1) environ sur le salaire moyen en 1984), prévoyant une limitation de l'augmentation des tarifs publics et insistant des contrats de solidarité pour les entreprises en crise afin de pallier le chômage. Cet ensemble de mesures, repoussé par la CGIL, a été accepté par les autres confédérations, qui se sont toutefois abstenues de signer un accord avec le gouvernement, se refusant à agir séparément.

La procédure du décret-loi pour mettre en œuvre la politique du gouvernement fait courir le risque d'un double affrontement, au Parlement et dans le pays. Déjà, l'agitation dans les usines, commencée ces dernières semaines, s'amplifie, notamment à Florence et dans le Latium. A la Chambre des députés, le gouvernement devra faire face à l'opposition communiste, et peut-être à des dissensions au sein de sa majorité sur la manière dont ont été conduites les négociations.

Cependant, la fracture dans le front syndical italien est profonde. Perceptible depuis de longs mois, elle est surtout apparue dès le début, fin janvier, de la négociation pour le renouvellement d'une ébauche de pacte social. L'échec d'un accord intersyndical face à la

proposition du gouvernement ne fait que révéler les dissensions.

La fédération unitaire des trois grandes confédérations (CGIL, CISL et UIL), qui date de 1972, a, vaillant qu'elle, réussi, pendant douze ans, à préserver une action commune. Jusqu'en 1975, elle s'est révéillée un instrument efficace de défense des travailleurs, obtenant une croissance des salaires réels. Avec la fin de la politique de solidarité nationale, les problèmes se firent plus aigus. Le laborieux accord tripartite du 22 janvier 1983, conclu après dix-huit mois de négociations, a en fait laissé une certaine amertume.

Aujourd'hui, M. Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, la première confédération italienne, estime toujours que « le destin du syndicalisme, s'il veut des résultats tangibles, est d'être uni ». Il reste qu'au cours de ces derniers jours une double cassure s'est produite au sein du mouvement, d'une part entre la CGIL et les autres confédérations favorables, elles, à la proposition gouvernementale, d'autre part, au sein même de la CGIL, entre communistes (opposés) et socialistes (favorables). En témoignage le vote, le 13 février, de la direction de la CGIL, adoptant, par 76 voix contre 46, l'ordre du jour des communistes et repoussant celui de la composante socialiste minoritaire.

### L'échelle mobile

Comme en janvier 1983, la proposition d'accord tripartite vise à ajuster les mécanismes d'indexation des salaires aux objectifs de la politique de la lutte contre l'inflation. L'année dernière, avec des réserves de fond, les syndicats avaient signé un accord prévoyant un ralentissement de la progression de l'échelle mobile, qui ne couvrirait plus que 65 % du salaire moyen (contre 75 % auparavant). En contrepartie, les travailleurs obtenaient des avantages, notamment une augmentation des salaires contractuels et des allocations familiales, en fonction d'engagements précis du gouvernement. Certains ont été respectés; d'autres

non, comme les compensations en matière fiscale.

Cette année toutefois, alors qu'en 1983 il était prévu un principe de dominant-dominant, l'accent est mis davantage sur la politique globale, qui servira à compenser les concessions sur les salaires. Il est ainsi prévu un blocage des tarifs publics, une plus grande justice fiscale, des créations d'emplois, en échange d'une réduction de trois points de l'échelle mobile.

Comme le souligne M. Ottaviano del Turco, secrétaire adjoint socialiste de la CGIL, « c'est un véritable pacte social qui nous est proposé et il est remarquable, par exemple, que pour une fois soit reconnu un pouvoir aux syndicats en matière de gestion du chômage ». Pour Bruno Trevis, l'un des secrétaires nationaux, de tendance communiste, de la CGIL, « ce sont les conditions mêmes de la politique économique, susceptibles de justifier une intervention sur la dynamique des salaires, qui font défaut ». Selon les communistes, le gouvernement est resté imprécis tant sur le calendrier que sur les moyens de sa politique, notamment au ce qui concerne les pressions fiscales sur les autres catégories professionnelles (en Italie, 80 % des impôts directs sont payés par les salariés).

Au-delà des aspects techniques du désaccord au sein des syndicats, se pose en réalité un problème de fond, lié à la crise du monde ouvrier et de sa représentation. Les syndicats ont traditionnellement des réticences profondes à l'égard d'accords tripartites du type de celui de 1983, signés néanmoins parce qu'il offrait des compensations précises. Cette fois, pour les communistes, le jeu n'en vaut pas la chandelle. Pour la CGIL et, UIL, la centralisation des négociations paraît offrir un moyen de remédier aux faiblesses du syndicat pour l'ensemble du dernier trimestre. Pour sa part, estime qu'il s'agit de conserver une autonomie de manœuvre et d'éviter de se lier les mains par des accords au sommet paralysant la base.

PHILIPPE PONS.

(1) 1 litre = 0,005 F.

## CONSTRUCTION NAVALE

### La CGT réclame la mise en chantier d'une dizaine de navires

A l'issue d'une réunion tripartite entre M. Guy Lengagne, le patron et les syndicats de la construction navale, le secrétariat d'Etat à la mer a annoncé, le 14 février, la constitution de trois groupes de travail :

- Besoins, recherche et modernisation de l'outil de production ;
- Examen des prix de revient et évolution de la productivité ;
- Caractéristiques du marché intérieur et du marché international.

La CGT a demandé la construction immédiate de plusieurs unités : un car-ferry pour la SNCF ; deux pour la Société nationale Corse-Méditerranée ; un plate-forme pour la COMEX ; deux porte-conteneurs pour la Navale et commerciale ; un navire péninsulaire ; deux trans-porteurs de produits chimiques ou

pétroliers pour ELF et deux minéraliers pour Usinor et Sacilor.

On apprend, d'autre part, qu'Alstom-Atlantique et la Compagnie marocaine de navigation (COMANAV) ont signé il y a quelques jours un protocole d'accord (soumis à l'approbation des deux gouvernements) pour la construction d'un car-ferry. Ce protocole devrait être confirmé à la fin du mois.

Une vive concurrence s'exerce à propos de ce navire, des chantiers espagnols ayant fait une nouvelle offre aux Marocains.

Ce car-ferry représenterait une commande de quelque 270 millions de francs pour Alstom-Atlantique. La subvention de l'Etat aux chantiers serait d'environ 130 millions, qui s'ajouteraient aux 270 millions payés par l'armateur.

### En Espagne

### Les salariés des chantiers navals manifestent contre les projets de reconversion

Environ trois cent mille personnes, selon des sources syndicales, ont manifesté, le 14 février, dans le centre de Vigo (Galice), contre les projets gouvernementaux de reconversion industrielle qui affecteront notamment le secteur des chantiers navals. Cette manifestation, la plus importante jamais organisée à Vigo, était le point d'orgue d'une grève générale de vingt-quatre heures qui

a paralysé la ville et une vingtaine de communes environnantes.

Zone la plus industrialisée de toute la Galice, la région de Vigo et ses cinq cent mille habitants, dont la plupart dépendent directement ou indirectement des chantiers navals, traversent actuellement une très sévère crise économique. Le chômage frappe environ le tiers de la population active, contre 19 % il y a un an, alors que le taux de chômage est de 18 % au niveau national. Or, selon des prévisions officielles, sur un total de 40 000 ouvriers des chantiers navals espagnols, environ 15 000 perdraient leur emploi.

Cette manifestation avait été organisée par les deux principaux syndicats espagnols, les Commissions ouvrières (pro-communistes) et l'Union générale des travailleurs galiciens. Elle était soutenue par tous les partis politiques, à l'exception du parti gouvernemental, le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). - (AFP.)

### En Grande-Bretagne

### LA PRODUCTION INDUSTRIELLE CONTINUE DE PROGRESSER

Londres (AFP, Agefi). - La production industrielle britannique a atteint en décembre son niveau le plus élevé depuis près de quatre ans. Elle a été en hausse de 0,6 % sur novembre, soit sa sixième augmentation mensuelle consécutive. Selon l'Office central de la statistique, la production industrielle a enregistré pour l'ensemble de 1983 une hausse de 2,5 % sur 1982. Au dernier trimestre 1983, elle a marqué une progression de 7,5 % par rapport au premier trimestre 1981, au creux de la récession; mais elle est restée inférieure de 7 % environ au niveau du deuxième trimestre 1979, à la veille de cette récession, en dépit de la forte expansion pétrolière. L'indice officiel (base 100 en 1980) s'est établi à 102,6 pour décembre (102 pour l'ensemble de 1983 une hausse de 2,5 % sur 1982, en hausse de 3,6 % sur un an.

La seule industrie manufacturière a donné des signes d'accélération en décembre. Sa production s'est accrue de 0,9 % par rapport à novembre et, pour l'année entière, sa progression a atteint 1,5 % sur 1982. L'indice a atteint 96,2 pour l'ensemble du dernier trimestre, soit 4 % de plus qu'au creux de la vague, mais encore 14,3 % de moins qu'à la veille de la récession.

### ÉTATS-UNIS

● Forte progression des ventes au détail. - Les ventes américaines au détail ont progressé de 2,2 % en janvier pour atteindre le niveau mensuel record de 104,4 milliards de dollars. Cette hausse, qui fait suite à une faible progression (0,1 %) en décembre, est la plus forte enregistrée depuis le mois de mai 1983. En décembre, indique le département du commerce, les ventes de biens durables ont augmenté de 0,1 % pour atteindre 35 milliards de dollars (les seules ventes d'automobiles ont représenté 21,3 milliards de dollars, en progression de 1,2 %). En revanche, les ventes de biens non durables ont augmenté de 3,3 %, atteignant 69,4 milliards de dollars. Le montant global a été, en janvier 1984, de 13 % supérieur à celui du même mois de 1983 qui avait marqué le début de la reprise économique aux Etats-Unis. - (AFP.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### Résultats 1983 en progrès malgré une année difficile

La répartition géographique et sectorielle des activités du Groupe lui a permis, en 1983 - comme plusieurs fois dans la décennie précédente - de maintenir à un niveau convenable ses résultats globaux malgré les difficultés importantes rencontrées dans certains de ses métiers.

Le Groupe a, en même temps, enrichi son champ d'activité par des prises de participation significatives qui lui ouvrent de nouvelles perspectives de développement et devraient contribuer à l'amélioration de ses résultats.

Les ventes nettes du Groupe ont été de 57 400 millions de francs environ contre 51 342 MF en 1982. La progression est de 12 % et de 13 % à taux de change et à structure comparables.

Ces ventes se répartissent ainsi : France 50 %, RFA 16 %, USA 15 %, autres pays 19 %.

Les exportations à partir de la France ont été de 8 100 millions de francs contre 8 431 MF l'an dernier où elles comprenaient des livraisons exceptionnellement importantes en Irak. Elles représentent 28 % des ventes françaises.

Le résultat net total du Groupe (avant déduction de la part des intérêts minoritaires et des éléments exceptionnels), qui est celui retenu par l'Observatoire des Entreprises Publiques, serait de 740 millions de francs environ contre 521 MF l'an dernier. Ce résultat 1982 a été retré, pour être comparable à celui de 1983, en tenant compte de la modification comptable adoptée au premier semestre en ce qui concerne les différences de conversion.

Le résultat net industriel (après déduction des intérêts minoritaires et avant éléments exceptionnels) qui est celui pris en compte pour la rémunération des

titres participatifs émis en 1983, atteindrait 400 millions de francs environ contre 257 MF en 1982.

Il permettrait donc d'atteindre, dès la première année, le plafond prévu par la rémunération des titres participatifs. Ce résultat industriel provient en totalité des activités du Groupe dans les autres pays que la France.

Le résultat net prend en compte la dernière partie des pertes exceptionnelles enregistrées par le Groupe à l'occasion de sa sortie de l'informatique, soit 155 MF qui figuraient déjà dans les comptes du premier semestre. De ce fait, le résultat net serait de 250 millions de francs environ, contre une perte de 592 MF en 1982.

L'autofinancement estimé du Groupe est, pour 1983, de 2 900 millions de francs environ contre 2 723 MF publié en 1982 et 2 528 MF après retraitement. Sa progression (15 %) a été satisfaisante dans la plupart des pays sauf en France où il a diminué (405 MF contre 613 MF après retraitement, en 1982). Il comprend des amortissements pour 2 400 millions de francs, contre 2 167 MF en 1982.

Les investissements totaux ont été de 4 500 millions de francs environ contre 3 851 MF en 1982. Ils s'analysent ainsi :

- Investissements industriels : 2 900 millions de francs contre 3 493 MF en 1982, où ils étaient exceptionnellement élevés du fait de la construction d'une usine de vitrage au Brésil.
- Investissements en titres : 1 600 millions de francs environ contre 358 MF en raison principalement des prises de participation dans la Compagnie Générale des Eaux et dans la Société Générale d'Entreprises-SB.

En France, les investissements industriels ont été de 1 250 MF

contre 1 429 MF en 1982, année où ont été réalisés plusieurs projets importants.

Le Groupe emploie à fin 1983 : 134 000 personnes environ, se répartissant ainsi : France 70 300 ; autres pays 63 700. A structure comparable, les effectifs ont diminué de près de 5 % tant en France que dans l'ensemble des autres pays. En France, les diminutions d'emplois proviennent essentiellement de cessations anticipées d'activités et de départs. Une action vigoureuse en faveur des bassins d'emplois touchés a été réalisée à travers Saint-Gobain Promotion, qui a contribué en 1983 à des engagements de création de 2 000 emplois nouveaux environ dans de petites et moyennes entreprises.

L'examen par activité du Groupe fait apparaître de très bons résultats pour la branche Conditionnement, en particulier en France, une marche satisfaisante de la branche Vitrage, le maintien dans une conjoncture difficile de la branche Entreprises, une réduction sensible des résultats de la branche Canalisation, la persistance de pertes importantes en France pour les activités Isolation, Mécanique, Bois et Fibres de renforcement.

Les prévisions établies pour 1984 ne devraient pas faire apparaître de dégradation de la situation du Groupe prise dans son ensemble. Au contraire, l'évolution de la conjoncture aux Etats-Unis et en RFA pourrait permettre des améliorations. Toutefois, certaines sociétés du Groupe en France notamment mais aussi en Italie et en Espagne resteront en difficulté en attendant que les plans de redressement aient permis les améliorations substantielles de productivité escomptées pour les années suivantes.

### SEFIMEG

Les recettes de loyers de la société ont atteint, en 1983, 191,47 millions de francs, enregistrant ainsi une progression de 8,84 % par rapport à l'exercice précédent.

Il s'y ajoute 210 000 F de primes à la construction, 121 630 000 F de produits accessoires et 365 000 F de revenus de SCI ainsi que les sommes dues par l'Etat au titre de la garantie accordée pour compenser les effets des blocages partiels des loyers durant l'année 1983.

Les recettes totales de l'exercice clos le 31 décembre 1983 devaient, dans ces conditions, avoisiner 211,5 millions de francs à comparer à 192,6 millions de francs pour l'année précédente, soit une progression de 9,78 %.

Cette progression devrait permettre, conformément aux prévisions, la distribution d'un dividende en augmentation par rapport à celui de l'exercice précédent.

### Epargne Industrie

Placée à la fois sous le régime de la loi du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises, et sous le régime de la loi de finances pour 1983 dans le cadre du compte d'épargne en actions, EPARGNE INDUSTRIELLE a été ouverte au public le 23 novembre 1978.

Au 31 décembre 1983, date de clôture de l'exercice, l'actif net de la société était évalué à 1 259 million de francs; la valeur liquidative de chacune des 3 003 311 actions en circulation à cette date, ressortait à 419,37 F.

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice et a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende par action de 30,11 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 2,90 F, soit un total de 33,01 F (1).

La répartition de l'actif net en fin d'exercice était la suivante :

- Actions françaises ..... 45,32%
- Obligations françaises ..... (2) 38,32%

- Actions étrangères ..... 6,71%
- Liquidités nettes ..... 9,65%

(1) Rappel dividende global précédent : 26,77 F.

(2) Dont obligations CNB, CNI : 11,40 %.

**Lisoz**  
Le Monde des PHILATÉLISTES  
LE JOURNAL DE LA PHILATÉLIE

### De Dietrich

Le chiffre d'affaires réalisé en 1983 totalise 1 656 millions de francs. Il est en augmentation de 3 % et se décompose comme suit :

	1983	1982	Variation
Division équipement ménager	676	677,5	-
Division équipement thermique	418,6	389,9	+ 8 %
Division équipement chimique	159,6	158,5	-
Division ferroviaire et mécanique	483,2	384,3	+ 5 %
Activités forestières	6,9	6,1	+13 %
<b>Total</b>	<b>1 656,3</b>	<b>1 607,3</b>	<b>+ 3 %</b>

Le montant des ventes à l'exportation a progressé de 16 % :

Division équipement ménager	53,1	49,3	+ 8 %
Division équipement thermique	54,2	31	+75 %
Division équipement chimique	86,7	94,8	-
Division ferroviaire et mécanique	74,5	62,7	+19 %
Activités forestières	2,2	1,6	+37 %
<b>Total</b>	<b>280,7</b>	<b>241,4</b>	<b>+16 %</b>

mandes dont les effets s'inscrivent en 1984.

Division ferroviaire et mécanique L'activité de la division est restée soutenue tout au long de l'année. Le carnet de commandes en matériel ferroviaire à la fin de 1983 est essentiellement destiné à l'exportation.

Le niveau d'activité des usines a pu globalement être maintenu au cours de l'exercice, qui se caractérise par la stabilité des effectifs.

Pour autant, la politique d'investissements malgré la stagnation de la conjoncture, la société a engagé 47 millions de francs en 1983; l'annuité d'amortissement pour ce même exercice dépassera 60 millions de francs.

En dépit du quasi-blocage des prix de vente et de l'alourdissement des charges, la société aura bénéficié en 1983 des effets favorables des importants investissements réalisés ces dernières années, et le niveau des résultats escomptés devrait permettre la distribution d'un dividende.

Division équipement chimique Grâce à une reprise des commandes en provenance de l'étranger, mais dans un climat de concurrence sévère, la division équipement chimique a pu améliorer en fin d'année son carnet de com-



### VENTES DE L'ANNÉE 1983

(En millions de francs)

Les chiffres d'affaires prévisibles pour l'année 1983 de la société Moulinex et du groupe ont été les suivants :

	1982	1983	%
Chiffres d'affaires	922	1 012	+ 9,8
Chiffres d'affaires exportation	1 286	1 379	+ 7,2
Chiffres d'affaires société mère	2 208	2 391	+ 8,3
Chiffre d'affaires consolidé	2 733	2 913	+ 6,6

Les ventes à l'exportation représentent 57,7 % du chiffre d'affaires total de Moulinex France.

Il faut noter que 65,3 % des ventes consolidées sont réalisées sur des marchés étrangers.

# MARCHÉS

PARIS

Bourse de Paris

16 fév 1984

10h00

10h15

10h30

10h45

11h00

11h15

11h30

11h45

12h00

12h15

12h30

12h45

13h00

13h15

13h30

13h45

14h00

14h15

14h30

14h45

15h00

15h15

15h30

15h45

16h00

16h15

16h30

16h45

17h00

17h15

17h30

17h45

18h00

18h15

18h30

18h45

19h00

19h15

19h30

19h45

20h00

20h15

20h30

20h45

21h00

21h15

21h30

21h45

22h00

22h15

22h30

22h45

23h00

23h15

23h30

23h45

24h00

24h15

24h30

24h45

25h00

25h15

25h30

25h45

26h00

26h15

26h30

26h45

27h00

27h15

27h30

27h45

28h00

28h15

28h30

28h45

29h00

29h15

29h30

29h45

30h00

30h15

30h30

30h45

31h00

31h15

31h30

31h45

32h00

32h15

32h30

32h45

33h00

33h15

33h30

33h45

34h00

34h15

34h30

34h45

35h00

35h15

35h30

35h45

36h00

36h15

36h30

36h45

37h00

37h15

37h30

37h45

38h00

38h15

38h30

38h45

39h00

39h15

39h30

39h45

40h00

40h15

40h30

40h45

41h00

41h15

41h30

41h45

42h00

42h15

42h30

42h45

43h00

43h15

43h30

43h45

44h00

44h15

44h30

44h45

45h00

45h15

45h30

45h45

46h00

46h15

46h30

46h45

47h00

47h15

47h30

47h45

48h00

48h15

48h30

48h45

49h00

49h15

49h30

49h45

50h00

50h15

50h30

50h45

51h00

51h15

51h30

51h45

52h00

52h15

52h30

52h45

53h00

53h15

53h30

53h45

54h00

54h15

54h30

54h45

55h00

55h15

55h30

55h45

56h00

56h15

56h30

56h45

57h00

57h15

57h30

57h45

58h00

58h15

58h30

58h45

59h00

59h15

59h30

59h45

60h00

60h15

60h30

60h45

61h00

61h15

61h30

61h45

62h00

62h15

62h30

62h45

63h00

63h15

63h30

63h45

64h00

64h15

64h30

64h45

65h00

65h15

65h30

65h45

66h00

66h15

66h30

66h45

67h00

67h15

67h30

67h45

68h00

68h15

68h30

68h45

69h00

69h15

69h30

69h45

70h00

70h15

70h30

70h45

71h00

71h15

71h30

71h45

72h00

72h15

72h30

72h45

73h00

73h15

73h30

73h45

74h00

سكوا من الامم

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 14 FEVRIER

PARIS 14 février

Baisse d'Esso et des autres

« Vous avez des nouvelles d'Esso ? », demandaient les boursiers avant et pendant la séance de mardi. Dans la matinée, la compagnie avait donné une conférence de presse à Chaunoy (Seine-et-Marne) pour annoncer une révision à la hausse de la production de ce gisement prometteur...

Avec l'ombre de Wall Street, les valeurs françaises ont perdu le terrain qu'elles avaient conquis la veille et, à la clôture, l'indicateur instantané accusait un repli de 1,85 % environ.

Aux mêmes causes, les mêmes effets. Le nombre de hausses fut dérisoire. Une fois de plus, l'effet de levier a donc joué sur les indices, ce d'autant que les courants d'affaires ne furent pas très étoffés.

Autour de la corbeille, toutes les conversations portaient sur l'affaire Esso, bien sûr, mais d'une façon plus générale, sur le dernier accès de faiblesse de Wall Street.

Pour l'instant, personne ici ne veut céder au pessimisme. En ce qui les concerne, les agents de change, certains d'entre eux du moins, sont satisfaits du ralentissement des affaires et de la baisse des cours.

La devise-titre s'est un peu détendue et s'est échangée entre 10,84 F et 10,89 F contre 10,83 F-11,05 F.

Nouveau recul de l'or à Londres : 374,95 dollars l'once contre 376,85 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 750 F à 101 600 F, après 101 550 F. Quant au napoleon, il a cédé à 630 F.

Le volume des transactions a peu varié : 1,18 millions de francs contre 1,301 millions.

NEW-YORK

Assez vig redressement

Très mal en point ces derniers temps, Wall Street s'est assez vivement redressé mardi. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi durant presque toute la séance, et, sans finir tout à fait au plus haut de la journée, l'indice des industriels progressa de 13,71 points à la clôture en s'établissant à 1 663,83.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2 018 valeurs traitées, 1 008 ont monté, 606 ont baissé et 404 n'ont pas varié.

Le redressement s'est opéré quand bien même autour de Big Bear circulaient une rumeur, catégoriquement démentie, que le président Reagan avait en un instant. Le fait même que le marché n'ait pas réagi, a, semble-t-il, encouragé les investisseurs.

Pour l'essentiel, encore que les avis aient été très partagés à ce sujet, cette reprise a revêtu un caractère technique.

Cependant, l'annonce d'une progression des ventes au détail en janvier (+ 2,2 %) supérieure aux prévisions, surtout la plus forte enregistrée depuis huit mois, a dissipé une partie des craintes que la manœuvre d'une récession, évincée à diverses reprises, avait avivées.

L'activité a été modérée et 91,80 millions de titres ont changé de mains contre 78,46 millions la veille.

Pour l'essentiel, encore que les avis aient été très partagés à ce sujet, cette reprise a revêtu un caractère technique.

Cependant, l'annonce d'une progression des ventes au détail en janvier (+ 2,2 %) supérieure aux prévisions, surtout la plus forte enregistrée depuis huit mois, a dissipé une partie des craintes que la manœuvre d'une récession, évincée à diverses reprises, avait avivées.

L'activité a été modérée et 91,80 millions de titres ont changé de mains contre 78,46 millions la veille.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EPEDA-BERTRAND-FAURE. - Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, comprenant les activités minérales, chimiques et sidérurgiques, a progressé de près de 36 % en 1983 pour s'établir à 2,56 milliards de francs, la progression d'une année sur l'autre ressortant à 7 %, toutefois, à structure comparable (Epéda-Bertrand-Faure a incorporé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983, les résultats de la société Antocomin et Cousin Frères).

COMPTOIRS MODERNES. - Au cours de l'exercice 1983, le groupe Comptoirs modernes a réalisé un chiffre d'affaires consolidé (hors taxes) de 8,46 milliards de francs, en augmentation de 10,6 % sur l'exercice précédent. Le groupe englobe les sociétés suivantes : Comptoirs modernes, Badin-Deforey, Economique de Rennes, Union commerciale,

Sograma, Superst, Sodisor, la société Comptoirs modernes figurant en tête de liste avec un chiffre d'affaires de 2,46 milliards de francs en 1983, en progrès de 9,9 % sur le précédent exercice.

SOFICIM. - La Société financière industrielle commerciale et immobilière (SOFICIM) est adossée depuis le 16 février au second marché de la Bourse de Marseille. Cette société, qui est déjà négociée sur le hors-cote de cette place, sera ainsi la première à accéder au second marché parisien. Filiale à près de 40 % de la Société marseillaise de crédit, la SOFICIM est spécialisée dans le financement d'opérations immobilières.

SECURE. - Le chiffre d'affaires de cette société, filiale à 67 % de Jeumont-Schneider et spécialisée dans la métallurgie, a atteint 247 millions de francs en 1983, soit une progression de 8 % par rapport à l'année précédente.

FUJI PHOTO FILM. - La compagnie japonaise annonce une hausse de 2,4 % de son bénéfice net consolidé à 58,51 milliards de yens (250 millions de dollars) pour l'exercice achevé le 20 octobre 1983.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 633,6 milliards de yens (2,71 milliards de dollars), en hausse de 7,9 % par rapport à l'exercice précédent. Le dividende a été fixé à 1,58 ¥ par action (67,7 cent) contre 1,56 ¥ (66,7 cent) pour l'exercice précédent, précise Fuji.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE, base 100 = 31 déc. 1983)

Valeurs françaises ..... 137,25  
Valeurs étrangères ..... 101,4  
C° DES AGENTS DE CHANGE  
(base 100 = 31 déc. 1983)  
13 fév. 14 fév.  
Indice général ..... 166,2 163,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Euros prévus du 15 février ..... 12,1/2 %  
COURS DU DOLLAR A TOKYO  
1 dollar (en yens) ..... 234,40 233,63

Table of stock prices for various companies including Air France, Bouygues, and others. Columns include company name, current price, and change.

Obligations convertibles

Table of convertible bond prices for companies like Air France, Bouygues, etc.

Actions au comptant

Table of stock prices for various companies including Air France, Bouygues, etc.

Etrangères

Table of foreign stock prices for companies like Anglo-Am., Amalg., etc.

SECOND MARCHÉ

Table of second market stock prices for companies like A.G.P.-R.D., C.D.M.E., etc.

Hors-cote

Table of off-exchange stock prices for companies like Air Industrie, Air France, etc.

SICAV 14/2

Table of SICAV 14/2 fund prices for various investment funds.

Règlement mensuel

Large table of monthly settlement data for various companies, including columns for company name, current price, and change.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices for various gold-related products.

DES SOCIÉTÉS  
BAN  
Agré une année

Diétrich

roulinex

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LIBAN : « L'ombre de Guy Mollet », par Michel Pinton ; « Clausewitz au Levant », par Jean Dubois ; « Astérix et Sakharov », par Robert Feghali.

LU : Journal de voyage en Orient, du comte de Chambord.

### ÉTRANGER

34. L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

### 5. AFRIQUE

### 6. EUROPE

Les entretiens de M. Tchernenko.

### 8. ASIE

INDE : graves incidents au Pendjab.

### POLITIQUE

8. M. Mitterrand à Cluny.

La préparation des élections européennes.

10. Les élections municipales partielles à La Seyne-sur-Mer et à Draguignan.

### SOCIÉTÉ

11. La lutte contre la toxicomanie en France.

VU : « A vos gourbis ! ».

12. FAITS DIVERS : une jeune femme à Fresnes.

15. MÉDECINE : le conseil des ministres unifie le statut des médecins hospitaliers.

### ARTS ET SPECTACLES

15 à 17 CINÉMA : « Le Lézard noir », de Kijir Fukasaku ; « Rusty James », de Francis Coppola ; « Conversation entre Jean-Luc Godard et Maurice Pialat ».

18. UNE SÉLECTION.

PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.

19 à 22. PROGRAMMES DES SPECTACLES.

### ÉCONOMIE

26. Les cadres et la restructuration industrielle.

27. AFFAIRES : les télécommunications ont perdu 500 millions de francs en 1983.

28. ÉTRANGER : le gouvernement italien prend par décret-loi des mesures de lutte contre l'inflation.

### RADIO-TÉLÉVISION (23) INFORMATIONS « SERVICES » (13-14) :

Troisième âge ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

Annouces classées (24-25) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (19 à 22) ; Bourse (29).

### Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

### LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

25, rue Paul-Doumer - 16<sup>e</sup> arr. (St-Michel) 527.87.99

RENNES 201 - 1<sup>er</sup> COMMANDANTE

### STAGES LONGUE DURÉE

10 ans - 5 ans - 3 ans - 1 an

9 CENTRES A PARIS

Admission : Pr. de Naillac

Paris 10<sup>e</sup> - 1<sup>er</sup> D'Alger

Fondateur/Dir. M. Moati

33, rue de Valenciennes

75011 Paris - Tél. : 261-55-35

### ENNA, 13, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. : 261-55-35.

### Cour-circuit dans le métro parisien

Sur la ligne n° 7 du métro parisien (Auberjiviers-Ivry), le trafic a été interrompu par un incident technique le 15 février au matin pendant près d'une heure, entre les stations *Chaussée-d'Antin* et *Pont-Neuf*. A 8 h 38, un court-circuit s'est produit sur une rame à *Pyramides*. Les passagers ont été évacués par le tunnel débouchant à *Opéra*. A 9 h 30, le trafic a pu reprendre normalement.

(Publié)

### L'escargot... à moins 20

Préparation manuelle et recette certifiée. Tous les gourmets apprécient l'extrême finesse de nos escargots dont l'ongine est rigoureusement garantie. Et ils se conservent plusieurs mois au congélateur en gardant intactes leur saveur et leur fraîcheur. N'hésitez plus à traverser Paris pour venir en faire provision, ils seront l'occasion de merveilleux dîners improvisés. Vendus au détail, ils marchent jusqu'à 13 h et tous les jours de 8 h 30 à 20 h (sauf le lundi).

LA MAISON DE L'ESCARGOT, 79, rue Fondary, XV<sup>e</sup> M<sup>e</sup> E-Zola Bus 80 Tél. 575 31 09.

A B C D F G H

### Onze nouvelles opérations villes pilotes

■ L'invité du mois : Jean-Marie Rausch, président de la région Lorraine

■ Le dossier du mois : Les pompes à chaleur dans l'habitat

■ Afrique : la crise du bois de feu

■ Les humeurs de Claude-Marie Vadrot

Dans « Le Monde » du samedi 18 février daté 19-20 février

### Les investisseurs se reportant sur le mark

### LE DOLLAR RETOMBE A 8,31 F

Les cours du dollar se sont repliés brutalement mercredi 15 février sur les marchés des changes, le recul atteignant près de 2 %. La devise américaine est revenue, à Paris, de 8,43 F à 8,31 F environ, et, à Francfort, de 2,7430 DM à 2,6950 DM. Stable et, même, en légère reprise mardi 14 février dans la matinée, le dollar avait brutalement fléchi dans l'après-midi de ce jour sur la rumeur du décès du président Reagan par crise cardiaque, rumeur qui se révéla fautive par la suite.

Le dollar n'en remonta pas pour autant. Prenant le relais des ventes importantes d'origine suisse, dit-on, continuèrent à peser sur le cours du « billet vert », à New-York mardi soir et en Europe mercredi matin.

« Cela devait arriver », estiment les opérateurs sur les marchés des changes. Depuis une quinzaine de jours, des voix autorisées ne cessent d'affirmer que le dollar est surévalué et que sa chute pourrait être brutale et même dangereuse, puis qu'incontrôlée et d'ailleurs incontrôlable. La semaine dernière, M. Paul Volcker, respecté président de la Réserve fédérale, banque centrale des États-Unis, n'a-t-il pas, devant le Congrès, agité la menace d'une baisse de confiance dans le dollar ? Pour lui, les investisseurs étrangers, s'inquiétant de la persistance d'un déficit budgétaire massif et de l'augmentation rapide du déficit de la balance des paiements, pourraient prendre peur et déplacer leurs actifs pour les investir en d'autres monnaies plus prometteuses, le mark, par exemple. C'est ce qu'ils ont commencé à faire, réalisant que l'avantage présenté par une rémunération de 4 % plus élevée (l'eurodollar à six mois rapporte actuellement 10 % contre 6 % pour l'euromark) peut être annulé et bien au-delà par la baisse relative de la valeur des capitaux placés en dollars : cette baisse, a précisément, atteint 4 % en trois semaines par rapport à la monnaie allemande. Certes, le recul du « billet vert » n'a rien de fabuleux, puisqu'il ne fait que retrouver son cours du début de décembre dernier, mais il constitue un signe à ne pas négliger.

Ce qui devait arriver, aussi, c'est que la remontée rapide du mark sur les marchés provoque des tensions au sein du Système monétaire européen, où le franc belge est à nouveau, sous forte pression, tandis que la monnaie allemande accentue sa progression à Paris, battant à nouveau son record historique à plus de 3,0850 F. Le franc n'est pas à proprement parler, attaqué ni soumis à une pression, mais la reprise du mark est irrésistible et la Banque de France doit la freiner.

FRANÇOIS RENARD.

## LA VISITE DE M. TALEB IBRAHIMI A L'ELYSÉE

### L'Algérie ne semble pas hostile à un rapprochement avec l'Égypte

Porteur d'un message du président Chadli, le docteur Ahmed Taleb Ibrahim, ministre algérien des affaires étrangères, a été reçu mardi 14 février par M. Mitterrand, dans le cadre des consultations périodiques décidées par les deux chefs d'État lors de la première rencontre, fin 1981. A la sortie de l'Élysée, M. Ibrahim a indiqué que l'entretien a porté sur les points chauds en Afrique et au Proche-Orient et que sa mission consistait à « élargir les points de convergence pour que le dialogue se substitue à la confrontation ».

L'émissaire algérien a expliqué que son pays a encouragé l'évolution de l'Égypte depuis l'élection du président Mubarak et n'a pas cherché à contrer les entreprises du colonel Kadhafi en Afrique et ailleurs, et à obtenir un plus grand soutien de la France dans le conflit saharien.

Sur le plan bilatéral, il aurait souligné, estime-t-on dans les milieux algériens, que le déficit de la balance commerciale, qui était négative pour la France, est passé de 12 milliards en 1983 à 5 milliards en 1982. Il aurait noté, en revanche, que la balance des paiements, elle, est déficitaire pour l'Algérie, en raison de l'importance des achats effectués en France par les touristes algériens et de la faiblesse des transferts effectués par les travailleurs immigrés, qui sont tombés de 1,5 milliard de francs en 1983 à environ 600 millions de francs en 1982.

PAUL BALTA.

## Sur le vif

### Toilettes

Elle n'était pas contente la patronne du tabac du coin, hier après-midi. Il y en a vraiment qui se croient tout permis ! C'est elle qui est arrivée ? Deux passants sont entrés, ils sont descendus, mine de rien, aux toilettes, ils y sont restés, dix minutes et ils sont repartis comme ils étaient venus, ni vu ni connu, en laissant les lieux dans un état dont je vous épargnerai la description.

Ce m'a permis d'enchâsser sur celle des cabinets les plus chouchutes d'Angleterre : une vraie bonbonnière, en plein cœur de Londres, à Covent Garden, avec musique douce, savonnets parfumés, estampes et sièges en acajou décorés d'une plaque au nom du fabricant, une maison spécialisée dans ce domaine depuis bientôt trois cents ans.

Et ce nous a entraînés dans une longue discussion sur un sujet qu'on ne songe guère à aborder, surtout dans les austères colonnes de ce journal, un sujet de genre, de politesse et d'éducation quotidiennes : les versets des cafés. C'est fou ce qu'ils sont fréquents. Normal : il y en a partout, ils sont gratuits. Et ils sont moins anonymes, moins glorieux que les nouveaux dédicaces publicitaires, chromées, claires et nettes, qui vous soutiennent de l'argent sans vous laisser entrer pour autant.

CLAUDE SARRAUTE.

## En Nouvelle-Calédonie

### Les indépendantistes demandent à M. Mitterrand le « départ des Français »

De notre correspondant

Nouméa. — Après les pressions exercées sur le terrain dans le cadre des revendications de terres (le Monde du 15 février), le Front indépendantiste (FI) a une nouvelle fois radicalisé sa position. Au cours d'une conférence de presse tenue, mercredi 15 février, à Nouméa, M. Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne, principal composant du FI, a déclaré avoir envoyé, au nom de la coalition, un télégramme au président de la République pour demander « le rapatriement des ressortissants français opposés à l'indépendance calédonienne et socialiste ». M. Machoro a indiqué que les Calédoniens ne dépendent pas uniquement de la France mais que le FI ne participerait désormais à aucune consultation électorale si une réforme du mode de scrutin n'intervenait pas d'ici aux prochaines élections territoriales qui sont théoriquement prévues pour juin.

Pour M. Machoro, « le dialogue qui avait suivi la rencontre de Nainville-les-Roches en juillet dernier [entre le gouvernement et les principaux partis locaux] est aujourd'hui rompu, et la seule possibilité de le renouer est le départ de ceux qui sont hostiles aux revendications indépendantistes. Nous ne souhaitons pas malgré tout le départ des Européens, a ajouté le secrétaire général de l'UC, mais l'indépendance est pour nous comme la case : seuls ceux qui auront aidé à la construire seront admis à l'intérieur ». Pour M. Machoro la revendication des terres dépasse le cadre de la réforme foncière en cours puisque « la totalité de la Nouvelle-Calédonie devra avoir été récupérée avant la fin de cette année ».

A propos du télégramme envoyé à M. Mitterrand, M. Machoro a précisé que les Européens visés sont « tous ceux qui sont venus de France et d'ailleurs, contrairement aux Calédoniens qui n'ont pas d'autre pays que celui-ci ».

Ce télégramme a été envoyé au chef de l'État alors même que le vice-président du Conseil du gouvernement exécutif local, M. Jean-Marie Tjibaou, membre de l'UC, se trouve à Paris où il devait rencontrer ce mercredi le secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine avant d'être reçu à l'Élysée par M. Mitterrand.

C'est la première fois, en Nouvelle-Calédonie, que les Mélanésiens séparatistes demandent explicitement le « départ des Français ».

### DÉMISSION DE M. ÉDOUARD GUIBERT A FR 3

M. Edouard Guibert, directeur de l'Information de FR 3, a présenté, pour la seconde fois, mardi 14 février, sa démission au président de la chaîne, M. André Holleaux, qui l'a acceptée.

On se rappelle que M. Guibert avait présenté une première fois sa démission le 21 janvier dernier et qu'il avait dû y renoncer, à la demande de M. Holleaux. Même si la récente interdiction de diffuser, le 20 janvier dernier, la cassette destinée à expliquer la situation en Corse et les difficultés rencontrées par les journalistes locaux pour exercer leur métier n'est sans doute pas étrangère à l'affaire (Le Monde du 24 janvier), on sait que le conflit couve en réalité depuis longtemps.

En l'absence de tout commentaire officiel, il semble bien que le désaccord fondamental entre M. Serge Moati, directeur général de la chaîne, et M. Edouard Guibert porte sur la place de l'information dans la régionalisation. M. Guibert plaide pour renforcer son rôle, M. Moati considérant qu'elle n'était qu'une partie des programmes. Interrogé lundi sur ces divergences, M. André Holleaux a répondu qu'il ne fallait pas leur donner une résonance dramatique : « Depuis septembre, nous faisons une télévision nouvelle, a-t-il déclaré. Certains préféraient voir une place plus grande accordée à des émissions de caractère culturel, ou informatif. Tout cela, c'est de la théorie, développée dans des cercles parisiens. Nos problèmes concernent les moyens financiers. » - G. H.

### PROCHAINE RÉUNION SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE LE 29 FÉVRIER

La prochaine réunion salariale dans la fonction publique aura lieu le 29 février dans l'après-midi. Les discussions entre M. Amicé Le Pors, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de la fonction publique, et les sept fédérations de fonctionnaires avaient commencé le 20 janvier.

Une réunion « envisagée » pour le 14 février avait été reportée. La FEN était intervenue auprès du premier ministre pour qu'une nouvelle date soit fixée rapidement. Elle attend de la réunion du 29 février des réponses précises à ses revendications — sur un rattrapage en masse et en niveau pour 1983, — faute de quoi elle envisage de lancer un mot d'ordre de grève générale en essayant d'y associer les six autres fédérations.

### FRÉDÉRIC FILLOUX

### Sept projets lauréats du concours de design

### LES NOUVEAUX MEUBLES DE L'ADMINISTRATION

L'administration charge de meubles. Plusieurs services publics et notamment le ministère des finances, qui doit être construit quel que soit le résultat de la réforme de la République, près de la gare de Lyon (12<sup>e</sup>), seront aménagés avec les meubles lauréats du concours de création organisé par le ministère de la culture et la délégation aux arts plastiques. Une commande publique de 78 millions de francs, (dont 20 pour le ministère des finances, mais qui concerne aussi ceux de la justice, de l'urbanisme, la région Rennais, le Crédit lyonnais...), a été réservée aux projets issus de la collaboration de fabricants et de designers choisis il y a un an parmi deux cent-vingt-cinq candidatures venues de vingt-cinq pays.

Les décisions du jury international, présidé par M<sup>me</sup> Charlotte Perriand, ont été annoncées le mardi 14 février par le ministre délégué à la culture, M. Jack Lang, qui inaugurerait une grande exposition au Musée des arts décoratifs sur l'histoire du bureau, meuble de prestige et outil de travail accompagnant les prototypes du concours (1).

Le jury a inscrit au palmarès final les sept projets, dont les auteurs se sont associés à un industriel pour fabriquer le prototype, ce qui était l'originalité principale de cette consultation dotée de vrais prix, d'est-à-dire d'une commande. Les meubles à la mode anticonformiste déjà un peu écoulés de Bruno Raizenberg ont été réalisés par le Mobilier national et sont hors concours.

Les deux projets les plus complets et les plus raisonnables (biens accrochés sur des structures tubulaires qui permettent de nombreuses combinaisons) sont premiers ex aequo : Marcel Ramond pour Strafor, premier fabricant européen à capitaux franco-américains, et le jeune Norbert Scibilia pour Cien, entreprise moyenne installée à Tours.

Troisièmes ex aequo : Marc Alessandri pour Knoll ; l'équipe britannique Alan Stanton et Wendy Robin pour Parisot avec un ensemble très architecturé.

Cinquantièmes ex aequo : l'équipe d'Isabelle Hebel pour Samsen et Unimob ; un jeune japonais, Kotaro Nakamura, pour le groupement d'entreprises Ciolino, Grivel et Leroy ; l'architecte italien Gaetano Pesce, qui a dessiné pour Parisot des meubles-bureaux et des cloisons en aggloméré teinté dans la masse, ce qui renouvelle complètement l'aspect de ce matériau bien marchand.

M. Ch.

(1) Le Monde aujourd'hui présente en détail cette manifestation dans sa prochaine édition datée 19-20 février.

## Offensive irakienne dans le Golfe

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.

### Offensive irakienne dans le Golfe

Plusieurs centaines de missiles sont bloqués à l'entrée du tunnel du Mont-Liban.